

**ÉTATS-UNIS — TRUMP COUPABLE ET FIER
DE L'ÊTRE ISRAËL-HAMAS — LE FORCING
AMÉRICAIN POUR UNE TRÊVE**



**6 JUIN 1944 LE RÔLE
DES MÉDIAS DANS
LE DÉBARQUEMENT**



**Courrier
international**

N° 1753 du 6 au 12 juin 2024
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 8,95 \$CAN,
DOM 5,30 €, Espagne 5,60 €,
Grande-Bretagne 5,60 €,
Grèce 5,90 €, Italie 5,60 €,
Japon 1100 ¥, Maroc 48 DH,
Pays-Bas 6 €, Portugal cont. 5,60 €,
Sénégal 3400 FCF, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 10 DT,
Afrique CFA autres 3600 FCF.



EXTRÊME DROITE MAIN BASSE SUR L'EUROPE

Oubliées les velléités de sortir de l'Union européenne : aujourd'hui, les droites radicales entendent la réformer de l'intérieur. La vague populiste annoncée lors des élections du 9 juin pourrait bien bouleverser le projet européen.





DS AUTOMOBILES
Voyager est un Art

DS 4

COLLECTION *Antoine de Saint Exupéry*



FAIRE DE CHAQUE VOYAGE UN RÊVE

DSautomobiles.fr

DS 4 E-TENSE

36 g CO₂/km A

B

C

D

E

F

G

DS préfère TotalEnergies – CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE DS 4 : DE 1,4 À 6,2 L/100 KM ET DE 32 À 140 G/KM. DS Automobiles RCS Paris 642 050 199.
Antoine de Saint Exupéry® © Succession Saint Exupéry – d'Agay [2024]

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Extrême droite : main basse sur l'Europe

C'est une vague annoncée depuis plusieurs mois déjà et qui pourrait bien bouleverser complètement la nature du projet communautaire. Du 6 au 9 juin, environ 400 millions d'électeurs des 27 pays membres de l'Union européenne (UE) sont appelés à voter pour désigner les 720 eurodéputés du Parlement de Strasbourg. Et à en croire tous les sondages, c'est à des partis longtemps féroce-ment hostiles à l'Union qu'ils pourraient confier une partie des clés de la maison Europe. Oubliés les "Frexit", "Nexit", "Grexit" et autres velléités de sortir de l'UE : la droite populiste, qui pourrait devenir

la deuxième force du Parlement européen, a adapté son discours et ses objectifs. Aujourd'hui, il n'est plus question de quitter l'UE mais bien de la transformer. Et cela change tout. Qu'importe si les nationalistes sont divisés, met en garde Wolfgang Münchau dans un article du **New Statesman** traduit sur notre site, l'extrême droite pourrait bientôt disposer d'une capacité de blocage néfaste dans l'Union, au risque de l'affaiblir durablement. "La capacité de l'UE à résister à des gens comme Meloni et Orbán est inscrite dans son ADN, mais elle la prive en même temps de la force vitale qu'est la politique - ce qui contribue au déclin du soutien populaire." Celle qui incarne le mieux cette métamorphose, c'est sans doute Giorgia Meloni, et ce n'est pas un hasard si **The Economist** a choisi de la mettre en couverture aux côtés d'Ursula von der Leyen et de Marine Le Pen, sous le titre "Les trois femmes

qui vont faire l'Europe". Pour l'hebdomadaire britannique, c'est avec elle, la "raisonnable", que pourrait s'allier Ursula von der Leyen pour briguer un deuxième mandat à la tête de la Commission européenne en cas de vague populiste. Car l'Italie est plus que jamais "le laboratoire politique de l'Europe", rappelle **The New York Times**, avec une Première ministre devenue le modèle de la droite dure dans l'UE. Giorgia Meloni a poli son image et, "en associant de nettes positions atlantistes (pro-Ukraine et pro-Otan) à une opposition féroce à l'immigration et aux mesures de lutte contre le changement climatique, elle est parvenue à s'imposer comme une force politique majeure en Europe", explique le quotidien américain. Partout en Europe, le discours des partis d'extrême droite s'est banalisé et a peu à peu essaimé dans toutes les couches de la société. "Le mouvement anti-UE s'est adapté, transformé, et il tend aujourd'hui dans son ensemble à imiter le modèle donné par

le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán : combattre, et obtenir des concessions de la Commission européenne en échange de son soutien à des 'causes' embrassées par l'Union, par exemple le soutien à l'Ukraine", écrit Ana França, dans l'article de l'hebdomadaire portugais **Expresso** qui ouvre notre dossier. Une analyse en profondeur qui permet de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la recomposition des équilibres politiques au sein de l'UE, et notamment l'évolution de l'extrême droite. "Au fur et à mesure que les partis de niche grandissent, ils abandonnent leurs étendards les plus radicaux. De la même façon, ceux qui idéologiquement étaient les plus opposés à l'intégration européenne ne tiennent plus un discours aussi extrémiste, car ça ne débouche pas sur des gains électoraux significatifs", explique ainsi un chercheur au journal. C'est aussi le cas en France, analyse **Die Tageszeitung**. "Longtemps jugées taboues, les idées d'extrême droite se sont

répandues dans la société française" grâce à un long travail de sape, avance l'auteur de l'article, Rudolf Balmer, qui décrypte les ressort culturels et médiatiques de la progression du Rassemblement national. En Allemagne, malgré une campagne calamiteuse et des scandales à répétition, les idées de l'AfD progressent aussi et se banalisent, y compris dans les classes les plus aisées, estime la **Deutsche Welle**. En témoigne une vidéo de gens aisés chantant des paroles xénophobes récemment devenue virale, la preuve, pour le média, "que les idées d'extrême droite ne sont plus l'apanage d'une frange bien spécifique de la population, mais qu'elles se répandent dans toute la société". Dimanche 9 juin, c'est bien une tout autre histoire européenne qui pourrait s'écrire.

En couverture :
Europe : dessin de Gary Waters,
Royaume-Uni.
Débarquement :
photo AKG Images



Sommaire



AKG IMAGES

HISTOIRE P.48

6 juin 1944 : comment les médias ont été associés au jour J

La presse anglo-saxonne a joué un grand rôle dans les manœuvres de diversion visant à assurer le succès du Débarquement, raconte **History Today**. Avant d'être la première à décrire les combats.

ARABIE SAOUDITE p.14

Alors on danse à Riyad?

Un journaliste du **Times** s'est rendu dans la première boîte de nuit du royaume, inaugurée il y a quelques semaines. Une "petite révolution" dans ce pays autrefois ultraconservateur.



FRANCE p.22

La menace de cyberattaques plane sur les Jeux

Les organisateurs de Paris 2024 prennent très au sérieux le risque de piratage, selon **The New York Times**. Le comportement passé de la Russie en fait notamment "une menace très crédible".

PAKISTAN p.18

La malédiction des unions consanguines

Les mariages entre cousins entraînent un fort taux de maladies génétiques dans le pays, explique **Dawn**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Dawn Karachi, quotidien.
The Economist Londres, hebdomadaire. **Expresso** Lisbonne, hebdomadaire. **History Today** Londres, mensuel. **Lifo** Athènes, hebdomadaire. **Maariv** Tel-Aviv, quotidien. **Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne. **Mongabay** (mongabay.com) Menlo Park (États-Unis), en ligne. **La Nación** Buenos Aires, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, hebdomadaire. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **De Tijd** Bruxelles, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **El Universal** Mexico, quotidien. **Die Welt** Berlin, quotidien.



MEDI, ALBANIE



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Mexique.** Claudia Sheinbaum explose le plafond de verre

D'un continent à l'autre

8. **États-Unis.** Et si le verdict servait de tremplin à Trump ?

10. **Argentine.** Une base chinoise qui inquiète

12. **Israël.** Le forcing américain pour un cessez-le-feu

14. **Arabie saoudite.** Alors on danse à Riyad ?

16. **Afrique du Sud.** L'ANC est "tombé bien bas"

17. **Algérie.** Des vols qui tournent au racket organisé

18. **Pakistan.** La malédiction des unions consanguines

22. **France.** La menace de cyberattaques plane sur les Jeux

24. **Belgique.** La politique en classe, un terrain miné

À la une

28. Extrême droite : main basse sur l'Europe

Transversales

38. **Guerre.** À Gaza, l'économie de la survie

40. **Environnement.** Les tapis sont de retour à Caracas

41. **Signaux.** L'histoire de l'Inde en huit cartes

360°

42. **Portfolio.** Au Kirghizistan, la cité irradiée

46. **Sport.** En Espagne, toutes les roues mènent à Gérone

48. **Histoire.** 6 juin 1944 : comment les médias ont été associés au jour J



SUR NOTRE SITE

Guerre Israël-Hamas. Biden fera-t-il céder Nétanyahou ?

Le plan de cessez-le-feu et de libération des otages proposé par le président américain a reçu le soutien du G7. Et les États-Unis cherchaient mardi 4 juin celui de l'ONU. Mais les bombardements à Gaza continuent. Suivez sur notre site les avancées des négociations et la situation sur le terrain.

Inde. Modi victorieux mais loin du triomphe annoncé

Selon les estimations présentées le 4 juin, le Premier ministre indien a remporté les élections législatives. Mais il en sort affaibli, ne décrochant qu'une courte majorité. Suivez sur notre site les analyses et reportages de la presse étrangère.

Courrier Week-end. En Californie, la traque aux voleurs d'abeilles

Chaque année, des milliards d'abeilles sont acheminées de tous les États-Unis vers la Central Valley, pour polliniser les amandiers, raconte **Noema Magazine**. Un article à retrouver dans notre nouveau rendez-vous, Courrier Week-end.

L Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des nuits de Lisbonne à celles de Medellín, des rues de Shanghai aux toits d'Alger, des bars de Prague aux plages de Dubaï, un tour du monde des cultures urbaines.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

☐ 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 237,20 €*

☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 165 € au lieu de 290,60 €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2024/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.3.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition numérique du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Juin 2024. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Raymond Clarinard, Nicolas Coisplet, Matthieu Recarte Conception graphique Xavier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE
François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Beniamino Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 14), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khouy (chef de service), Julien Abirami (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechai (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bêloëil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent, Oumeïma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Mélanie Chenouard (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4533) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Nouhaïla Amari, Nell Antona, Giuseppe Ardiri, David Asta, Étienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Chloé Boyer, Solène Cahon, Emilie Cochaud-Kaminski, Anne-Françoise Cochet, Mélissa David, Guillaume Deneufbourg, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyroux, Dorian Gallais, Pierre Kadlub, Hong-Kyung Kang, Anna Kerautret, Valentine Morizot, Jean-Daniel Mougeot, Éléonore Nicolas, Diane Perrière, David Perrault, Christina Reimer, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur de la publicité David Delannoy, Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr), Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21), Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Monnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 DIRECTRICE DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Marie Donal, Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Yang Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeai (développement web), Camille Lefaix (cheffe de produit au numérique)

Modifications des services ventes au numéro, réassort 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year triple issue in Aug and in Dec, by Courrier international SA

c/o Distribution Grid at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier international c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H7P 7K9, Canada.



Origine du papier : Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophication : Pot : 0,008 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouverture imprimée à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart HelloFresh posé sur la totalité des abonnés France métropolitaine.




L'OUEST
AUSTRALIEN
UN RÊVE ÉVEILLÉ

Faites un saut en Australie de l'Ouest.

Rejoignez Perth depuis Paris sans escale et profitez
de nos vols intérieurs pour explorer l'Ouest australien.



 Le parc national du Cap Le Grand

Le service Paris-Perth commence le 13 juillet 2024, sous réserve de l'approbation du gouvernement
et des autorités réglementaires. Vols directs Paris-Perth (Australie de l'Ouest) avec Qantas.

7 jours dans
le monde

Mexique. Claudia Sheinbaum explose le plafond de verre

La candidate du parti de López Obrador, le président sortant, a écrasé le scrutin du 2 juin. Elle devra maintenant démontrer son autonomie face à son "chef politique", selon ce commentateur.



← Claudia Sheinbaum. Dessin de Joe Cummings paru dans The Financial Times, Londres.

Détecter la rechute du cancer

SANTÉ — Le grand congrès de cancérologie organisé du 31 mai au 4 juin à Chicago, aux États-Unis, a consacré la méthode de biopsie liquide pour les femmes atteintes d'un cancer du sein. Une nouvelle étude a en effet montré qu'un test sanguin, reposant sur la recherche d'ADN de la tumeur, permet de prédire "le risque de rechute du cancer jusqu'à trois ans avant que la tumeur ne soit visible sur un cliché radiologique", décrypte The Guardian. Ce type de test permettrait de renforcer les traitements préventifs chez les femmes présentant un risque plus élevé de rechute.

Modi en net recul

INDE — Une question était "sur toutes les lèvres" mardi 4 juin, en Inde, lance l'Hindustan Times : le BJP de Narendra Modi atteindrait-il seul la majorité absolue après les élections législatives ? Le Premier ministre sortant visait un raz-de-marée, après un long processus électoral de six semaines. Mais les résultats communiqués mardi laissaient présager un net recul pour le parti du nationaliste hindou, qui s'assurerait malgré tout d'un troisième mandat de suite grâce à l'appui de ses partenaires de l'Alliance démocratique nationale.

Un rapt sidérant

BURKINA FASO — Une vidéo mise en ligne le 31 mai a sidéré l'opinion burkinabè. On y voit le rapt de Guy-Hervé Kam, célèbre avocat, qui a contribué à la chute du président Blaise Compaoré, quelques minutes seulement après sa libération de quatre mois de séquestration. Il avait été enlevé en janvier par des agents de l'État sur fond d'accusations de déstabilisation du régime d'Ibrahim Traoré, au pouvoir depuis le coup d'État du 30 septembre 2022. Cités par Lefaso.net, ses avocats ont fustigé la "déliquescence de l'état de droit".

—El Universal, extraits (Mexico)

En octobre 1824, les Mexicains se rendaient pour la première fois aux urnes pour désigner le premier président de la République naissante. Guadalupe Victoria [un homme, contrairement à ce que pourrait faire croire son prénom] fut celui-là et depuis lors, tous les quatre ans d'abord, puis tous les six ans, les Mexicains ont voté et élu en tout 65 présidents qui avaient un point commun : tous étaient des hommes.

Dimanche 2 juin, à la majorité des voix, le Mexique a pour la première fois confié la magistrature suprême non plus à un homme mais à une femme. Claudia Sheinbaum, déclarée vainqueur à la présidentielle d'après les premiers décomptes de l'Institut national électoral (INE), qui lui attribuent entre 58 et 60 % des voix [finale 59 % selon les résultats officiels], deviendra la première présidente de notre pays. Il aura fallu attendre très précisément deux cents ans pour qu'une femme brise le dernier plafond de verre de la politique mexicaine.

Claudia Sheinbaum devrait par ailleurs pouvoir s'appuyer sur la majorité absolue au Congrès, avec au moins 79 sénateurs [sur 128] et 320 députés [sur 500]. La présidente peut ainsi espérer lancer et faire approuver par ses rangs des réformes constitutionnelles, tel le projet de réforme de la Cour suprême de justice, qui prévoit de modifier la composition et la désignation des juges [qui seraient élus au suffrage universel, et passeraient de 11 à 9].

Ces victoires dessinent en creux l'échec retentissant de l'alliance d'opposition, qui, même en faisant le total des voix, n'a pas réussi à convaincre une majorité d'électeurs, et ce alors même que la présidence

sortante, celle d'Andrés Manuel López Obrador [dit "AMLO", qui ne pouvait se représenter], charrie un bilan entaché de graves problèmes et de nombreux indicateurs négatifs.

L'enthousiasme de la cheffe de file de l'opposition, Xóchitl Gálvez, et sa volonté affichée de changement de cap n'y ont pas suffi, tant les trois partis qui la soutenaient ont brillé par leur incompétence et leur ineptie. Le PAN (Parti d'action nationale, droite), le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, centre droit) et ce qu'il reste du PRD (Parti de la révolution démocratique, centre gauche) ont montré que la tragédie que vit ce pays et la confirmation écrasante et sidérante de Morena, le parti d'AMLO et de Sheinbaum, s'expliquent en bonne partie par l'incurie de leurs dirigeants, qui n'ont su défendre que leurs intérêts éparés sans parvenir à incarner le mécontentement des Mexicains contre le gouvernement sortant.

Grande légitimité. Dimanche, dans son premier discours, Claudia Sheinbaum a estimé que sa victoire est le signe que "le peuple mexicain se reconnaît dans notre projet pour la nation". Et à l'intention des 40 % d'électeurs qui n'ont pas voté pour ce projet, elle a ajouté : "Même si nombre de Mexicains ne s'y sont pas ralliés, nous devons avancer dans la paix et l'harmonie."

Le premier à congratuler la nouvelle élue aura été son mentor et son patron en politique, López Obrador. Il a adressé ses félicitations "à la docteure Claudia Sheinbaum, qui s'apprête à devenir la première femme présidente avec un score historique". Quelques minutes plus tard, dans un mouvement qui semblait parfaitement orchestré, Sheinbaum remerciait son prédécesseur et le félicitait à son tour, estimant que sa victoire était

la reconnaissance du succès du gouvernement sortant.

Le Mexique va ainsi avoir sa première présidente. Cette élection aura de nouveau été un "tsunami" pour l'opposition mexicaine, incompétente et inepte, et le pays a choisi le statu quo pour six ans de plus. Claudia Sheinbaum, c'est incontestable, sera une présidente d'une grande légitimité, elle qui a rassemblé 35 millions de voix [AMLO en avait réuni 30 millions, soit 53 %, en 2018] ; elle aura par ailleurs la marge de manœuvre nécessaire pour lancer ses réformes, ainsi que celles laissées en suspens par López Obrador.

Il reste une inconnue : saura-t-elle exercer son pouvoir en parfaite autonomie ou sera-t-elle soumise aux ordres et aux quatre volontés de son chef ? Nous en saurons plus après son investiture, le 1^{er} octobre prochain, mais la période de transition qui commence offrira à n'en pas douter de premiers indices sur l'indépendance, ou non, de la nouvelle cheffe de l'État.

—Salvador García Soto,
publié le 3 juin

SOURCE



EL UNIVERSAL

Mexico, Mexique

Quotidien, 133 000 ex.

eluniversal.com.mx

Fondé en 1916, le titre a été très proche du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), à l'origine de gauche, puis de centre droit, qui a dominé toute la vie politique mexicaine entre 1930 et 2000. Il est considéré comme le principal quotidien de référence.

LA PHOTO
DE LA SEMAINE



Les naufragés de l'“île du crabe”



PHOTO MARTIN BERNETTI/AFP

PANAMA — “Il n’y avait pas d’autre solution face à la montée du niveau de la mer”, commente le quotidien **La Estrella de Panamá**.

Lors d’une cérémonie officielle, le 29 mai, les habitants de la petite île caribéenne de Carti Sugdupu (ci-dessus), ou “île du crabe”, ont reçu les clés de leurs nouvelles maisons dans un village construit spécialement pour eux sur le continent. Ces membres du peuple kuna ont commencé à emménager dès le 3 juin. Les quelque 300 familles – près de 1400 personnes – sont considérées comme les premiers réfugiés climatiques d’Amérique latine.

France. Mauvaise note

La décision prise par Standard & Poor’s “ternit le bilan” économique de Macron, estime la presse libérale.

C’est un coup dur” pour Emmanuel Macron, assure le **Financial Times**. “Une douche froide”, renchérit **Politico**. La décision prise par Standard & Poor’s (S&P), vendredi 31 mai, de dégrader la note souveraine française égratigne “les efforts entrepris par le gouvernement pour remettre les finances publiques en ordre”, poursuit le média sis à Bruxelles.

L’agence de notation américaine a ainsi abaissé l’indice de solvabilité de la France du troisième (AA) au quatrième échelon, soit AA-. Concrètement, ses

analystes financiers anticipent une hausse de la dette publique en proportion du PIB et ne croient pas au retour du déficit sous la barre des 3 % d’ici à 2027.

“Les conséquences financières devraient être assez limitées”, décrypte le **Financial Times**, à Londres. Politiquement, en revanche, “les retombées pourraient être significatives” à la veille d’élections européennes “qui laissent déjà présager une large défaite pour l’alliance centriste” du chef de l’État. “La situation démontre les limites de sa stratégie depuis 2017, à savoir réduire la taxation des entreprises dans l’espoir que cela puisse conduire à une hausse suffisante de la croissance pour financer le généreux modèle social français.”

Or, complète le journal libéral britannique, malgré des rentrées fiscales en berne, “le gouvernement a continué de dépenser lourdement

pour ses services publics, ainsi que pour des mesures d’exception en réponse à la pandémie et à la crise énergétique”. Résultat, “le déficit s’est creusé et la dette s’est envolée”. Cette décision “ternit le bilan” d’Emmanuel Macron, tranche l’agence **Bloomberg**, à New York. De son côté, le ministre des Finances a défendu l’approche de l’exécutif, arguant que les



dépenses avaient permis de sauver l’économie française après le Covid-19. Bruno Le Maire, qui fêtait le 30 mai sept années passées à Bercy avec “de la charcuterie et du vin”, glisse **Politico**, “cherche désormais des économies partout”, constate le **Financial Times**. Vingt milliards d’euros de coupes ont déjà été annoncées cette année, et la même somme pourrait être retranchée en 2025. “La France, résume **Politico**, se serre la ceinture.”

— **Courrier international**

Saut dans le passé



SCIENCES — Nous sommes sur le point d’envoyer une particule dans le passé”, s’enthousiasme le **New Scientist** à la une

de son édition du 1^{er} juin. Des physiciens “commencent à montrer que dans le domaine quantique, les boucles [temporelles] permettant un bond dans le passé ne sont pas seulement possibles, mais aussi démontrables expérimentalement”, explique le magazine scientifique. En mécanique quantique, il n’est habituellement pas possible de distordre le temps. Mais, phénomène singulier, deux particules peuvent être dans des états quantiques liés, même si ces particules se trouvent à des années-lumière l’une de l’autre. Les physiciens disent de ces particules qu’elles sont intriquées. C’est en utilisant cette propriété d’intrication qu’ils espèrent créer des boucles temporelles fermées qui permettront à une particule d’être virtuellement envoyée dans le passé.

Allô Pékin, ici la Lune

ESPACE — La Chine a confirmé en fanfare, le 2 juin, l’alunissage réussi de la sonde Chang’e-6 sur la face cachée de la Lune. “C’est la deuxième fois que la Chine – et le monde – réussit un alunissage sur la face cachée du satellite, un lieu qui pourrait, selon les scientifiques, contenir des indices sur

de nombreux mystères entourant la Lune et le système solaire”, fait savoir **China Daily**. Pour le média chinois, il s’agit d’un “moment historique”: “Si tout fonctionne comme prévu, ce sera la première fois que de la roche et de la poussière issue de la face cachée seront prélevées.” Mardi 4 juin, le pari a été relevé: Chang’e-6 a quitté le satellite avec deux kilos d’échantillons à son bord. Les scientifiques espèrent pouvoir désormais comprendre pourquoi l’astre présente “deux faces si différentes”.

Sur une autre planète



SPORT — Le Real Madrid a glané le 1^{er} juin sa quinzième Ligue des champions, à Londres, face au Borussia

Dortmund. Les joueurs de la Maison blanche ont fait sauter le verrou allemand en seconde période grâce à Dani Carvajal et à l’incontournable Vinicius Junior. Avec ce nouveau sacre, le Real conforte son statut de “machine à gagner”, saluait, le 2 juin, le quotidien sportif **Marc**. Un rouleau compresseur encore renforcé, le 3 juin, par le recrutement de Kylian Mbappé. L’attaquant français vient “en quête du bonheur qu’il n’a pas trouvé au PSG”, son ancien club, estime **La Vanguardia**. Il rejoint un effectif jeune alors, demande **Marc**, faut-il encore prévoir une “hégémonie pour les cinq prochaines années?”.

5,67%

C’EST LE TAUX D’AUGMENTATION MOYEN DES SALAIRES AU JAPON par rapport à 2023, à en croire un sondage réalisé par le **Nihon Keizai Shimbun** auprès de plus de 360 entreprises du pays. “C’est la première fois qu’on enregistre une hausse aussi importante depuis 1990”, soulignait le journal économique le 29 mai, à l’heure où l’archipel est confronté à l’inflation et à la faiblesse du yen face au dollar américain. Pour sortir de la déflation qui gangrène le pays depuis le milieu des années 1990, le gouvernement et la Banque du Japon appellent de leurs vœux un “cycle vertueux entre hausse des prix et augmentation des salaires”.

d'un continent à l'autre.

amériques



Moyen-Orient...	12
Afrique.....	16
Asie	18
France	22
Europe	24

États-Unis. Et si le verdict servait de tremplin à Trump?

Condamné au pénal, une première pour un ancien président américain, il va pouvoir continuer de s'ériger en victime. Une stratégie qui a jusqu'à présent porté ses fruits.

—The New York Times, extraits (New York)

Il était le premier ex-président des États-Unis à être jugé au pénal, il est désormais le premier reconnu coupable. Ces performances devraient signer son arrêt de mort. Le commun des mortels ne se relève pas d'un tel enterrement politique.

Mais Donald Trump? Je le vois déjà ramper hors du cimetière et reprendre le chemin de la Maison-Blanche, comme si cette condamnation n'était qu'un simple accident de parcours, voire un accélérateur vers la victoire.

Trump a en effet passé la majeure partie de sa vie, et l'ensemble de sa carrière politique, à anticiper une telle situation, élaborant minutieusement un discours victimisant qu'il rabâche à l'envi – des forces seraient à ses trousses, prêtes à user de toutes les supercheries et accusations fallacieuses pour le faire tomber.

J'ai arrêté depuis belle lurette de compter le nombre de fois où l'expression "chasse aux

sorcières" a franchi les lèvres ou le clavier de Donald Trump. Idem pour le mot "truqué". Ce n'était pas seulement un défouloir. Il préparait le terrain, propageant sans vergogne une fable et une morale bien différentes de celles colportées par l'abominable classe dirigeante. Trump a fini par comprendre qu'accaparer l'attention des Américains ne suffirait pas, mais que leur imposer sa propre version des faits pourrait lui permettre de se tirer des mauvaises passes en toute impunité.

Sondages. Ou pas. Le verdict du tribunal de Manhattan, qui vient de reconnaître l'ancien président coupable des 34 chefs d'inculpation retenus contre lui, est inédit.

C'est une première dans la vie politique américaine. Impossible de savoir ce qu'il en sortira. Cette sentence pourrait causer quelques difficultés à Trump, à en croire

la flopée de sondages publiés ces derniers mois. Dans un sondage ABC News/Ipsos publié au début de mai, 16 % de ses partisans affirmaient qu'ils pourraient revenir

sur leur choix en cas de condamnation, et 4 % assuraient qu'ils lui retireraient leur soutien. Or ces 4 % de voix en moins pourraient suffire à faire pencher la balance en faveur de Joe Biden.

Mais, au moment du sondage, tout relevait encore de l'hypothèse. C'était avant les délibérations des jurés et avant que Trump ne tente de retourner la situation à son avantage, ce

qu'il ne manquera pas de faire sans retenue dans les jours et semaines à venir.

Il a d'ailleurs commencé [avant même le verdict]. "Même Mère Teresa ne réussirait pas à se défendre de ce genre d'accusations", a-t-il dénoncé en épinglant le juge Merchan, qualifié de "véreux". "Ces accusations sont truquées, tout est truqué." "J'AI DROIT À DES EXPLICATIONS COMME

TOUT LE MONDE. IL N'Y A PAS DE CRIME!" écrivait-il sur son réseau, Truth Social, la veille du verdict.

Les jurés en ont décidé autrement. Mais je n'ai jamais cru à l'hypothèse d'un revirement des trumpistes en cas de condamnation de leur candidat. Puisque ni les deux procédures de destitution lancées contre lui, ni son rôle abject dans l'assaut contre

Contexte

Le candidat joue la montre... avec un certain succès

●●● Reconnu coupable par le jury, Donald Trump attend de connaître sa peine. Le juge Juan Merchan rendra sa sentence le 11 juillet, "quelques jours avant le début de la convention nationale du Parti républicain, où Trump doit être officiellement investi candidat", souligne **The Washington Post**. La prison ferme n'est pas exclue, mais des experts cités par

USA Today s'attendent plutôt à de la liberté conditionnelle. En tout état de cause, "toute peine de prison ne prendra probablement effet qu'après une procédure d'appel [...] au-delà de l'élection de novembre". Dans ses trois autres affaires pénales, Trump joue la montre. Et c'est en passe de payer, selon **The Guardian** : il est presque assuré d'éviter un procès avant la présidentielle en

Floride et en Géorgie. Reste l'inculpation pour son rôle dans l'invasion du Capitole par ses partisans, le 6 janvier 2021. L'ouverture d'un procès dépend de la Cour suprême, qui doit se prononcer sur la demande d'immunité judiciaire de Trump. Lors de l'audience, l'institution "semblait peu disposée à trancher la question assez vite pour que l'affaire avance avant l'élection".

NEWS LICENSING





← Dessin de Morten Morland paru dans *The Sunday Times*, Londres.

l'outrance et le mélodrame, à l'approche du verdict, en accusant à tort le gouvernement Biden d'avoir donné le feu vert à son assassinat lors de la perquisition de sa propriété de Mar-a-Lago par le FBI [en août 2022], pour retrouver les documents classifiés. Trump faisait ainsi une piqure de rappel à ses partisans : je suis une proie, une victime, mes prédateurs sont sans pitié, c'est la seule façon pertinente de comprendre les événements en cours.

Vulnérabilité. Jusqu'à présent, cette stratégie a porté ses fruits. Pourquoi ses fidèles commenceraient-ils à douter ? D'autant que, sur les quatre affaires judiciaires dans lesquelles il est impliqué, c'est la moins accablante de toutes qui a été jugée en premier (et ce sera certainement la seule à l'être d'ici à la présidentielle du 5 novembre).

Tout dépendra maintenant de l'attitude de Trump. Le procès a ébranlé ses sempiternelles proclamations de toute-puissance. Sa mine inquiète, sa posture avachie et ses petits roupillons sur le banc des accusés ont mis en évidence son âge et sa vulnérabilité. S'il laisse transparaître sa peur au moment de faire appel de la condamnation, sa stature pourrait en prendre un coup auprès de ses partisans les moins zélés. Et si le tumulte et la violence du 6 janvier [2021] repartaient de plus belle après l'annonce de sa condamnation, certains électeurs républicains pourraient estimer que la situation devient un peu trop explosive à leur goût.

Ce procès et son verdict collent néanmoins à merveille avec l'image de martyr que Trump cultive avec opiniâtreté et succès. Tout l'intérêt de cette rengaine était justement de se prémunir contre les répercussions potentiellement désastreuses de ce genre d'événements.

Pour de nombreux électeurs, ce procès est une preuve de persécution. C'est autant une consécration qu'une condamnation. Alors pourquoi Trump et ses partisans s'arrêteraient-ils en si bon chemin ?

— **Frank Bruni**, publié le 30 mai

La presse conservatrice dénonce une "injustice"

Pour les médias pro-Trump, le candidat républicain à la présidentielle du 5 novembre est victime d'une cabale orchestrée par les démocrates.

Guilty." Vendredi 31 mai, au lendemain de l'annonce du verdict historique rendu par les jurés du tribunal de Manhattan, qui ont jugé Donald Trump coupable de tous les chefs d'accusation retenus contre lui, la plupart des quotidiens américains font leur gros titre sur sa culpabilité. Mais pas le **New York Post**, qui a décidé de prendre le contrepied, tout en misant

"Ce procès a été une parodie du début à la fin."
"THE WASHINGTON EXAMINER"

sur une surprenante sobriété. Seul le mot "injustice", en lettres capitales, barre en effet la une du tabloïd new-yorkais qui précise que "les jurés de Manhattan, tels des tueurs à gages, étaient en service commandé pour faire de Trump le premier président américain condamné au pénal".

Dans son éditorial, en revanche, le **New York Post**, fidèle à ses habitudes, ne mâche pas ses – gros – mots. Pour le tabloïd conservateur, Trump a été "victime d'un tribunal 'prostitué' – une raison supplémentaire pour que le tribunal de l'opinion publique vote contre Joe Biden en novembre". Le journal estime que "les violations de la plus élémentaire des justices ont été légion" pendant tout ce procès pour "falsification de documents comptables" dans l'affaire Stormy Daniels.

Même son de cloche dans le quotidien conservateur **Washington Examiner**, pour lequel Trump a été "victime d'une parodie de justice". Dans son éditorial, le journal fait observer, non sans emphase, que le fait que pour la première fois de l'histoire un ancien président américain est condamné par la justice pénale

"ne peut être considéré que comme un jour sombre pour la nation".

C'est un "jour sombre, non pas en raison du verdict de culpabilité, mais parce que ce procès a été une parodie du début à la fin", poursuit le journal conservateur en soulignant qu'"il est clair que personne d'autre que Trump n'aurait été inculpé – ni condamné – de la sorte".

Reste à savoir si ce verdict et la sentence, qui ne sera pas prononcée par le juge avant le 11 juillet, vont changer le cours de la campagne électorale. Pour le **New York Post**, en tout cas, c'est couru d'avance : "Certains sondages suggèrent que le verdict de culpabilité va profiter à Trump, parce que c'est la preuve que les démocrates ont instrumentalisé le système judiciaire contre lui." "Ce qu'ils ont très certainement fait", conclut le journal.

— **Courrier international**



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

Au procès de Trump, douze jurés ordinaires au courage extraordinaire
Composé de douze New-Yorkais lambda, le jury du tribunal de Manhattan s'est acquitté de son devoir civique avec célérité et sérieux en rendant un verdict de culpabilité à l'unanimité. Un signe de la bonne santé de la démocratie et du système judiciaire américains, souligne **The Washington Post**.

le Capitole du 6 janvier 2021, ni ses diatribes méprisables n'ont suffi à décourager ses fidèles, pourquoi le jugement subjectif de douze jurés new-yorkais les inciterait-il à lui tourner le dos ?

Certains affirment que ses partisans ne pourront accepter l'idée de voir coexister les mots "président" et "repris de justice", "condamné" et "commandant en chef". Que Trump est allé

"Même Mère Teresa ne réussirait pas à se défendre de ce genre d'accusations."

Donald Trump,
AVANT LE VERDICT

trop loin. Mais cet argument ne tient pas non plus : Trump fait voler en éclats les normes et les usages depuis sa toute première déclaration de candidature, en 2016. Rien de tel pour inciter ses défenseurs à prendre sa condamnation à la légère.

Bon nombre d'électeurs ont aujourd'hui choisi leur camp et cultivent l'esprit de clan. Peu importent les épreuves traversées par leur champion, ou la

longueur de son casier judiciaire, les escrocs et les idéologues du camp adverse sont bien pires. Les électeurs susceptibles de changer d'allégeance sont rares, c'est en partie pour cela que Trump n'est pas encore mort, ni enterré.

Il n'y a qu'à voir le peu de défécations dans son camp. Bien que ses alliés aient été parfaitement conscients du risque de condamnation qui pesait sur lui, presque aucun n'a pris la fuite ni pris un tant soit peu ses distances avec lui.

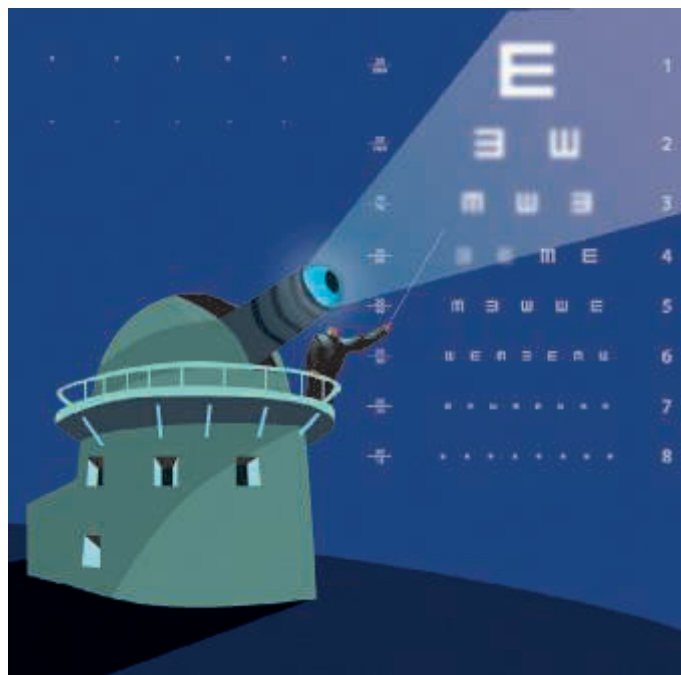
Les lèche-bottes qui se battent pour la vice-présidence n'ont pas renoncé à se couvrir de ridicule en rampant publiquement à ses pieds. Le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a fait une apparition au procès. D'autres élus républicains ont scrupuleusement relayé son discours victimisant et ont tenté de faire diversion en lançant des accusations contre Joe Biden, son fils Hunter Biden et Alejandro Mayorkas [le ministre chargé de l'Immigration]. S'ils étaient inquiets pour l'avenir politique de Trump, ils l'ont bien caché.

Quant au principal intéressé, il a franchi un nouveau cap dans

ARGENTINE

Une base chinoise qui inquiète

L'observatoire spatial chinois Espace lointain, installé en Patagonie sur un terrain cédé par l'État argentin en 2012, est soupçonné d'abriter des activités militaires.



—La Nación (Buenos Aires)

Quelques jours avant le dixième anniversaire de l'accord de coopération entre l'Argentine et la République populaire de Chine – accord qui prévoyait l'installation dans la province de Neuquén d'une base controversée, sous le contrôle de l'armée chinoise –, Buenos Aires a annoncé qu'il inspecterait les lieux pour garantir que les activités qui s'y déroulent soient conformes au traité.

Cette annonce a coïncidé avec la visite en Argentine de Laura Richardson, à la tête du commandement sud de l'armée américaine. Elle a eu lieu peu après que l'ambassadeur américain, Marc Stanley, a signalé une présence militaire chinoise dans cette région du nord-ouest de la Patagonie : « Je m'étonne que l'Argentine laisse les forces armées chinoises opérer en secret dans le Neuquén. » « Si je comprends bien, ce sont des soldats de l'armée chinoise

qui manœuvrent ce télescope, a-t-il ajouté. Je ne sais pas ce qu'ils font, je crois que les Argentins ne le savent pas non plus, ils devraient savoir pourquoi ces hommes sont déployés dans cette région. »

Antenne. L'origine de la station chinoise Espace lointain, installée à Bajada del Agrio, une localité située à 250 kilomètres de la capitale provinciale, remonte à juillet 2012. L'Agence chinoise de lancement et de contrôle des satellites (CLTC) a signé un accord avec la Commission nationale des activités spatiales (Conae), l'organisme argentin compétent en la matière. But de l'opération : créer les conditions d'aménagement dans le Neuquén d'installations d'acquisition de données, ainsi que d'une antenne pour l'exploration de l'espace.

En 2014, les gouvernements argentin et chinois, avec à leur tête respectivement Cristina Kirchner et Xi Jinping, signaient

un accord de coopération visant à mettre en œuvre des mesures fiscales, douanières, migratoires et consulaires, dans le prolongement de l'accord de 2012. À ce moment-là, la construction de la base chinoise avait déjà commencé.

Il s'agit du premier observatoire installé par la Chine en dehors de son territoire, sur un terrain de 200 hectares cédé pour une durée de cinquante ans. Les Chinois y ont construit une antenne de 35 mètres de diamètre, capable d'explorer des distances supérieures à 300 000 kilomètres de la Terre. L'accord stipule que la Conae pourra utiliser l'antenne 10 % du temps pour des projets de recherche nationaux, ainsi qu'à des fins de coopération internationale, ce qui équivaut à 2,4 heures par jour.

Dès le début, la Chine a été soupçonnée d'utiliser cette base pour des activités militaires, en particulier quand il a été révélé publiquement que la société chinoise ayant signé l'accord dépendait de l'armée de ce pays. Par ailleurs, l'existence de documents annexes secrets a encore alimenté les soupçons quant aux véritables finalités de l'accord ayant donné lieu à la construction de la station.

Cet accord conclu avec la Chine stipule que notre pays renonce à exercer librement sa souveraineté sur son propre territoire. Honteux... Ainsi, l'Argentine s'interdit de prendre des mesures « qui puissent interférer avec les activités de la Chine » et devra « étudier d'autres options » pour ne pas entraver le travail de la base.

Le ministère de la Défense des États-Unis a mis en garde sur les risques liés à la présence

de cette base, et parallèlement certains spécialistes estiment qu'elle pourrait constituer une pièce maîtresse dans l'éventualité d'une guerre des satellites dans le ciel austral. Frank Rose, ancien conseiller de Barack Obama pour le contrôle des armements, a déclaré au *New York Times* que la base du Neuquén pourrait servir à neutraliser et à détruire des satellites, étant donné que son antenne de 450 tonnes peut jouer le rôle d'un gigantesque aspirateur d'informations. Selon l'analyste international Luis Esteban González Manrique, la station chinoise emploie trois bandes du spectre électromagnétique. Deux

d'entre elles sont habituellement réservées à une utilisation officielle, notamment aux communications militaires de poursuite et de guidage des missiles.

En effet, ce type d'installation permet non seulement la surveillance des satellites civils pacifiques, mais aussi celle des satellites militaires

Ce type d'installation permet de surveiller les satellites civils, mais aussi militaires et d'espionnage.

et d'espionnage, et notamment l'interception de communications sensibles d'autres pays et l'envoi de messages cryptés.

L'installation de la station dans le Neuquén n'est pas le seul témoignage des visées de la Chine sur la Patagonie argentine. La pêche illicite que des bateaux chinois pratiquent dans notre zone économique exclusive rend particulièrement controversés et désavantageux les accords de coopération en la matière. Ce à quoi il faut ajouter la volonté de la Chine d'aménager et de contrôler un port sur la Terre de Feu, afin de ravitailler ses bateaux de pêche et d'en faire une porte d'entrée vers l'Antarctique.

L'avancée de la Chine dans notre pays a été dangereusement favorisée par les gouvernements kirchneristes [de gauche]. La complaisance de Cristina Kirchner envers la Chine s'est étendue à la Russie et aux régimes autocratiques de la région, comme ceux du Venezuela et

de Cuba, ce qui a servi à occulter d'obscurs intérêts.

Il est vrai également que Kirchner rêvait d'obtenir un soutien financier de la Chine pour être en mesure de poursuivre ses politiques populistes et de s'éloigner du FMI. Un projet aussi absurde que celui adopté pendant la pandémie de Covid-19 : le gouvernement d'Alberto Fernández a alors préféré obtenir des vaccins auprès de la Chine et de la Russie, en s'imaginant qu'il pourrait se passer des doses des laboratoires américains.

Personne ne peut ignorer que l'Amérique latine devient une sorte de champ de bataille dans le différend commercial entre les États-Unis et la Chine. Il n'y a rien de mal à ce que le régime chinois cherche à se procurer les matières premières dont son économie a besoin, via les nouvelles routes de la soie. En revanche, il serait inadmissible qu'il se crée des enclaves pour sa projection militaire.

À l'origine, en ce qui concerne l'observatoire du Neuquén, l'accord ne prévoyait pas une interdiction stricte des activités militaires. Cela en dit long sur la servilité de ceux qui nous gouvernaient à l'époque. En 2018, sous la présidence de Mauricio Macri [de droite], l'Argentine et la Chine ont signé un protocole additionnel prévoyant que l'accord de 2014 porterait exclusivement sur un usage civil et que les connaissances tirées de ces recherches ne pourraient en aucun cas être employées à des fins militaires. Espérons que le gouvernement actuel saura veiller à l'application stricte de ce principe, en écartant tous les soupçons.

Publié le 7 avril

SOURCE



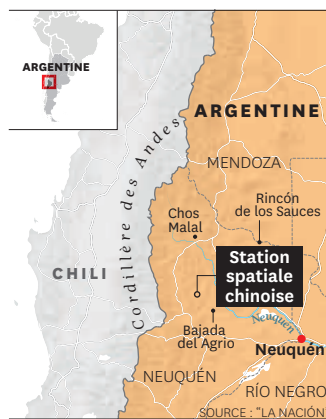
LA NACIÓN

Buenos Aires, Argentine

Quotidien

lanacion.com.ar

Fondé en 1870 par l'ex-président Bartolomé Mitre (1862-1868), ce quotidien national de droite, de tendance libérale en matière économique et conservateur dans les domaines sociétaux, est l'un des plus lus du pays, même si sa diffusion a fortement baissé à partir des années 2010.



Avec SG, faites grandir vos idées avec nos experts Entreprises.

Nos banquiers en centres d'affaires et nos experts en stratégie immobilière, banque privée et banque d'investissement vous accompagnent dans les moments clés du développement de votre entreprise et de votre patrimoine.



Rendez-vous sur entreprises.sg.fr/sg-entrepreneurs

Société Générale, S.A. au capital de 1 003 724 927,50 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 (www.orias.fr). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Juin 2024.



Israël. Le forcing américain pour un cessez-le-feu

Les États-Unis ont proposé un plan en trois étapes prévoyant l'arrêt des hostilités, la libération des otages et la reconstruction de la bande de Gaza. Si Benjamin Nétanyahou tergiverse, le Hamas semble favorable à la proposition de Joe Biden.

Le président américain, Joe Biden, a présenté le 31 mai une nouvelle proposition de trêve en trois étapes, *“qui devrait conduire à un cessez-le-feu permanent”* et permettre la libération des otages israéliens, alors que les États-Unis exercent une pression accrue sur les belligérants dans l'espoir d'arracher un accord pour mettre fin à huit mois de guerre, rapporte **The New York Times**. *“Il est temps que cette guerre prenne fin”*, a déclaré Biden à la presse.

La première phase du plan prévoit un cessez-le-feu de six semaines, assorti d'un retrait israélien des zones les plus peuplées de Gaza ainsi que de la libération d'otages détenus par le Hamas et de prisonniers palestiniens détenus par Israël.

Mais tout est encore loin d'être joué. Pour le *New York Times*, Benjamin Nétanyahou est depuis *“dans l'embarras”*, car le plan proposé risque de précipiter la chute de son gouvernement. En effet, les ministres d'extrême droite Itamar

Ben Gvir et Bezalel Smotrich ont immédiatement dénoncé la proposition, menaçant de rendre leur tablier s'il devait être adopté.

Signe d'atermoiement, le bureau de Nétanyahou a affirmé, le 1^{er} juin, que *“les conditions imposées par Israël pour mettre fin à la guerre – dont notamment la destruction des capacités militaires et politiques du Hamas – n'étaient pas réunies”*, rapporte **Fox News**.

Mais, le 2 juin, le conseiller de Nétanyahou pour les affaires internationales a confirmé dans les colonnes du **Sunday Times** qu'il s'agissait bien d'un accord qu'Israël *“avait accepté”*. *“Ce n'est pas un bon accord, mais nous souhaitons sincèrement que tous les otages soient libérés.”*

Soumis aux pressions croisées de son

allié américain et de ses ministres d'extrême droite, Nétanyahou est confronté à un vrai *“dilemme”*, analyse **Le Soir**. D'autant que, *“longtemps en proie à des accusations de corruption qu'il nie, il considère le fait de rester au pouvoir comme sa meilleure chance d'éviter les poursuites”*, souligne **The Guardian**. D'ailleurs, interrogé par le magazine **Time** pour savoir si Nétanyahou prolongeait la guerre à des fins politiques et personnelles, Joe Biden a répondu : *“Il y a toutes les raisons pour que les gens tirent cette conclusion.”*



Le quotidien israélien **Ha'Aretz** observe qu'en mettant les acteurs du conflit devant leurs responsabilités, Joe Biden a fait un pari audacieux. *“Si Israël et le Hamas ne parviennent pas à valider l'accord, alors même que Biden a pris un risque sans précédent, bien malin qui pourra deviner la suite des événements.”*

La pression va donc crescendo depuis le 31 mai sur les deux parties pour les contraindre à accepter cette énième proposition de trêve.

Sur le plan international, le Qatar et l'Égypte, principaux médiateurs arabes, ont ainsi appelé le groupe islamiste palestinien à signer l'accord, tandis que plusieurs pays occidentaux alliés d'Israël, comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, ont exprimé leur soutien au plan américain.

Dans la foulée, le Hamas a affirmé dans un communiqué envisager *“positivement toute proposition fondée sur un cessez-le-feu permanent, le retrait complet de l'armée israélienne et la reconstruction”* de la bande de Gaza (voir p.38-39).

“Le Hamas aurait tout à gagner à l'accepter, compte tenu du soutien que ce plan a reçu de la part des acteurs arabes et internationaux, alors qu'en face Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich démontrent leur jusqu'au-boutisme”, a souligné dans un éditorial le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi**.

—**Courrier international**

“Non, Karim Khan n'est pas antisémite”

Pour cet editorialiste de droite israélien, les attaques contre le procureur de la Cour pénale internationale sont sans fondement : l'État hébreu est responsable de ce qui lui arrive.

—**Maariv** (Tel-Aviv)

Il est probable que, dans les prochains mois, la Cour pénale internationale [CPI] décidera d'émettre (ou pas) des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, et son ministre de la Défense, Yoav Gallant. A priori, il peut paraître choquant que Karim Khan, le procureur de la CPI, établisse une quasi-équivalence entre, d'une part, le gouvernement israélien et, d'autre part, les tueurs multirécidivistes que sont Yahya Sinwar et Mohammed Deif [les dirigeants du Hamas dans la bande de Gaza]. Même dans l'hypothèse où ces mandats n'étaient finalement pas émis, cela restera comme une tache pour Israël.

Pourtant, Karim Khan n'est pas un antisémite. Quiconque travaille sur le dossier du 7 octobre sait que c'est même tout le contraire. Lors de sa nomination [en 2021]

au poste de procureur de la CPI, le juge Khan était plutôt *“suspect”* d'empathie envers Israël. Il est certes musulman, par son père [sa mère est chrétienne], mais il est issu de l'Ahmadiyya, une communauté modérée originaire de la partie pakistanaise du Pendjab et persécutée parce que considérée comme *“schismatique”*.

En outre, il était vu d'un mauvais œil par la plupart des États arabes, qui le soupçonnaient de connivence avec Israël. Puis sont venus les massacres du 7 octobre, l'offensive déchaînée d'Israël contre la bande de Gaza et la multiplication de déclarations meurtrières par plusieurs dirigeants israéliens.

Or, dès après le 7 octobre, Karim Khan a organisé, à La Haye, plusieurs rencontres officielles avec des responsables officiels ainsi qu'avec des civils israéliens. Le procureur s'est ensuite rendu à plusieurs reprises en Israël.

Le plan proposé risque de précipiter la chute du gouvernement de Nétanyahou.



✓ Sur l'ancienne affiche : Votez pour [Nétanyahou].
Sur la nouvelle : Recherché pour crimes de guerre.
Dessin de Tjeerd Royaards, Pays-Bas.

La rencontre la plus décisive a eu lieu le 1^{er} décembre 2023, comme en témoignent des photos montrant le procureur de la CPI se rendant dans les villages supplied de l'enveloppe de Gaza [territoire israélien jouxtant la bande de Gaza], parmi lesquels Nahal Oz, Kfar Aza et Beeri, les plus endeuillés par les massacres du Hamas.

Il a ensuite organisé une rencontre longue, émouvante et déchirante avec des représentants des familles israéliennes de civils assassinés ou enlevés. Les Israéliens participant à cette rencontre ont pu le voir pleurer à l'écoute de certains témoignages.

En outre, une des familles censées être présentes lors de la rencontre du 1^{er} décembre s'était dite humainement incapable de parler ouvertement et publiquement de l'horreur. Khan a alors fait preuve de sensibilité et d'humanité en proposant à cette famille de la rencontrer en privé, ce que cette famille a finalement accepté.

Horreur "abyssale". Le procureur de la CPI a tenu des propos pétris de justesse et effectué des gestes témoignant d'une profonde humanité envers les familles israéliennes.

Avant d'entamer cette rencontre, Karim Khan a tenu à déclarer : "La douleur que j'ai vue, entendue et ressentie est humaine-ment insupportable." Avant d'ajouter : "La rencontre avec certains d'entre vous à La Haye m'a permis de me rappeler que vous toutes et tous, en tant qu'Israéliens, êtes héritiers et porteurs d'une souffrance particulière."

"Nous devons tous pouvoir nous regarder dans une glace. Ce sont

vos expériences historiques et votre acceptation de coopérer avec la CPI qui m'ont permis, à moi et à mes collègues, de fouler le sol israélien. En hébreu, en arabe et en anglais, je tiens le même discours : 'Tout innocent a le droit d'avoir la vie sauve.' Je veux travailler avec vous, je veux que nous avancions ensemble, y compris avec les Palestiniens partageant cette même conviction fondamentale selon laquelle une vie humaine égale une vie humaine."

Khan a écouté religieusement les récits des familles israéliennes et pris note. En matière de témoignages, rien ne lui a été épargné, ni par les familles ni par sa visite des villages martyrisés portant encore les stigmates des atrocités, des exécutions sommaires, des enlèvements de jeunes filles et des viols.

En essuyant quelques larmes, il a reconnu qu'il s'agissait là d'une horreur "abyssale", tout en tentant d'insuffler un peu d'espoir aux familles ayant eu "la force" de s'adresser à lui.

À un moment, une Israélienne, fille de survivants de la Shoah, a expliqué qu'il lui était difficile de comprendre la haine que ses parents ont rencontrée le 7 octobre. Et Karim Khan de répondre : "Les êtres humains ne réagissent pas tous de la même façon. Quand on regarde la situation en Israël, on voit que presque

Le procureur de la CPI a tenu des propos pétris de justesse envers les familles israéliennes.

chaque famille juive est hantée par des siècles de persécutions, pas seulement depuis 1947 [la guerre consécutive à la reconnaissance par l'ONU du droit à l'existence d'un État juif] ou depuis la Shoah, mais aussi depuis l'époque de Ferdinand et Isabelle [l'Inquisition espagnole et l'expulsion des Juifs d'Espagne, en 1492] jusqu'aux massacres antisémites de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. Autour de cette table, vous êtes toutes et tous, chacun avec son expérience personnelle, des survivants et vous faites chacun partie d'un tout traumatique."

Soucieux de maintenir un équilibre, Khan a toutefois souligné qu'il était important de respecter le droit, notamment en acheminant au plus vite de l'aide humanitaire à Gaza, car les enfants palestiniens doivent pouvoir recevoir des médicaments et de la nourriture, comme partout dans le monde.

Il a également évoqué la violence des colons [juifs d'extrême droite en Cisjordanie]. Il a insisté : "Tout le monde doit respecter le droit, et celui-ci doit s'appliquer à tout le monde."

État lépreux. Certains témoins interpellent alors Karim Khan en affirmant que les appels au cessez-le-feu sont quelque chose qui frise l'antisémitisme, dès lors qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre deux États, mais entre l'État d'Israël et une organisation terroriste dont le but est la destruction de l'État juif et l'élimination des Juifs. Il leur répond : "Je suis d'accord, et c'est pourquoi, hors d'Israël, j'insiste sur le fait que ce qui s'est passé

le 7 octobre en Israël ne ressemble à rien d'autre qu'à une partie de chasse digne de l'extermination des Juifs. C'est sur cette traque que mon tribunal enquête. Il est important de rappeler que tout enfant, juif comme palestinien, est par excellence un innocent et qu'un de ses droits fondamentaux est celui à la sécurité."

En Israël, nous sommes nombreux à considérer que Karim Khan a établi une équivalence presque totale entre les chefs du Hamas et les dirigeants élus d'Israël. Pourtant, ce ne sont pas Benyamin Nétanyahou et Yoav Gallant que le procureur a accusés de meurtres, de viols, de tortures ou d'actes terroristes, mais bien les dirigeants du Hamas. S'il blâme notre camp, c'est pour la flaque qui menace Gaza.

Et il n'a rien inventé. Il n'a eu qu'à s'alimenter aux déclarations que nous [Israéliens] avons nous-mêmes très officiellement prononcées et que certains continuent de prononcer. Il a suffi à Karim Khan de visionner la longue liste de vidéos postées par des soldats israéliens dans la bande de Gaza et de lire les déclarations sanguinaires de dirigeants israéliens ou d'influenceurs sur les réseaux sociaux. Ces éléments de preuve, ce sont nous, Israéliens, qui les lui avons fournis, presque à l'œil.

Sommes-nous hypocrites ? Oui. L'Israël de 2024, après avoir démocratiquement porté au pouvoir la coalition la plus extrémiste de toute son histoire, est devenu un État lépreux. Il a perdu tout ou presque de sa légitimité internationale. Lorsque des militants d'extrême droite interceptent des convois d'aide humanitaire,

déversent leur contenu sur le sol et tabassent leurs chauffeurs [israéliens], tout cela est enregistré par les enquêteurs de La Haye.

Quoi de plus facile quand, publiquement, un ministre en exercice comme Itamar Ben Gvir "passe un savon" aux responsables de sa propre police, "coupables" d'avoir tenté d'assurer la protection de ces convois humanitaires ?

Et ne parlons même pas des bombes atomiques que plusieurs ministres de la coalition promettaient de larguer sur la bande de Gaza. Ou d'Israël Katz [ministre des Affaires étrangères, membre du Likoud de Benyamin Nétanyahou], qui jurait qu'aucune goutte de carburant ou d'eau et aucun gramme de farine ou d'autres denrées de base n'entreraient plus à Gaza.

Dénoncer la CPI, c'est à la fois trop facile et trop tard. Malgré notre colère et après l'avoir écouté, nous devons respecter Karim Khan.

—Ben Caspit,
publié le 24 mai

SOURCE

MAARIV

Tel-Aviv, Israël

Quotidien, 150 000 ex.

maariv.co.il

Maariv Hashavoua ("Le Soir de la semaine"), dit Maariv, est l'héritier de l'ancien grand quotidien de droite Maariv, fondé en 1948. Maariv défend une ligne éditoriale de centre droit sur le plan nationaliste et libérale sur le plan socio-économique.



ARABIE SAOUDITE

Alors on danse à Riyad?

Ce journaliste s'est rendu dans la première boîte de nuit du pays, inaugurée il y a quelques semaines. Une "véritable petite révolution" dans ce pays autrefois ultraconservateur.



—The Times (Londres)

Il est près de minuit, et la piste commence à se remplir. Une foule bigarrée de fêtards est venue se trémousser sur la musique house : ici, un jeune homme en pantalon moulant et bottes de cow-boy XXL sautille de droite à gauche ; un peu plus loin, deux jeunes femmes en *crop top* noir, lunettes de soleil vissées sur le nez et mine impassible, dansent avec une nonchalance savamment étudiée.

Cette boîte de nuit, la première à ouvrir ses portes de manière

permanente en Arabie saoudite, est un établissement comme tous les autres, abstraction faite des videurs qui rôdent dans la salle à l'affût du moindre comportement inapproprié.

Il ne faudrait pas qu'un client vienne ajouter de l'alcool aux cocktails de jus de fruits servis au bar, par exemple. Car si l'alcool

La police des mœurs a disparu, balayée par le grand projet de réforme du gouvernement.

reste strictement interdit dans le pays, il n'est pas rare que des convives en fassent entrer clandestinement en soirée. Certains assurent même qu'il pourrait finir par être toléré dans les complexes touristiques.

À l'écart de la piste, Tarek Antabi se prépare pour son set. Pendant des années, le DJ saoudien, qui s'est lancé dans la musique à l'époque où il vivait aux États-Unis, a guetté la moindre occasion de quitter son pays d'origine et son ambiance ultraconservatrice pour aller se produire à l'étranger. Mais aujourd'hui, il joue chez lui, devant ses compatriotes. Il confie : "C'est un moment très fort."

"S'afficher". Au Beast House, les clients sont accueillis par une jeune femme en débardeur pré-nommée Hessah. L'ouverture de cette boîte de nuit, inaugurée il y a quelques semaines, est une véritable petite révolution quand on sait qu'il y a quelques années encore les hommes et les femmes n'avaient pas le droit de se mélanger à Riyad. "Nous avons toujours fait cela, explique l'hôtesse. Mais maintenant, on peut s'afficher publiquement."

L'interdiction des fêtes n'a jamais empêché les jeunes Saoudiens d'en organiser chez eux. Mais il y avait toujours un risque que la soirée se termine par une descente de police ou par l'intervention de la *muttawa*, l'intransigeante brigade des mœurs qui arpenteait les rues du pays.

Aujourd'hui, les rôles sont inversés. La police des mœurs a disparu, balayée par le grand projet de réforme du gouvernement, qui cherche à diversifier l'économie pour ne plus dépendre seulement du pétrole, et assouplit les règles islamiques encadrant la vie publique.

Les salles de cinéma, de concert et désormais les boîtes de nuit se multiplient. Les religieux qui osent critiquer l'action du gouvernement sont jetés en prison, tandis que les fêtes et les concerts sont encouragés.

Le Beast House s'est installé dans le quartier de Jax [à Riyad], réputé pour ses artistes et ses entrepôts reconvertis en salles de concert et en galeries d'art. L'établissement est géré par MDLBeast, entreprise devenue célèbre grâce aux festivals de musique et aux rave-partys

qu'elle organise depuis 2019, et financée par le fonds souverain saoudien. Ce Fonds public d'investissement (PIF) est présidé par le prince héritier, Mohammed ben Salmane ("MBS"), dirigeant de facto du royaume, et s'est donné pour mission de piloter la transformation du pays.

Le PIF investit partout : dans les projets titanesques à plusieurs milliers de milliards [d'euros], comme The Line – ville futuriste que ses détracteurs accusent de n'être qu'une chimère –, dans les complexes touristiques, les véhicules électriques, le logement, les sports.

Il a racheté le club de foot de Newcastle United, en Angleterre, et fait main basse sur une partie du golf professionnel, tout en investissant 38 milliards de dollars [plus de 35 milliards d'euros] pour devenir un centre mondial du jeu vidéo.

"C'est une nouvelle vie qui commence, une renaissance."

Nouf,
CLIENTE DU BEAST HOUSE

C'est désormais au tour des boîtes de nuit. "Nous créons de la joie, des lieux de divertissement dont nous bénéficions directement. Et nous développons notre propre économie", s'enthousiasme Ahmad Alammari, directeur de la création chez MDLBeast.

Cet investissement coche toutes les cases pour le PIF, désireux d'attirer les touristes et de diversifier l'économie au-delà des exportations pétrolières. Au vu des projets souvent controversés qu'il soutient, le royaume, tristement célèbre pour ses arrestations de dissidents, se fait régulièrement accuser de vouloir lisser son image grâce au sport et aux loisirs.

Mais ce sont avant tout ses sujets que le prince héritier cherche à satisfaire. Bien qu'il accepte volontiers de débattre avec ses conseillers – au dire de ses proches –, cet autocrate populiste de 38 ans tolère fort mal la dissidence, et a mis sur la touche ses adversaires au sein de la famille royale, du clergé conservateur et de la puissante oligarchie.

Avant son accession au trône, Mohammed ben Salmane veut – et doit – réussir à séduire la jeunesse, qui constitue la majeure partie de

La boîte de nuit Beast House se trouve dans le quartier de Jax, à Riyad. Photo Beast House

la population du royaume.

Les jeunes Saoudiens aspirent à trouver du travail, un logement, ils veulent s'amuser, et au Beast House on serait bien en peine de trouver quelqu'un pour critiquer le prince. Interrogée sur les changements mis en place par le régime, Nouf, venue danser avec une amie, confie : "MBS, c'est notre chouchou." Pendant un temps, la jeune femme avait envisagé de quitter le pays. Jusqu'à ce que les réformes débutent, en 2016.

"C'est une nouvelle vie qui commence, une renaissance, se réjouit-elle. Surtout pour les femmes."

Mais tout n'est pas rose pour autant. Les réformes ont sonné le glas de l'ancien système qui assurait aux Saoudiens une protection sociale tout au long de leur vie. Le gouvernement a instauré une TVA à 15 %, a revu ses subventions à la baisse, et incite désormais la population à rejoindre le secteur privé – des lois ont été votées pour réserver de nombreux emplois aux citoyens saoudiens et instaurer une préférence nationale sous forme de quotas à l'embauche.

Bien que le chômage n'ait jamais été aussi bas, beaucoup de Saoudiens déplorent que les salaires ne suivent pas l'inflation. Et, vu les tarifs pratiqués par les établissements comme le Beast House, où l'abonnement annuel coûte minimum [2 200 euros] – soit l'équivalent de deux mois du salaire minimum – et peut aller jusqu'à [près de 3 300 euros], il semblerait que profiter pleinement de la nouvelle Arabie saoudite ne soit pas à la portée de toutes les bourses, loin de là.

"C'est cher", regrette Mesfer, jeune analyste financier qui a quitté la piste de danse le temps de se reposer dans un canapé. "Ça coûte cher de s'amuser."

—Samer Al-Atrush,
publié le 21 mai

SOURCE



THE TIMES

Londres, Royaume-Uni
Quotidien

365 800 (2020)

[thetimes.co.uk](https://www.thetimes.co.uk)

Fondé en 1785, c'est le plus ancien des quotidiens britanniques. De tendance conservatrice, il a longtemps été la voix de l'establishment.

Tout va bien



se passer

**Avec le Pack Orange
Cybersecure,**
sécurisez jusqu'à 10 de vos appareils.
Les spécialistes cyber sont là 7j/7
pour vous accompagner.
Le tout pour 7€/mois.



**Orange
Cybersecure**



est là

Offre soumise à conditions, réservée aux particuliers titulaires d'une offre Internet, Fixe sur IP ou Mobile (hors clients Mobile DROM). Sous réserve de compatibilité technique des logiciels, systèmes d'exploitation et équipements à protéger. Détails et conditions sur sites Internet Orange. Service d'assistance à la configuration de trois équipements maximum par les spécialistes cyber.



afrique

Afrique du Sud. L'ANC est "tombé bien bas"

Trente ans de domination absolue ont pris fin le 29 mai. L'ANC, parti historique de Nelson Mandela, a perdu sa majorité absolue, et des tractations s'ouvrent pour constituer un gouvernement d'union nationale.



CARTOON MOVEMENT

—The Economist, extraits (Londres)

Le Congrès national africain (ANC) – le plus ancien mouvement de libération du continent, fer de lance de la résistance à l'apartheid, au pouvoir depuis 1994 – ne constitue plus une force hégémonique sur la scène politique sud-africaine [avec 40,2 % des votes, l'ANC obtiendra 159 sièges sur 400, contre 230 parlementaires auparavant]. Cyril Ramaphosa va devenir le premier dirigeant de l'ANC sans majorité parlementaire.

Alors que son héros, Nelson Mandela, avait volontairement choisi, magnanime, de présider un gouvernement de coalition [avec l'ANC, le Parti national et le parti zoulou Inkatha] durant les trois premières années de la démocratie multiraciale, le président sud-africain n'aura d'autre solution que de parvenir à un accord s'il veut que son parti reste aux commandes.

Par conséquent, les deux semaines qui viennent vont être

le théâtre des négociations politiques les plus importantes à avoir lieu en Afrique du Sud depuis les pourparlers qui, au début des années 1990, ont mis fin au pouvoir blanc.

Défi capital. Ramaphosa, qui avait alors endossé un rôle clé dans ces discussions pour le compte de Mandela, doit une fois de plus relever un défi capital. Les résultats précis, y compris ceux des élections provinciales, qui se déroulent en simultané, auront une influence sur l'évolution des négociations, mais il n'y a de toute façon que deux destinations possibles : le pragmatisme ou le populisme. La voie qu'empruntera le pays dans les années à venir va dépendre de ce que le président et d'autres acteurs politiques décideront dans les prochains jours.

À la veille des élections, bien des analystes estimaient que l'ANC ferait mentir les sondages et s'assurerait la majorité. Ils avaient tort. Des années de baisse du niveau de vie, de dégradation des services

publics et de hausse de la criminalité ont poussé les Sud-Africains à s'éloigner du parti au pouvoir.

L'apparition d'Umkhonto we Sizwe (MK), sous la férule de Jacob Zuma, remplacé par Ramaphosa en 2018, a offert à nombre de mécontents un nouveau moyen de s'exprimer. L'ancien président [2009-2018] a su exploiter tant les griefs matériels [le MK se réclame de la lutte originelle de l'ANC contre l'apartheid et a repris le nom de sa branche armée, créée par Nelson Mandela, qui signifie "fer de lance de la nation"] que l'identité tribale [zouloue] pour asséner un coup vengeur à Ramaphosa [avec 14,5 % des voix, soit 58 sièges, le MK devient la troisième force du pays].

Et maintenant ? L'Assemblée nationale doit se réunir dans les quatorze jours pour une séance sous la houlette du président de la Cour constitutionnelle. Les nouveaux députés présents devront alors élire un nouveau président et un nouveau président de l'Assemblée à la majorité simple. Puis

le président qu'ils auront désigné formera un gouvernement et nommera ses ministres.

L'ANC [est] tombé si bas qu'il va lui falloir un accord avec une formation plus importante pour continuer à gouverner.

Ce qui pourrait le contraindre à s'entendre avec l'une ou l'autre de ses excroissances extrémistes, le MK et les Economic Freedom Fighters (EFF) [les "Combattants pour la liberté économique" de Julius Malema, d'extrême gauche, marxiste-léniniste et panafricaniste], voire avec les deux. Une perspective qui ne peut qu'instinctivement déplaire à beaucoup de modérés de l'ANC, dont Ramaphosa.

Partenaires populistes. Mais une telle alliance répond à une certaine logique, si froide et si cynique soit-elle. Les EFF [qui ont obtenu 9,5 % des voix] et le MK appartiennent à la famille politique de l'ANC, même s'ils en sont les brebis galeuses. Ils pourraient se satisfaire d'une sorte d'accord global en fonction du résultat des élections provinciales.

Le risque de voir l'ANC s'associer à des partis aussi ouvertement populistes a semé la panique sur les marchés, non sans raison. Le rand a fléchi d'au moins 2 % face au dollar, l'indice de la Bourse a chuté de 2,3 % et les taux d'intérêt exigés par les investisseurs pour détenir des obligations sud-africaines en devise locale ont augmenté de huit points, pour atteindre 12,13 %.

Une autre solution consisterait pour l'ANC à se tourner vers l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition du pays [qui a obtenu près de 22 % des voix, soit 87 députés]. Ce qui renforcerait la possibilité de voir l'Afrique du Sud se doter d'un gouvernement raisonnable qui appliquera une politique centriste.

John Steenhuiser, le dirigeant de la DA, avait déclaré qu'il était disposé à conclure un accord avec les modérés de l'ANC pour éviter que ce dernier ne s'associe aux EFF et n'entraîne l'Afrique du Sud sur la même voie que "le Venezuela ou le Zimbabwe".

Ce n'en serait pas moins un énorme pari pour les deux formations. Dans les rangs de l'ANC, beaucoup seraient horrifiés à l'idée de gouverner avec ce qu'ils considéraient comme un "parti blanc".

✓ Cyril Ramaphosa. Sur le drapeau : Élections en Afrique du Sud. Dessin d'Amorin, Brésil.

D'aucuns s'inquiéteront d'avoir plus de mal à faire main basse sur le butin du pouvoir.

La DA redoute que, comme d'autres partenaires minoritaires dans des coalitions ailleurs dans le monde, on lui reproche tout ce qui ne va pas et on ne lui attribue jamais le mérite de ce qui fonctionne.

Quoi qu'il advienne, les résultats ont en quelque sorte transformé Ramaphosa en canard boiteux. Ces dernières années, son autorité découlait du fait qu'il était plus populaire que le parti et ses successeurs potentiels. Une valeur vouée à décroître, puisqu'il ne peut pas se présenter pour un mandat supplémentaire.

Aujourd'hui, il paraît encore moins probable qu'il aille au bout de son second mandat de cinq ans à la présidence. L'ANC a sans doute déjà réfléchi à le remplacer à la tête du parti, et son successeur sera vraisemblablement désigné en 2027. (L'ANC a un peu pour tradition de défenestrer ses chefs, ayant expulsé Zuma et son prédécesseur Thabo Mbeki avant la fin de leurs mandats respectifs.)

Ironie du sort, dans les années 1990, Ramaphosa avait été l'habile interlocuteur du Parti national sur le départ. Aujourd'hui, dans les années 2020, dans le sillage de ses propres erreurs, il se retrouve à devoir négocier la fin de l'hégémonie de l'ANC. —

Publié le 1^{er} juin

Jacob Zuma conteste et tempête

●●● Accusé de corruption et poussé à la démission en 2018, l'ancien président Jacob Zuma a tenté de semer le trouble, le 1^{er} juin, en dénonçant une fraude électorale sans apporter de preuves, avant d'exiger la suspension de l'annonce des résultats. Ils ont finalement été annoncés par la commission électorale comme prévu, le 2 juin. Mais les autorités sont en alerte, rapporte **News24**, qui craignent la répétition du scénario de juillet 2021, quand l'arrestation de l'ancien président, condamné à quinze mois de prison pour outrage, avait été suivie d'une semaine d'émeutes et de pillages faisant plus de 350 morts.

ALGÉRIE

Des vols qui tournent au racket organisé

Avec l'été qui arrive, les vacances en Algérie se préparent. Mais le prix prohibitif des billets d'avion, en raison de la fermeture à la concurrence du ciel du pays, décourage toujours plus.

—Middle East Eye, extraits (Londres)

Pour Madjid, 45 ans, et Sakina, 39 ans, la décision est déjà prise. Cette année, il n'y aura pas de vacances estivales à Béjaïa (à l'est d'Alger). Le couple d'Algériens, qui réside avec ses trois enfants à Champigny[-sur-Marne], dans la région parisienne, ne peut pas supporter le coût de cinq billets d'avion cédés au prix fort : pour un aller-retour prévu entre la mi-juillet et la mi-août sur Air Algérie, la compagnie aérienne nationale, le couple et ses enfants auraient dû déboursier un peu plus de 3200 euros.

“Cela représente plus que nos deux salaires mensuels réunis”, s'étrangle Madjid, employé au smic dans une entreprise de manutention, interrogé par Middle East Eye [MEE].

“Injustice”. “Nous avons l'habitude de nous priver de beaucoup de choses pour économiser l'argent du voyage. Mais les prix deviennent de plus en plus déraisonnables”, dénonce son épouse, qui travaille à domicile comme assistante maternelle, peinée de ne pas rendre visite à ses proches. “Les compagnies aériennes exploitent notre attachement à notre pays pour pratiquer les tarifs qu'elles veulent. C'est du vol !”

Pour la même période, les tarifs d'Air France, la seconde compagnie qui dessert le territoire algérien, sont tout aussi réhabilités. Même Transavia, la filiale low cost du transporteur français, ou encore Tassili Airlines (qui appartient au groupe pétrolier algérien Sonatrach) affichent des tarifs exorbitants pour l'été.

“Sans l'ouverture du trafic aérien à la concurrence, les prix continueront d'être prohibitifs”, prévient,

dans un entretien avec MEE, Abdelouahab Yagoubi, député des Algériens à l'étranger à l'Assemblée nationale algérienne, l'APN.

Depuis son élection en 2021, le parlementaire n'a cessé d'interpeller les autorités algériennes sur le problème du coût des billets. En juin 2022, il avait adressé une lettre à l'ex-Premier ministre Aïmene Benabderrahmane pour dénoncer “l'injustice” infligée aux expatriés à cause de la grille tarifaire élevée des compagnies qui ont la mainmise sur les liaisons entre l'Algérie et la France, où vit la plus grande communauté d'émigrés algériens.

En 1999, l'État algérien avait pourtant décidé de faire jouer la concurrence en ouvrant l'espace aérien à des entreprises privées. Mais l'expérience a tourné court. Khalifa Airways, une compagnie de droit algérien, a été mise en liquidation judiciaire, quatre ans après sa création. En 2006, la France et l'Algérie ont conclu un accord pour restreindre le nombre de transporteurs et soumettre à l'approbation des autorités aéronautiques des deux pays le programme des vols.

En 2022, le président Abdelmadjid Tebboune a demandé au gouvernement de délivrer des agréments à de nouvelles compagnies. Pour l'instant, le dossier est au point mort.

Actuellement, sept compagnies assurent des vols entre la France et l'Algérie. En plus d'Air Algérie, de Tassili Airlines, d'Air France et de Transavia, il y a les

“Les tarifs sont dix fois plus chers que la moyenne pour les trajets de même distance.”

Abdelouahab Yagoubi, DÉPUTÉ ALGÉRIEN

compagnies low cost Vueling et Volotea (espagnoles), ainsi qu'ASL Airlines (française). Or, à l'inverse [de ce qu'elles font pour] d'autres destinations, ces trois compagnies pratiquent sur le couloir France-Algérie des prix plutôt élevés.

Promesse. “Ce marché est un oligopole. Des ouvertures existent, mais elles profitent à un nombre limité de compagnies qui tirent les prix vers le haut”, affirme à MEE Jugurta Ayad, président de l'association communautaire établie en France Addra (Algériens des deux rives et leurs amis).

Sur les réseaux sociaux, les tarifs annoncés pour l'été soulèvent un tollé. “Merci Air Algérie pour le billet le moins cher du monde”, ironise un usager en publiant la capture d'écran d'une réservation. La compagnie est également attaquée sur sa page Facebook, avec des commentaires acides de clients exaspérés.

Pour répondre au mécontentement généré par les prix des billets, le gouvernement algérien a mis en place il y a trois ans une commission d'enquête. Face à des ambassadeurs, Aïmene Benabderrahmane avait jugé “inacceptable” que le prix [du billet Alger-Paris] atteigne 970 euros en période estivale.

Le chef de l'État lui-même est intervenu en 2022 dans cette affaire pour demander à Air Algérie de revoir ses prix à la baisse au profit de la communauté algérienne établie à l'étranger. La compagnie, qui avait annoncé à la suite de cette demande “une baisse imminente” des tarifs, n'a pas tenu sa promesse. Dans une audition

au Parlement, l'ex-PDG de la compagnie avait justifié l'envolée des prix par la logique de l'offre et de la demande.

“D'un côté on ferme le marché par une décision administrative, y compris avec des accords comme celui de 2006, et d'un autre côté on parle de l'offre et de la demande. Nous ne pouvons pas appliquer les règles de l'économie de marché dans une situation de monopole. C'est impossible”, réagit Abdelouahab Yagoubi auprès de MEE.

“Les compagnies aériennes exploitent notre attachement à notre pays.”

Sakina, ALGÉRIENNE RÉSIDANT EN FRANCE

En colère, le député dénonce les marges bénéficiaires excessives de la compagnie aérienne algérienne. “Les tarifs sont dix fois plus chers que la moyenne pour les trajets de même distance”, observe-t-il, estimant que le coût de revient du billet pour un passager ne doit pas dépasser les 70 euros en incluant tous les frais, y compris le kérosène, le personnel navigant, le personnel au sol, la maintenance et les taxes aéroportuaires.

En février, un nouveau directeur général, Hamza Benhamouda, a été nommé à la tête d'Air Algérie. Auditionné à son tour par les députés en mars, celui-ci a également promis une baisse des tarifs. Mais les clients ne voient rien venir.

“J'ai cessé d'espérer depuis longtemps”, conclut Ahmed, un

↑ Dessin de Martirena, Cuba.

sexagénaire habitant comme Madjid et sa femme à Champigny. “Avant, j'embarquais tous mes enfants dans la voiture, et nous prenions le bateau jusqu'à Oran. Mais je n'ai plus la force de conduire aussi loin. Alors, avec ma femme, nous achetons quand même les billets. C'est cher et ma pension est dérisoire. Mais avons-nous vraiment le choix?”

Le 21 avril, Air Algérie a annoncé une nouvelle offre, “Osrati”, destinée aux familles algériennes de la diaspora. Selon le député Yagoubi, les billets seront plafonnés à 250 euros pour un aller-retour Paris-Alger et à 185 euros pour un aller-retour Marseille-Alger.

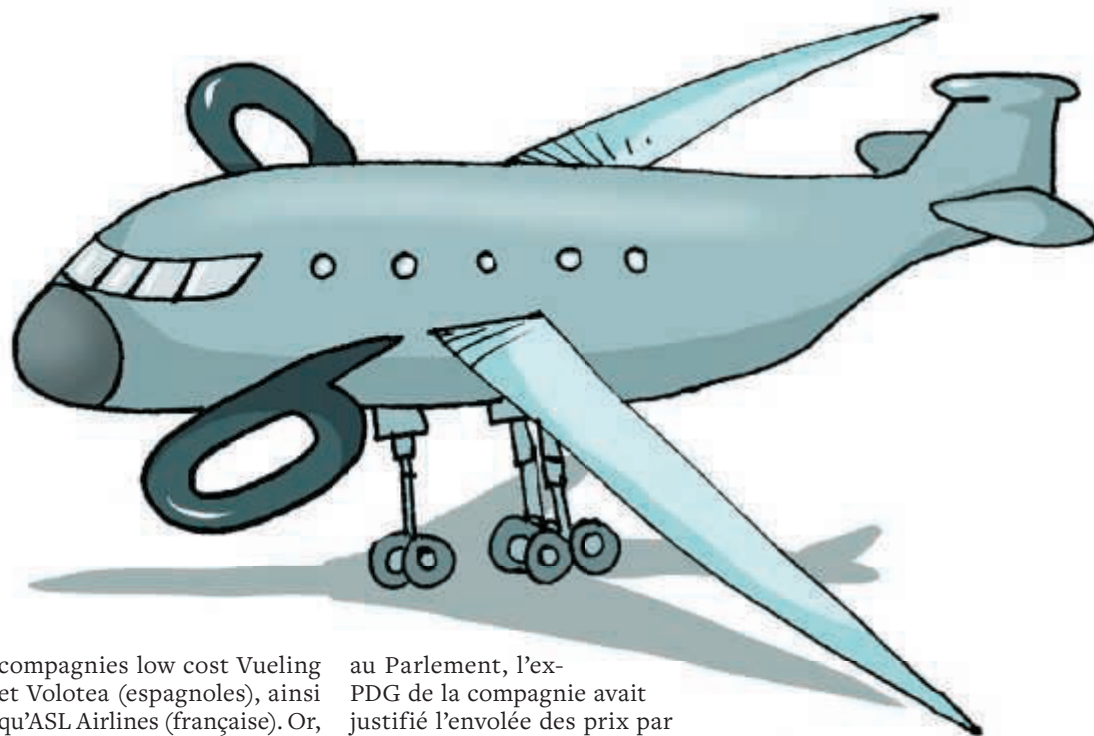
—Samia Lokmane, publié le 24 avril

SOURCE

MIDDLE EAST EYE

Londres, Royaume-Uni middleeasteye.net

Fondé en février 2014, le site d'information panarabe Middle East Eye est installé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.





—Dawn, extraits (Karachi)

Un enfant normal... C'est tout ce que je voudrais." Shazia, une jeune femme de 30 ans originaire de Jhelum, dans le nord-est du Pakistan, a traversé tout le pays dans l'espoir de réussir à mettre au monde un bébé qui survive au-delà de l'âge de 7 ans. Assise dans la salle climatisée de l'un des plus grands hôpitaux de Karachi [dans le sud du pays], elle est clairement angoissée. Sa sœur l'a accompagnée pour ce long voyage vers la clinique de conseil génétique. Shazia explique son désespoir : "Tous mes enfants meurent, dit-elle. Pendant la grossesse, ils semblent tout à fait normaux, mais vers l'âge de 6 mois les premières anomalies apparaissent. Ils souffrent terriblement et décèdent."

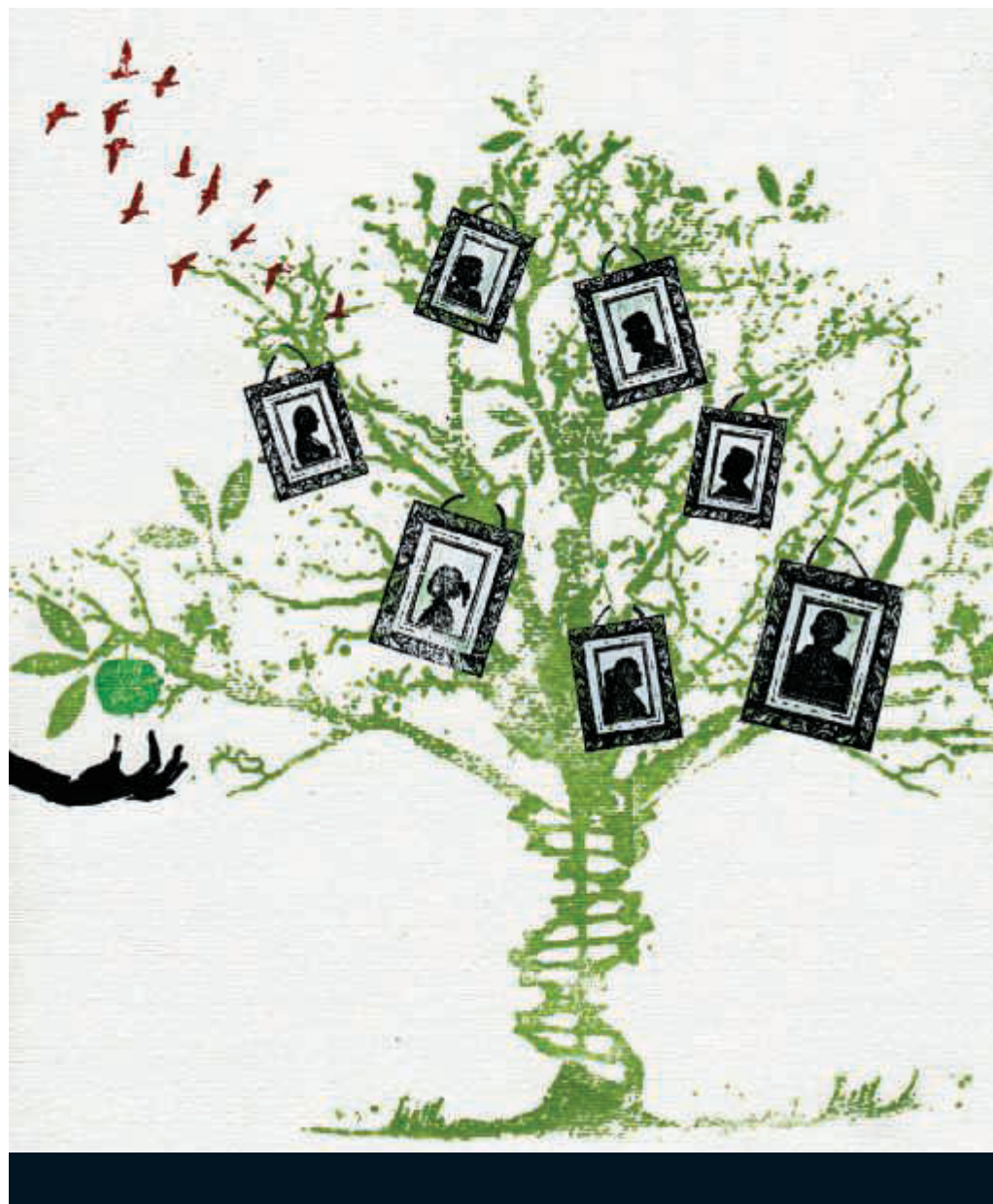
Après la naissance de deux enfants qui n'ont connu qu'une courte vie de souffrances, elle a pris la décision difficile d'interrompre sa troisième grossesse, craignant qu'un autre enfant ne subisse le même sort. Puis, ses deux grossesses suivantes se sont soldées par des fausses couches. Le mari de Shazia est le cousin germain de sa mère.

Gènes défectueux. On parle de consanguinité lorsqu'il y a union entre "deux individus ayant un ou plusieurs ancêtres communs", ce qui accroît la probabilité qu'un enfant hérite de deux copies d'un même gène anormal. Chacun de nous possède deux copies de chaque gène, provenant de nos deux parents. Si la mère et le père possèdent tous deux une copie défectueuse d'un gène, la probabilité que l'enfant hérite des deux copies défectueuses augmente. Et puisque les membres d'une même famille partagent des gènes similaires, l'enfant a d'autant plus de risques de recevoir des copies de ces gènes défectueux.

Shazia est venue à l'hôpital universitaire Aga-Khan (AKUH) pour savoir si elle pourrait, à sa prochaine grossesse, avoir un bébé en bonne santé. Son optimisme n'est pas infondé : même lorsque les deux parents sont porteurs du même trouble récessif – c'est-à-dire qu'ils ont une copie défectueuse d'un gène sans que cela se manifeste par une maladie –, la probabilité que leur enfant hérite des deux

Pakistan. La malédiction des unions consanguines

Les mariages entre cousins entraînent un fort taux de maladies génétiques dans le pays. Les solutions au problème sont médicales autant que culturelles.



copies défectueuses est de 25 %. Ce qui veut dire qu'il reste 75 % de chances pour que l'enfant ne développe jamais la maladie, même s'il en est un porteur sain.

"Tout le monde est le porteur génétique d'une maladie ou d'une autre, explique le docteur Salman Kirmani, généticien et professeur dans le service de la santé de la femme et de l'enfant de l'AKUH. On estime que, en moyenne, un être humain est porteur de deux ou trois

maladies différentes, mais il n'en a pas toujours conscience. Par rapport à l'exogamie, l'endogamie accroît la probabilité d'une union entre porteurs d'une maladie génétique."

C'est pourquoi, au Pakistan, où le taux de consanguinité est élevé, certaines maladies génétiques comme les thalassémies [anémies héréditaires], la mucoviscidose [qui affecte les fonctions digestives et respiratoires] et l'amyotrophie musculaire spinale

[AMS, qui conduit à une atrophie musculaire], sont beaucoup plus répandues que dans les pays occidentaux.

Les enfants de Shazia étant décédés, il est difficile de savoir si la maladie dont ils souffraient était d'origine génétique. Mais la jeune femme n'est pas la seule à être confrontée à cette situation.

Lors d'un recensement démographique et sanitaire mené en 2017-2018, près de la moitié

des Pakistanaises âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir épousé un cousin germain. Et encore, ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes issues d'une même communauté villageoise. "Si vous interrogez un couple issu d'un clan donné, il vous répondra peut-être que, chez eux, on ne se marie pas entre cousins, précise le docteur Kirmani. Mais, dans la mesure où ils appartiennent à une petite communauté très soudée, ils ont forcément des ancêtres communs."

Comme Shazia, Fatima et Akbar sont venus à la clinique de conseil génétique de Karachi, avec leurs deux enfants, âgés de 3 et 1 an. Les deux garçons présentent un retard de croissance et de motricité par rapport à la moyenne des enfants de leur âge. Les mères d'Akbar et de Fatima sont sœurs – ce qui fait d'eux des cousins directs. Ils sont égale-

Près de la moitié des Pakistanaises âgées de 15 à 49 ans disent avoir épousé un cousin germain.

ment apparentés du côté paternel. S'inquiétant pour la santé de leur prochain enfant, ils sont venus dans cette clinique pour savoir s'il existait des moyens de réduire les risques d'anomalies lors de futures grossesses.

Ils n'en sont pas à leur première consultation. Ils ont déjà eu affaire à un médecin à Lahore [dans le nord-est du pays], lequel avait simplement attribué leur situation au "mariage entre cousins", leur reprochant tout bonnement ce choix. Il semble pourtant injuste de jeter la pierre aux seuls individus, en faisant abstraction du contexte socioculturel, très prégnant, qui encourage précisément de telles unions.

"Dans les milieux éduqués du Pakistan, et notamment dans le corps médical, on juge souvent sévèrement les mariages entre cousins, regrette le docteur Kirmani. Les couples sont culpabilisés, et on semble leur dire : 'Eh bien voilà, vous avez épousé votre cousin, tant pis pour vous.' C'est cruel. Si je donnais une conférence devant une centaine de médecins et si je leur demandais combien sont mariés à leur cousin ou ont des parents qui sont cousins, la moitié de la salle lèverait probablement la main."

→ 20



SwissLife

Entrepreneurs, on vous imagine super-héros. Mais l'histoire peut finir super mal...

Entrepreneurs, être de votre côté,

c'est comprendre que tout repose sur vous.

En cas de décès, le niveau de vie de votre famille est préservé avec **SwissLife Prévoyance Indépendants**. Faites le point avec un conseiller Swiss Life pour mettre en place un plan de prévoyance adapté et protéger vos proches.

Construire votre confiance financière afin de
vivre selon vos propres choix.

#Prévoyance

#YourLife

swisslife.fr

A s s u r a n c e & G e s t i o n d e p a t r i m o i n e

18 ← La consanguinité est tellement “ancrée dans la culture de notre société”, souligne-t-il, qu’il est ridicule de s’en prendre à des choix individuels. Il estime que le mariage entre un homme et une femme est leur affaire. “Ni moi, en tant que médecin, ni aucun gouvernement ou personnalité religieuse ne devrait influencer leur décision. Ce qui est en jeu, ici, c’est l’autonomie [des individus].” Pour autant, les partisans d’une législation interdisant les mariages entre cousins ne manquent pas.

Les assemblées provinciales du Sindh [dans le sud-est du Pakistan] et du Khyber Pakhtunkhwa [dans le Nord-Ouest] ont adopté, il y a dix ans, une loi rendant obligatoire le dépistage de la thalassémie pour les couples mariés. Cependant, elle n’est pas appliquée et peut par ailleurs présenter certains effets pervers, surtout pour les populations marginalisées. “Supposons que, dans un village ou un clan, un homme et une femme fassent le test

“Les mères se couvrent souvent de reproches, persuadées que c’est leur faute.”

Docteur Salman Kirmani, GÉNÉTICIEN

et soient tous deux positifs, explique le docteur Kirmani. À la maison, les préparatifs du mariage battent leur plein, tout se passe bien, et soudain le résultat tombe. Allez-vous intervenir pour leur dire de se séparer?”

Pour ne rien arranger, il n’existe aucun garde-fou fiable pour préserver la confidentialité de ce type d’information. “Dans notre société, c’est le plus souvent la femme qui est mise en cause. Et rien n’est jamais secret.” Résultat : si le couple décide d’annuler le mariage, l’homme a davantage de chances de trouver une épouse en dehors du cercle familial, “sans jamais révéler qu’il est porteur du gène”; tandis que la femme sera “mise au ban de toute la communauté villageoise sur le thème : ‘Son sang est empoisonné, ne l’épousez pas!’”

Au vu des éventuelles retombées désastreuses de ces dépistages généralisés, les lois sur les tests génétiques doivent être mûrement réfléchies et tenir

compte des contextes locaux. De plus, ajoute le docteur Kirmani, ce type de loi ne fait qu’aviver la suspicion de certains pans d’une société qui se méfie déjà des médecins. D’un côté, “nous ne pouvons pas nous cantonner à un point de vue strictement médical en affirmant que le mariage consanguin est une aberration et qu’il faut appliquer les lois contre le sentiment des gens, lesquels ne seraient pas capables de réfléchir par eux-mêmes. D’un autre côté, nous ne pouvons pas non plus nous en tenir à un point de vue strictement culturel et partir du principe qu’il est inutile d’en parler au prétexte que cela fait partie de notre culture.”

Coutumes. La question est d’autant plus délicate que, comme le souligne le praticien, les unions consanguines peuvent sembler présenter certains “avantages” : “Mettez-vous dans la peau d’un parent vivant dans une région isolée. Vous connaissez tous les garçons du coin puisqu’ils sont tous de votre famille [élargie]. Si vous voulez que votre fille épouse un étranger au clan, il faudra aller chercher quelqu’un qui habite à 200 kilomètres de votre village. Après le mariage, votre fille partira et vous ne la reverrez plus.” La volonté de “garder leurs enfants près d’eux” pousse les gens à les marier à des proches. De plus, les coutumes variant d’un village à l’autre, certains craignent que leur fille ne soit pas aussi bien traitée dans un foyer éloigné, différent du leur.

Des études ont par ailleurs montré que, dans l’esprit des Pakistanais, “en se mariant avec un cousin germain, une femme risque moins d’être maltraitée que

dans un mariage exogame”. Cette idée incite les gens à marier leurs filles à de proches parents dans l’espoir de pouvoir intervenir facilement en cas de conflit.

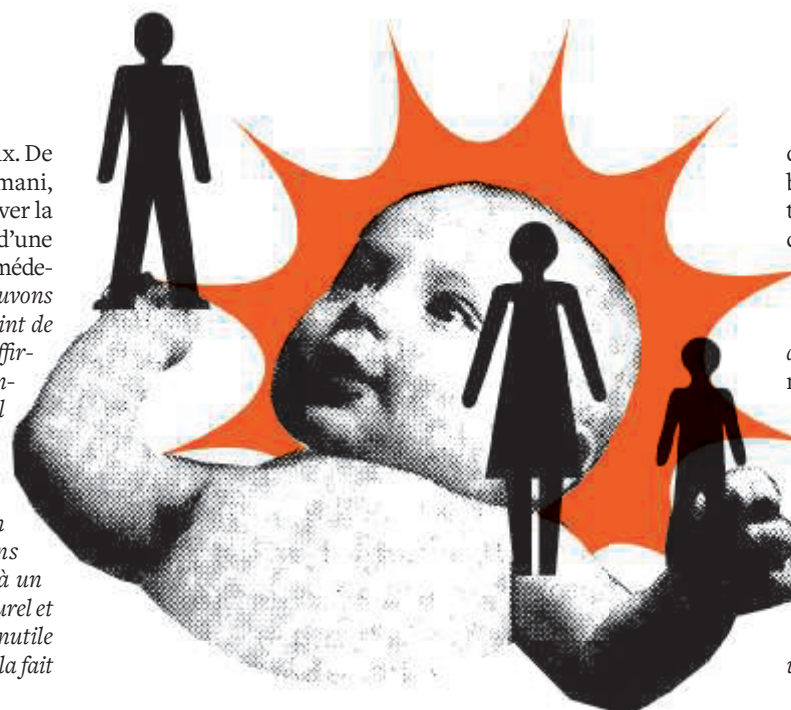
Le docteur Kirmani ajoute que certaines maladies comme la thalassémie [pour laquelle il n’existe aucun traitement] suscitent un fort sentiment de responsabilité, voire de culpabilité. “C’est plus particulièrement le cas chez les mères, qui se couvrent souvent de reproches, persuadées que c’est leur faute ou que quelque chose s’est mal passé pendant la grossesse.”

Pour des raisons médicales et éthiques, explique-t-il, lorsqu’un test prénatal a diagnostiqué une maladie ne laissant présager que souffrances, détresse et douleur – et une courte espérance de vie ou une qualité de vie extrêmement médiocre –, il est préférable de présenter aux parents les options et de les aider à décider s’ils veulent interrompre ou non la grossesse.

19 millions

DE FILLES ONT ÉTÉ MARIÉES AVANT LEURS 18 ANS

dans le cadre d’unions arrangées au Pakistan en 2022, rappelle l’avocate Sahar Bandial dans une tribune publiée dans **Dawn**. Elle y salue la récente décision d’un tribunal de Lahore, qui a jugé inconstitutionnelle la distinction, établie dans le droit coutumier, entre filles et garçons d’une famille élargie quant à la “norme de la puberté”. Ce concept justifiait les mariages arrangés entre des adolescentes et leurs cousins plus ou moins éloignés. “Ce nouveau jugement revêt donc une grande importance, car les sanctions pénales imposées pour de tels actes n’avaient aucun caractère dissuasif.”



✓ Dessin d’Otto paru dans **The Guardian**, Londres.

quinze jours, une dose est attribuée par tirage au sort. Le docteur Kirmani a inscrit 50 noms à cette “loterie”, mais seuls cinq de ses patients ont reçu la dose. Les 45 autres sont décédés.

“Les parents m’appelaient pour me demander : ‘Alors, docteur sahib, notre nom est-il sorti au tirage au sort?’” Dans la plupart des cas, cette attente se solde par une issue fatale. Le médecin a appelé deux familles pour les féliciter et leur demander de lui amener leur enfant dont le nom avait été sélectionné. Mais le bébé était mort une semaine plus tôt. “Vous imaginez recevoir un tel appel?” soupire-t-il.

Les conséquences tragiques et la terrible réalité de ces maladies génétiques compliquent encore le débat sur la consanguinité. D’un côté, le principe de choix individuel reste primordial; mais d’un autre côté, le fait est que la majorité de la population pakistanaise n’a pas accès à ces thérapies.

Quoi qu’il en soit, compte tenu de l’inefficacité de la législation et des politiques sanitaires au Pakistan, on ne saurait résoudre le problème en édictant des interdictions universels. La solution passera nécessairement par un effort collectif : les professionnels de la santé, les autorités religieuses et les communautés locales devront ouvrir le dialogue pour trouver des réponses pragmatiques et réalistes, en tenant compte des difficultés concrètes auxquelles sont confrontés la plupart des habitants du pays. Alors peut-être pourrions-nous épargner à bien des femmes comme Shazia ce parcours du combattant qu’il faut mener pour espérer donner naissance à un enfant normal.

— **Wara Irfan**,

publié le 4 décembre 2023

De même, l’AMS présente un ensemble de difficultés propres à la population pakistanaise, en raison de sa forte prévalence et de “l’accès limité aux ressources et aux soins de santé” dans le pays. Bien que ce soit une maladie courante au Pakistan, elle reçoit rarement l’attention qu’elle mérite.

Un enfant atteint d’AMS naît en bonne santé, mais vers ses 6 mois “les parents se rendent compte que quelque chose ne va pas : le bébé ne bouge pas la tête, ses membres n’ont plus de mobilité, ses muscles s’atrophient lentement, il arrête de respirer ou respire très faiblement, il n’arrive plus à avaler, fait des fausses routes”, détaille le docteur Kirmani. Souvent, il subit une infection pulmonaire qui lui sera fatale.”

“Loterie”. Il a vu passer dans son cabinet nombre de familles qui avaient deux ou trois enfants souffrant d’AMS. Et a encadré, en parallèle, la création du premier essai de thérapie génique produit au monde pour cette maladie.

À ce titre, la multinationale suisse Novartis se targue d’avoir mis en place un “programme d’accès compassionnel”, qui prévoit de fournir gratuitement dans le monde entier des centaines de doses de son médicament, le Zolgensma, commercialisé au prix astronomique de 2,1 millions de dollars [1,95 million d’euros]. “Ils n’ont pas osé appeler cela une loterie, mais c’est bien ce dont il s’agit”, tranche le généticien : tout médecin dont un patient est atteint d’AMS, dans n’importe quel pays du monde, peut adresser un formulaire circonstancié au laboratoire. Et tous les

SOURCE

DAWN

Karachi, Pakistan

Quotidien

dawn.com

Créé par Muhammad Ali Jinnah, premier président du Pakistan et père de la nation, le quotidien appartient actuellement à Dawn Media Group. Son site se veut le premier portail d’actualité en anglais du pays.



Nouvelle Golf eHybrid

On rêve tous d'autonomie.

Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique.*



Golf. C'est pour la vie.

À découvrir lors des Journées Portes
(Vraiment) **Ouvertes du 13 au 17 juin.****

Modèle présenté : Nouvelle Golf GTE, certains équipements sont en option. Plus d'informations sur volkswagen.fr

*Jusqu'à 142 km d'autonomie en mode 100 % électrique combiné WLTP pour une Nouvelle Golf Style eHybrid, 204 ch. L'autonomie, réelle en mode tout électrique dépend de nombreux paramètres dont l'équipement, le style de conduite et la vitesse. Plus d'informations auprès de votre Partenaire. ** Selon autorisation préfectorale.

Cycles mixtes de la gamme Nouvelle Golf eHybrid (l/100km) WLTP: 0,3 - 0,4. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP: 7 - 8.

Valeurs au 15/02/2024, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Volkswagen Group France - SAS au capital de 198 502 510 € - 11, av. de Boursonne, Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370.

A 8 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer



↓ Dessin de Medi,
Albanie

Sécurité. La menace de cyberattaques plane sur les Jeux

Les organisateurs de Paris 2024 prennent le risque de piratage très au sérieux. Plusieurs spécialistes de la question soulignent notamment que le comportement passé de la Russie en fait "une menace très crédible".

—The New York Times
(New York)

Dans son bureau, situé aux étages supérieurs du siège du comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques, Franz Regul, n'est guère optimiste. "Nous n'allons pas y échapper", lance Regul, qui est à la tête de l'équipe chargée de contrer les attaques informatiques qui pourraient mettre en danger les JO parisiens de cet été.

Toutes les entreprises et les gouvernements du monde entier ont désormais des équipes comme celles de Regul qui travaillent dans des bureaux minimalistes, équipés de serveurs, d'ordinateurs et d'écrans avec des voyants lumineux indiquant l'imminence d'une cyberattaque. Dans le centre parisien, il y a même une lumière rouge pour alerter l'équipe en cas de grave danger.

Pour l'instant, assure Regul, il n'y a pas eu de perturbation majeure. Mais plus l'échéance approche et plus le nombre de tentatives de piratage va augmenter, et ce de manière exponentielle. Contrairement aux entreprises et aux gouvernements qui envisagent la possibilité d'une attaque, Regul sait exactement quand s'attendre au pire : "Peu d'organisations vous diront qu'elles seront piratées en juillet et août."

La sécurité des événements de ce genre s'intéresse surtout à l'éventualité d'un attentat terroriste. Mais comme les technologies jouent un rôle de plus en plus important dans le bon

déroulement des Jeux, les organisateurs considèrent de plus en plus le piratage comme un risque réel.

La menace est protéiforme. Selon les spécialistes, des groupes de hackers et des pays comme la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran ont désormais les moyens de mener des opérations très complexes, capables de paralyser non seulement les réseaux informatiques et wifi mais aussi les systèmes de billetterie numérique ou encore les codes QR nécessaires pour franchir certains périmètres de sécurité et même de pirater les chronomètres des épreuves.

Ces craintes sont loin d'être infondées. Lors des Jeux d'hiver de 2018, à Pyeongchang, en Corée du Sud, une attaque informatique a failli gâcher la fête avant même que les Jeux n'aient débuté.

Tout a commencé par une soirée glaciale, alors que les spectateurs arrivaient peu à peu pour la cérémonie d'ouverture. Des défaillances informatiques suspectes se sont alors multipliées. Le réseau wifi, indispensable pour la couverture de l'événement, a planté soudainement. Dans le même temps, l'application officielle des JO, par laquelle les spectateurs avaient accès à leurs billets et aux informations pratiques, est tombée en panne, et certains

Les réseaux wifi et les systèmes de billetterie numérique pourraient être piratés.

spectateurs n'ont pas pu entrer dans le stade. Les drones de télédiffusion sont restés cloués au sol, et les écrans reliés par Internet qui devaient retransmettre les images de la cérémonie d'ouverture sur différents sites se sont éteints.

Amplification. Mais la cérémonie a pu se poursuivre et les Jeux ont bien eu lieu. Des dizaines de responsables de la cybersécurité ont travaillé toute la nuit pour contrer cette attaque et réparer les bugs, et, dès le lendemain matin, quand les premières compétitions ont débuté, le pire avait été évité.

Depuis, la menace sur les JO n'a fait que s'amplifier. L'équipe de la sécurité informatique des derniers JO d'été à Tokyo en 2021 a repoussé 450 millions de tentatives d'atteinte à la sécurité des Jeux. Paris doit s'attendre à 8 à 12 fois ce nombre, assure Regul.

C'est sans doute pour montrer la gravité de la situation que les responsables de la cybersécurité de Paris 2024 utilisent une terminologie militaire. Ils parlent de "simulation de cyberguerre" destinée à mettre à l'épreuve les spécialistes et les systèmes, et évoquent l'expérience des "vétérans de Corée" qui a été intégrée dans leur stratégie de défense.

Selon les spécialistes, il y a une grande variété d'acteurs à l'origine de la plupart de ces raids numériques : des escrocs qui essayent de pirater des

données en échange d'une rançon faramineuse, mais aussi des militants qui veulent faire entendre leur cause. Pour autant, à en croire les experts, seul un pays a les moyens de mettre en œuvre les plus grosses attaques.

Le sabotage de 2018 à Pyeongchang a d'abord été imputé à la Corée du Nord, le voisin ennemi de la Corée du Sud. Mais, d'après les conclusions ultérieures des spécialistes, et notamment des agences de sécurité aux États-Unis et au Royaume-Uni, le véritable coupable – la Russie – avait délibérément utilisé des techniques destinées à rejeter la faute sur un autre pays.

Cette année encore, la Russie reste la source de toutes les préoccupations. L'équipe de Russie a été exclue des JO à la suite de l'invasion de l'Ukraine en 2022, même si un petit groupe d'athlètes russes sera autorisé à participer sous bannière neutre. Les relations de la France avec la Russie se sont détériorées au point que le président Macron a récemment accusé Moscou d'essayer de saboter les JO par une campagne de désinformation.

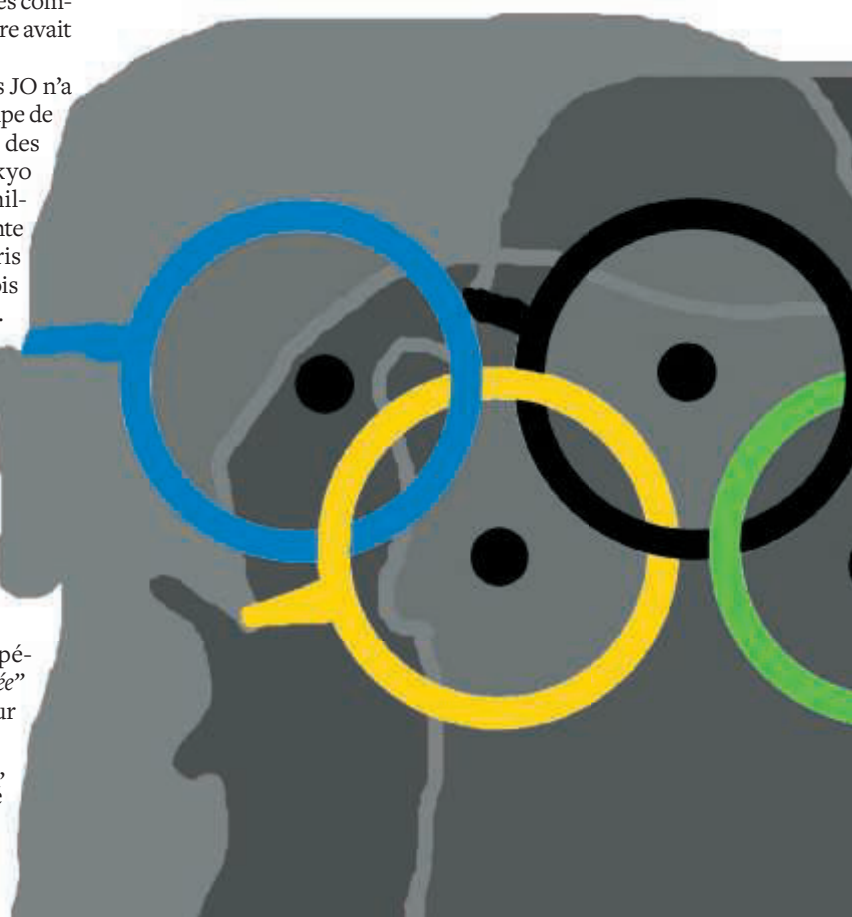
Le Comité international olympique (CIO) a également dénoncé

les tentatives de hackers russes de nuire à la réputation des Jeux. En novembre, le CIO a publié un communiqué inattendu qui dénonçait de "fausses informations" diffamatoires dont il avait été victime après la publication sur YouTube d'un documentaire doublé par une intelligence artificielle se faisant passer pour l'acteur Tom Cruise.

Plus tard, un autre post sur Telegram – la messagerie de contenus cryptés – a diffusé un faux reportage portant abusivement le logo de Canal+ et affirmant que le CIO envisageait d'interdire la participation des équipes israéliennes et palestiniennes aux JO de Paris.

En début d'année, Thomas Bach, le président du CIO a été victime d'un canular téléphonique organisé par des pirates russes qui se sont fait passer pour un dirigeant africain. L'appel a été enregistré et diffusé au début d'avril. La Russie a profité des remarques de Bach pour dénoncer un "complot" des organisateurs destiné à écarter l'équipe russe de la compétition.

En 2019, selon Microsoft, des hackers officiels de l'État russe ont attaqué les réseaux informatiques



d'au moins seize organisations du monde du sport et de la lutte antidopage, notamment l'Agence mondiale antidopage, qui à l'époque devait annoncer des sanctions contre la Russie en raison de son programme de dopage institutionnalisé.

Trois ans auparavant, la Russie avait pris pour cible des membres de la lutte antidopage lors des JO de Rio, au Brésil. Selon le ministère de la Justice américain, les auteurs de cet incident avaient

Les organisateurs des JO mènent des "simulations de cyberguerre".

piégé les réseaux wifi des hôtels où logeaient les responsables antidopage au Brésil pour infiltrer avec succès la messagerie de l'organisation et ses bases de données.

Selon Ciaran Martin, ancien directeur du Centre national de cybersécurité du Royaume-Uni, le comportement passé de la Russie en fait "une menace très crédible en matière de sabotage" des JO de Paris. Le bon déroulement des compétitions, les retransmissions

télévisées et la billetterie seront les premiers ciblés.

"Imaginez un peu : les athlètes sont présents dans le stade à l'heure précise, mais le système de scan des billets à l'entrée du stade est en panne", explique Martin, qui est aujourd'hui professeur à l'Institut Blavatnik de la haute fonction publique à l'université d'Oxford. "Faut-il commencer les épreuves devant un stade à moitié vide ou retarder la compétition?" ajoute-t-il. Quelle que soit la solution retenue - prendre du retard ou voir les meilleurs athlètes du monde s'affronter dans un stade à moitié vide pour le plus grand événement de leur vie -, ce sera un échec total."

Franz Regul, le chef de la sécurité informatique des JO de Paris, ne veut pas désigner un pays en particulier. Cependant, ses équipes se préparent à devoir contrecarrer des méthodes spécifiques à certains pays qui représentent "une forte menace".

Cette année, les organisateurs des JO mènent des "simulations de cyberguerre" en conjonction avec le CIO et Atos, le partenaire informatique officiel des JO, pour se préparer à des raids numériques. Dans ces exercices, des hackers, dits éthiques, sont embauchés pour attaquer les systèmes en place à l'occasion des Jeux, et "des primes au bug" sont offertes à ceux qui découvrent des failles.

Hameçonnage. Des hackers ont dernièrement réussi à s'attaquer à des organisations sportives grâce à des courriels trompeurs, des usurpations d'identité, des mots de passe subtilisés et des logiciels malveillants. Depuis l'année dernière, les nouvelles recrues du comité d'organisation des Jeux ont été formées à repérer les hameçonnages. "Tous ne sont pas très bons", assure Regul.

Dans au moins un cas, un employé de l'instance olympique a payé une facture après avoir reçu un courriel frauduleux au nom d'un responsable du comité. L'équipe de sécurité a également découvert un faux compte de messagerie

Sur les chantiers des JO de Paris, des travailleurs sans papiers laissés pour compte

Menés en toute sécurité, les chantiers des Jeux olympiques de Paris 2024? Pour le **New York Times**, qui a enquêté sur la question, ils ont été plus dangereux que les organisateurs n'ont bien voulu le dire, les travailleurs sans papiers jouant notamment un rôle plus important et plus risqué que ce qui a été reconnu officiellement.

Retrouvez toute l'actualité de la préparation des Jeux sur notre site.

électronique qui essayait de se faire passer pour Tony Estanguet, le président du comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques.

Des millions d'autres tentatives de ce genre sont à prévoir. Les cyberattaques sont généralement davantage des "armes de nuisance massive que de destruction massive", assure Martin, l'ancien chef de la cybersécurité britannique. "Dans le pire des cas, elles peuvent devenir des armes de perturbation massive."

—Tariq Panja, publié le 16 avril

SOURCE

THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec 1600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger, 130 prix Pulitzer et plus de 10 millions d'abonnés, The New York Times est le quotidien de référence aux États-Unis, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée").

Club Courier

Chaque mois, découvrez les événements et les avantages réservés aux abonnés de *Courrier international*.

GUIDE

Jouez pour gagner un "Guide inspiré du voyageur" : **Voyages autour des lieux artistiques**, de Susie Hodge et Amy Grimes, éd. Christine Bonneton.

CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Le Chant de la forêt**, de João Salaviza et Renée Nader Messor, via Universciné.

BANDE DESSINÉE

Tentez de remporter la BD **Le Jardin des fées - T. 3, "Le Trésor des reines"**, de Audrey Alwett et Nora Moretti, proposée par les éditions Drakoo.

LIVRE

Jouez pour remporter **Cambodge, mon pays, ma douleur**, de Méas Pech-Métral, proposé par les Artisans Voyageurs Éditeurs.

JEU DE SOCIÉTÉ

Tentez de remporter un exemplaire du jeu de société **Les Aventuriers du rail - Europe**, proposé par Days of Wonder.



✓ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.



Belgique. La politique en classe, un terrain miné

Dans ce pays où le vote est obligatoire, les jeunes de 16 ans seront pour la première fois appelés aux urnes lors des élections européennes du 9 juin. Désormais, les écoles ne peuvent plus ignorer leur mission politique, mais les enseignants sont sur leurs gardes, alerte ce journal financier.

—De Tijd (Bruxelles)

Je ne connais aucun politicien, admet Agon, 17 ans, à part celui de TikTok. Comment s'appelle-t-il déjà? Il a toujours les yeux fatigués. "Jos D'Haese?" hasardons-nous. "Oui, lui! Il est vraiment super. Je vais voter pour lui."

Dans sa classe, Agon est l'un des rares à avoir choisi son camp politique. Un jour où son professeur d'histoire, Bram Gilles, a ouvert son cours en demandant aux élèves s'ils savaient pour quel parti ils allaient voter, dans la classe on entendait presque les mouches voler. "Hé, allez, le vote est obligatoire, ce n'est pas une option", a insisté M. Gilles. Soupçons dans la salle de classe.

Le 9 juin, les 16-17 ans aussi devront voter aux élections du Parlement européen. Ce jour-là,

plus de 800 000 jeunes âgés de 16 à 22 ans se rendront pour la première fois aux urnes. Même si les primo-votants n'encourent pas de sanction s'ils ne se présentent pas au bureau de vote le jour J, la Cour constitutionnelle a récemment jugé que, comme leurs aînés, ils ont l'obligation de voter.

Fièvre électorale. Une décision qui alimente la fièvre électorale dans les écoles. Les salles de sport se transforment en arènes, des "forums politiques" sont aménagés dans les cantines, où le monde politique se démène pour gagner les voix des jeunes. À l'école Zavo, à Zaventem, que fréquente Agon, le professeur d'histoire, M. Gilles, a commencé à donner des cours d'actualité politique. À partir de propositions issues de différents tests

électoraux [sur leurs sites, la plupart des médias proposent des séries de questions qui permettent aux électeurs de savoir quel parti correspond le mieux à leurs propres idées], M. Gilles tente d'aider les garçons – la seule fille de la classe est absente – à s'orienter sur l'échiquier politique.

Ces cours sont de vrais terrains minés. Le fait est que, dans la classe d'Agon, les origines sont variées. Outre le néerlandais, on entend ça et là du français, de l'arabe, et parfois un accent russe ou hollandais. La diversité des sensibilités et des religions

Nombre de jeunes n'ont toujours pas la moindre idée du parti pour lequel ils vont voter.

induit une multiplicité d'avis. Et M. Gilles manque de s'étrangler en entendant les opinions parfois très tranchées de ses adolescents. "Comment des homosexuels peuvent-ils s'occuper d'un bébé?" dit l'un d'entre eux. Ou encore : "Les gens qui possèdent beaucoup d'argent sont plus importants, ils doivent donc payer moins d'impôts."

Toujours est-il que les positions des différents partis ne sont pas toujours très claires pour les jeunes. "L'Open VLD [libéraux flamands] est un parti très bizarre. D'un côté il défend la liberté, de l'autre il s'oppose au port du voile chez les enseignantes", s'interroge un garçon aux doigts bagués d'argent. Quant au parti socialiste Vooruit, il provoque une effervescence lorsqu'il s'avère être contre la légalisation du cannabis, une des rares idées qui font l'unanimité dans la classe. "L'alcool est légal, et c'est tout autant une drogue", argumente-t-on. Un seul garçon est contre, "pour des raisons religieuses".

Selon plusieurs sondages, nombre de jeunes n'ont toujours pas la moindre idée du parti pour lequel ils vont voter – comme dans la classe de M. Gilles. Cela dit, leurs choix ne devraient pas tellement différer de ceux de la population dans son ensemble : en Flandre, environ une personne sur quatre compte donner sa voix au Vlaams Belang

[extrême droite nationaliste flamande]. Et la N-VA [Alliance néo-flamande, droite nationaliste flamande] affiche également de bons résultats. Les intentions de vote diffèrent tout de même en ceci : les Verts ont souvent plus la cote chez les jeunes qu'auprès de la population générale.

À Zaventem, les élèves de cinquième [équivalent de la première française] se révèlent remarquablement intéressés. Ils discutent insatiablement de questions politiques comme l'impôt sur la fortune et la protection de la vie privée dans le cadre de la reconnaissance faciale. Cela étant, leur connaissance des institutions politiques laisse grandement à désirer. Les chefs de parti, ils ne les connaissent guère, et la différence entre progressistes et conservateurs n'est pour la plupart pas claire.

Tout cela concorde avec une récente étude de l'université d'Anvers. Seuls 23,8 % de la génération Z (16-28 ans) sont capables de dire à quel parti appartient tel ou tel dirigeant politique. Peter Van Aelst, professeur de communication politique et responsable de l'étude, parle d'une "génération informée sélectivement" : "Ces jeunes suivent l'actualité à Gaza, mais ils n'ont pas la moindre idée de qui est Frank Vandenbroucke [le ministre de la Santé]."

En Flandre, environ une personne sur quatre compte donner sa voix à l'extrême droite.

Cette particularité tient notamment à leur mode de consommation des informations. Les jeunes générations ne s'informent pas devant la télévision – encore moins en lisant le journal papier –, mais sur TikTok. Les 18-24 ans y passent quatre-vingts minutes par jour, nous enseigne à ce propos la dernière étude Imec Digimeter. "Comme TikTok ne leur fournit pas de connaissances politiques de base, le système éducatif a un rôle crucial à jouer", réagit Peter Van Aelst.



REPORTAGE

Le hic, c'est que les enseignants trouvent souvent difficile de mener un débat politique en classe.

Certains évitent volontairement les sujets sensibles, comme la guerre israélienne à Gaza ou les droits des minorités sexuelles. Certains aussi se sentent insuffisamment préparés.

"Beaucoup de collègues n'osent pas", constate Christina Meert, professeure d'histoire et d'éducation civique à l'école Campus Comenius, à Bruxelles. "Ils ne se sentent pas préparés pour ce genre de chose. Et ils ne pensent pas disposer des compétences nécessaires pour s'engager avec des jeunes de 16 ans sur le terrain glissant de la politique."

C'est aussi ce qui ressort d'une nouvelle étude de l'Université catholique de Louvain (KUL), lors de laquelle près de 450 étudiants ont été interrogés au terme de leur première année de formation d'enseignant. Seuls 12 % d'entre → 26



En 30 ans, PAPREC a construit le leader français du recyclage et de la production d'énergies vertes.

Le groupe réalise désormais 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ses 16 000 collaborateurs œuvrent au quotidien pour la décarbonation de l'économie.

Innovation et excellence sont les clés du succès de cette incroyable aventure humaine et industrielle.

5 JUIN 2024
LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT
Paprec Recyclage - Bruguières (31)



24 ← eux se sentent bien préparés pour parler de questions politiques et sociales en classe. Comme les étudiants en licence ont encore deux années d'études devant eux, en théorie ils auront le temps d'y remédier. Les étudiants en master, en revanche, n'ont plus qu'une année avant la fin de leur formation. Ils s'apprêtent à arriver devant la classe sans solide préparation à l'éducation politique.

“La formation des enseignants ne les prépare pas suffisamment à aborder des sujets politiques en cours, confirme la chercheuse Emilie Vandeveld. Or les autorités flamandes attendent de tout le personnel enseignant qu'il traite d'éducation civique.”

Embarras. Autre hic : les futurs enseignants non plus ne brillent pas par leurs connaissances politiques tout court. Plus de la moitié de ceux qui ont répondu à l'enquête ont obtenu un résultat moyen à faible. *“La note moyenne étant de 6,2 sur 10, il est évident que la formation des enseignants doit être améliorée, poursuit M^{me} Vandeveld. D'autant qu'on sait que de bonnes notes à ces tests de connaissances vont de pair avec un intérêt pour la politique.”*

Handicapés par ce manque de préparation et de connaissances, les enseignants ont des hésitations et des questions, d'autant plus maintenant que les Belges ont l'obligation de voter [aux européennes] dès 16 ans. Peter Hoste, responsable pédagogique pour l'histoire au sein de l'organisme qui chapeaute l'enseignement catholique en Flandre, le constate également. Il reçoit en moyenne une à deux questions par jour sur le sujet, ce qui est énorme en comparaison des autres thématiques.

Ces questions portent en grande partie sur la difficulté pour un enseignant de parler politique. A-t-il le droit de prendre position ? Où se trouve la frontière entre enseigner et

Le triomphe annoncé du Vlaams Belang

●●● Ce 9 juin, trois scrutins attendent les Belges : les européennes, bien sûr, mais aussi les élections législatives et régionales. Dans ce pays fédéral, le défi sera ensuite, comme toujours, de composer des majorités pour former les différents gouvernements. Du côté flamand, les sondages le prédisent depuis des années : la première force politique est désormais le Vlaams Belang (“Intérêt flamand”), un parti qui défend à la fois l'indépendance de la Flandre et des positions d'extrême droite. En deuxième place vient la N-VA (Alliance néo-flamande), autre parti nationaliste flamand, qui est lui libéral sur l'économie et conservateur sur les valeurs. Avec 26,8 % pour l'un, 20,6 pour l'autre, une récente enquête les donne, une fois de plus, tout près de réunir une majorité en

Flandre. Régulièrement, les observateurs politiques s'interrogent donc : et si les deux forces nationalistes flamandes formaient pour la première fois une alliance ? Et si, ce coup-ci, on allait vers la fin de la Belgique ? Bart De Wever, emblématique président de la N-VA, a un temps joué l'ambiguïté sur le sujet. Mais dans la dernière ligne droite, il se montre inflexible : pas question. D'autant plus que s'allier au Vlaams Belang au niveau flamand reviendrait à compromettre toute participation au gouvernement belge. Car si la N-VA a pu paraître hésitante, les autres partis, flamands comme francophones, n'ont pas l'intention de déroger au principe du “cordon sanitaire”, selon lequel on ne forme jamais de coalition avec l'extrême droite.

influencer ? Comment mener une conversation sans donner son avis ? *“L'enseignement politique met les enseignants mal à l'aise, ils ne savent pas comment s'y prendre, explique M. Hoste. C'est en particulier le cas de la jeune garde.”*

Leur embarras tient en partie au manque de clarté de l'éducation à la citoyenneté, une des missions de l'école. En théorie,

“La formation des enseignants ne les prépare pas assez à aborder des sujets politiques en cours.”

Emilie Vandeveld,
CHERCHEUSE

chaque établissement doit, dans une matière ou une autre, expliquer l'importance de la démocratie et présenter notre système politique. Mais dans la pratique, comment cela se passe-t-il ? Et, surtout, qu'entend-on exactement par là ? Il existe autant de réponses que d'écoles.

Cette frilosité a aussi un lien avec le récent appel du Vlaams Belang, qui, d'après les derniers sondages, pourrait devenir le plus grand parti de Flandre. Fin mars, le Vlaams Belang s'est en effet lancé dans une croisade contre les “idées gauchistes” et le “poison wokiste”, en premier lieu dans le système éducatif. Dans une vidéo TikTok diffusée le 1^{er} septembre 2023, son président, Tom

Van Grieken, avait déjà déclaré qu'en 2024 il allait “demander des comptes aux enseignants gauchistes”. Désormais, le parti appelle carrément les jeunes à signaler tout “discours gauchiste en classe”.

Cet appel n'est pas sans créer des tensions. *“Évidemment, je me sens concerné”,* confie Tom Simoens, professeur d'histoire au lycée Bernardus, à Audenarde. *“J'ai mes opinions, bien entendu, mais je ne les exprime pas en cours. Et j'essaie de ne pas épiloguer sur le Vlaams Belang. Cela dit, l'idée que le système éducatif est gauchiste et pourri est fausse, et cette promesse de guerre contre les enseignants de gauche est très inquiétante.”*

Le Vlaams Belang est vent debout contre les “idées gauchistes” au sein du système éducatif.

Jan Boone, directeur adjoint à l'établissement Don Bosco, à Gand, explique : *“Les élèves ont souvent une pensée à l'emporte-pièce. J'ai fait un cours sur les transports avec un collègue, qui a mis l'accent sur l'empreinte écologique, tout en restant factuel. Il y a un élève qui n'était pas d'accord, qui a dit avec insistance qu'il faisait tout en voiture et que mon collègue était ‘un écolo’. Puis il lui a lancé : ‘Nous allons vous dénoncer.’”*

Neutre à 100 % ? Même s'il fait de son mieux pour dissimuler sa couleur politique, est-il possible pour un enseignant d'être neutre à 100 % ? Pour Peter Hoste, la réponse est non. *“Nous sommes des êtres humains, donc inévitablement nous insistons davantage sur certains points et nous exprimons des choses malgré nous, de façon non verbale. Il est évident qu'un jeune de 16 ans se fait sans peine une idée des positions de son professeur.”*

Pour le chercheur Peter Van Aelst aussi, l'idée d'un enseignant

neutre est une chimère. *“Dans le meilleur des cas, je peux être impartial. Le tout, je pense, c'est de parvenir à présenter son point de vue personnel sans pour autant imposer ses convictions politiques à ses élèves.”*

À Zaventem, M. Gilles n'est pas tranquille. *“Ce qui m'inquiète, c'est la manipulation du Vlaams Belang et sa proposition de créer un formulaire pour signaler les enseignants ‘gauchistes’.”* Lorsqu'il fait cours, il a beau présenter tous les partis avec le plus d'objectivité possible, ses élèves décèlent chez lui une nette préférence politique.

“M. Gilles ne dit pas explicitement pour quel parti il vote, mais ça saute aux yeux, il est de gauche”, raconte un ami d'Agon. *“On le voit à la façon dont il parle des réfugiés.”* Et c'est un problème ? *“Tant qu'il n'essaie pas de nous influencer, moi, ça me va. De toute façon, je sais depuis longtemps pour quel parti je vais voter : le Vlaams Belang.”*

— Sarah Lamote,
publié le 27 avril

Lire également notre dossier p. 28-37

SOURCE



DE TIJD

Bruxelles, Belgique
Quotidien, 34 431 ex.
tijd.be/home

Chefs d'entreprise, managers, actionnaires et décideurs dans et en dehors de la vie politique flamande sont les lecteurs de *De Tijd* depuis sa création en 1968, sous le titre *De Financieel-Economische Tijd*. Même s'il est devenu plus généraliste pour attirer de nouveaux lecteurs. En 2003, le quotidien change de nom pour devenir *De Tijd* (“Le Temps”). Il est contrôlé par Mediafin SA, un consortium cogéré par De Persgroep (*De Morgen*) et le groupe Rossel (*Le Soir*).

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec





PRIX DES ARTISANES

2 0 2 4

RÉVÉLEZ VOTRE SAVOIR-FAIRE
CANDIDATEZ



MÉTIERS DE LA JOAILLERIE ET DE L'HORLOGERIE
MÉTIERS DE LA VIGNE ET DU VIN
MÉTIERS DE LA MODE
MÉTIERS DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE FRANÇAIS
MÉTIERS DU DESIGN ET DES ARTS DE LA TABLE

POUR PARTICIPER **PRIXDESARTISANES.ELLE.FR**

ELLE

ELLE
DÉCORATION

ELLE
à TABLE

LVMH

ARTISANS
D'AVENIR

SAVOIR-FAIRE
INSTITUT
POUR LES
FRANÇAIS

à la une

EXTRÊME DROITE, MAIN BASSE SUR L'EUROPE

Sortir de l'Union européenne n'est plus un sujet pour les droites radicales. Leur objectif est désormais de la changer. Viktor Orban et Giorgia Meloni ont par exemple bien compris qu'ils pouvaient marchander leur vote et mettre la machine au service de leurs propres objectifs. Au point que, si la vague populiste annoncée se confirme aux élections européennes du 9 juin, c'est tout le projet communautaire qui risque d'être bouleversé.



—**Expresso** (Lisbonne)

Le 22 novembre 2023, Geert Wilders, l'un des populistes affichant la plus grande ancienneté européenne, a remporté les législatives aux Pays-Bas. Au programme de son Parti pour la liberté (PVV, extrême droite) figure le "Nexit", mot formé sur le modèle de "Brexit" pour désigner la sortie des Néerlandais de l'UE. Ce projet n'a pourtant jamais été explicitement évoqué durant la campagne par Wilders (qui a depuis renoncé au poste de Premier ministre mais devrait bien être le pilier d'une coalition de droite) : de fait, les électeurs néerlandais sont loin de voir d'un bon œil une sortie de l'UE.

Dans aucun État membre la population estime que son avenir serait plus radieux hors de l'Union. C'est en Pologne, à Chypre et en Slovaquie que la part de ceux qui "approuvent totalement" un tel scénario est la plus élevée, à 18 %. Dans les 24 autres pays, cette perspective ne séduit jamais plus de 10 % de l'électorat. Les fervents partisans d'un retrait de l'UE sont 3 % au Portugal, comme au Danemark, et 6 % aux Pays-Bas.

Par ailleurs, le soutien à une sortie de l'UE a très sensiblement diminué au sein du bloc, à en croire l'Enquête sociale européenne, grande étude paneuropéenne menée dans 30 pays depuis 2001. Dans le dernier sondage, c'est en Finlande que le soutien à un "Finexit" a le plus reculé, passant de 28,6 % à 15,4 %.

Le recul est marqué aussi, pour la période 2016-2022, aux Pays-Bas (de 23 % à 13,5 %), au Portugal (de 15,7 % à 6,6 %), en Autriche (de 26 % à 16,1 %) et en France (de 24,3 % à 16 %). Il est moins fort mais reste sensible en Hongrie (de 16 % à 10,2 %), en Espagne (9,3 % à 4,7 %), en Suède (de 23,9 % à 19,3 %) et en Allemagne (de 13,6 % à 11 %).

En République tchèque (29,2 %), en Italie (20,1 %) et en Suède (19,3 %), la part des partisans de la sortie reste élevée, mais elle a baissé aussi, respectivement de 4,5 points, 9,1 points et 4,6 points depuis 2016-2017. De toutes les nationalités sondées, ce sont les Espagnols que l'idée rebute le plus : seuls 4,7 % d'entre eux sont favorables à une sortie de l'Union de leur pays.

Effet repoussoir. Le Brexit et ses conséquences difficiles ont eu un effet repoussoir qui est pour beaucoup dans l'hésitation qu'ont désormais les partis populistes, de droite radicale ou d'extrême droite, à faire de l'"exit" un cheval de bataille de leur campagne en vue des prochaines européennes.

Alors que, rappelons-le, la baisse de l'immigration était la motivation principale des partisans du Brexit pendant la campagne du référendum, jamais le Royaume-Uni n'a accueilli autant d'étrangers que depuis qu'il a quitté l'UE. Privé de la libre circulation des travailleurs européens, le pays doit en permanence lancer des opérations séduction auprès des candidats à l'immigration, communautaires ou extracommunautaires, pour colmater les manques de main-d'œuvre dans les services de

santé, les soins aux plus âgés, l'hôtellerie, etc. "Au fur et à mesure que les partis de niche grandissent, ils abandonnent leurs étendards les plus radicaux. De la même façon, ceux qui idéologiquement étaient les plus opposés à l'intégration européenne ne tiennent plus un discours aussi extrémiste, car ça ne débouche pas sur des gains électoraux significatifs", expose Marco Lisi, chercheur à l'Université nouvelle de Lisbonne.

Des discours copiés. "La grande majorité des électeurs a une image favorable de l'intégration européenne et, dans le climat international actuel, la guerre en Ukraine a contribué à consolider l'UE dans son statut de repère pour la démocratie, la sécurité et, en lien avec l'enjeu énergétique, pour le pouvoir d'achat et l'inflation. Les mesures prises à l'échelon européen sur ces questions ont été globalement bien reçues."

Certes, l'euroscepticisme n'a pas disparu, et rien ne laisse penser qu'il disparaîtra, d'autant moins qu'un nouvel élargissement de l'UE se profile, avec tous les changements que cela suppose, en particulier dans l'agriculture. Mais le mouvement anti-UE s'est adapté, transformé, et il tend aujourd'hui dans son ensemble à imiter le modèle donné par le Premier ministre hongrois, Viktor Orban : combattre, et obtenir des concessions de la Commission européenne en échange de son soutien à des "causes" embrassées par l'Union, par exemple le soutien à l'Ukraine.

"Les partis populistes s'opposent beaucoup à l'UE, mais en pratique, ils peuvent mettre de l'eau dans leur vin."

Stijn van Kessel,
PROFESSEUR DE POLITIQUE EUROPÉENNE

"C'est la même chose avec Giorgia Meloni en Italie, illustre Stijn van Kessel, professeur de politique européenne à la Queen Mary University de Londres, spécialiste des populismes, de la droite radicale et de l'intégration européenne. Voilà désormais qu'elle collabore avec d'autres dirigeants européens et qu'elle promeut des politiques communes, par exemple contre l'immigration. Certains partis populistes peuvent bien critiquer l'UE, ils admettent aussi que l'UE est le seul cadre pour freiner l'arrivée d'immigrants."

En théorie, poursuit le chercheur, "on est tenté de penser qu'ils haïssent l'UE tant il est facile de présenter cette dernière comme une institution élitiste coupée des gens normaux. Elle fait un bouc émissaire facile pour ces partis." Sur le plan rhétorique, "ils s'opposent beaucoup à l'UE, mais en pratique, et plus encore quand ils arrivent au pouvoir, ils peuvent mettre de l'eau dans leur vin".

Dans de nombreux pays, le centre droit, majoritairement europhile, s'est mis à copier le discours de l'extrême droite, même si des études mettent en garde contre cette stratégie. Aux Pays-Bas, c'est le VVD, la formation libérale et conservatrice du Premier ministre sortant Mark Rutte, qui a rendu le PVV fréquentable et ouvert une porte à la coopération.

Repères

ÉLECTIONS MODE D'EMPLOI

Du 6 au 9 juin, environ 400 millions d'électeurs des 27 pays membres de l'Union européenne seront appelés à voter. Ils doivent élire 720 eurodéputés aux Parlements de Bruxelles et de Strasbourg. Organisé selon les règles électorales de chaque État membre, le scrutin démarre aux Pays-Bas le 6 juin, suivi par l'Irlande le 7. La Lettonie, Malte et la Slovaquie y participeront le samedi 8 juin, tandis que les autres pays, la France incluse, voteront le dimanche 9 juin. À l'issue de la plus grande élection transnationale du monde seront nommés les chefs de la Commission, du Conseil et du Parlement, qui piloteront les grandes lignes politiques de l'Union pour les cinq prochaines années.

← Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

Le même phénomène est à l'œuvre en Autriche, où le Parti de la liberté (FPÖ) séduit désormais davantage que le Parti populaire, de centre droit (ÖVP), alors que des législatives sont prévues pour l'automne prochain. La Belgique, qui se rend aux urnes en juin, pourrait être le théâtre d'une dynamique similaire. En France, Les Républicains avancent des mesures plus à droite que celles proposées par Marine Le Pen et son Rassemblement national, qui a beaucoup fait pour se dédramatiser depuis qu'elle a succédé à son père, Jean-Marie, dont le Front national était une réincarnation d'un fascisme révolu. Alors que nous rédigeons ces lignes, le RN venait de présenter sa numéro deux pour les européennes, Malika Sorel-Sutter, d'origine algérienne.

Et le même processus est en cours au sein du Parlement européen. La famille du centre droit (conservateurs classiques, démocrates-chrétiens) a ainsi voté contre certains alinéas du Pacte vert qu'elle soutenait jusque-là. Elle défend des pactes migratoires passant par l'externalisation du contrôle aux frontières et des aides à des groupes violents en Libye lorsqu'ils stoppent les bateaux, et elle s'est mise à plaider davantage pour une Europe des nations au détriment de l'Europe politique.

"C'est une stratégie qui a porté ses fruits, constate le chercheur de l'Université nouvelle. Ces partis ont réussi, au minimum, je n'irai pas jusqu'à dire à contrarier des politiques favorables, mais à bloquer certaines politiques qui auraient pu → 30



SUR NOTRE SITE

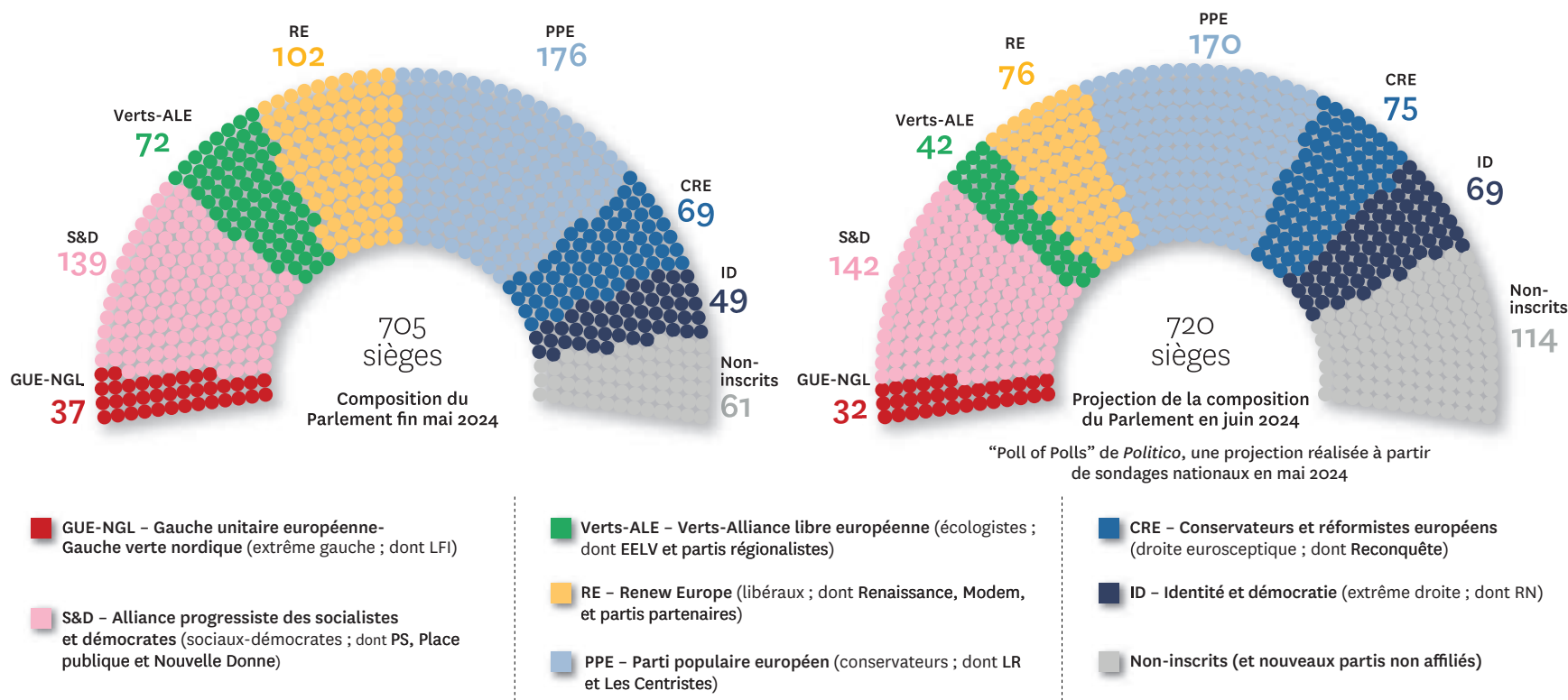
courrierinternational.com

"Les nationalistes sont divisés, et alors?"

●●● Charles de Gaulle dans les années 1960, Margaret Thatcher deux décennies plus tard : "Des personnalités d'une autre envergure que Meloni et Orban ont cherché à changer l'UE, sans y arriver", ironise Wolfgang Münchau, commentateur invétéré de la vie européenne. En raison de leurs divisions, ces dirigeants nationalistes n'y parviendront pas davantage, avance le journaliste allemand. Pour autant, l'extrême droite pourrait bientôt disposer d'une capacité de blocage néfaste, prévient-il dans le **New Statesman**. "La capacité de l'UE à résister à des gens comme Meloni et Orban est inscrite dans son ADN, mais elle la prive en même temps de la force vitale qu'est la politique – ce qui contribue au déclin du soutien populaire en sa faveur." Retrouvez la version intégrale de l'article sur notre site.

Le Parlement, une mosaïque politique

Le Parlement est l'un des quatre organes politiques de l'Union européenne (UE). Les eurodéputés représentent les citoyens. Ils sont élus pour cinq ans au suffrage universel direct dans chaque pays membre. Les prochaines élections se tiendront du 6 au 9 juin 2024 (le 9 juin en France).



29 ← faire du tort à leur programme nationaliste. C'est donc déjà une victoire, ne serait-ce que pour ce qui est de leur programme. Le grand combat de ces partis aux européennes 2024 est une bataille d'influence sur les priorités politiques, quand bien même leurs thèmes de prédilection (immigration, négationnisme climatique, corruption) ne transparaîtraient pas dans les politiques finalement adoptées.”

La majorité des analystes s'accordent sur le fait que ces européennes auront été un peu moins dominées par les questions nationales que d'ordinaire : c'est qu'une guerre fait rage aux portes de l'UE, que la pandémie s'est traduite par des aides financières colossales versées aux États membres, et que l'élargissement au profit de l'Ukraine et des Balkans est une question qui semble enfin prise au sérieux, et qui porte en elle des bouleversements du fonctionnement actuel des Vingt-Sept.

Pour autant, les partis de la droite radicale n'ont pas abandonné les thèmes qui leur sont chers au profit de grands débats sur le fonctionnement des institutions. “L'intégration européenne a des aspects techniques, par exemple en matière de politique monétaire ou de réglementation commerciale, qui n'ont pas une importance directe pour la majorité des citoyens de l'Europe. Les campagnes pour les élections au Parlement européen tendent à se centrer sur des questions internes, ou à débattre de l'intégration européenne de façon superficielle, en la simplifiant en mode ‘pour ou contre’, ‘plus ou moins d'Europe’. Et les partis

de la droite radicale ont tendance, c'est évident, à associer l'UE aux sujets qui les intéressent, eux ou leurs électeurs, comme l'immigration ou la souveraineté nationale”, juge van Kessel.

Et dans un paysage où ces formations cherchent à s'unir en dépit de tout ce qui les sépare, le nationalisme peut faire un bon dénominateur commun. “Bon nombre des partis radicaux, antisystème, extrémistes s'attachent aujourd'hui à imposer un calendrier clairement nationaliste, ils demandent toujours plus de pouvoir et plus d'exceptions pour chacun des États membres, prônent une maîtrise nationale sur toujours plus de sujets. C'est par ce biais que peuvent naître des alliances transversales entre les diverses familles idéologiques au Parlement européen”, anticipe Marco Lisi.

L'euroscepticisme est nourri notamment par l'asymétrie ressentie par les Européens dans le développement de leurs régions. Ce “piège du développement” est un phénomène qui fait l'objet d'études, et qui décrit une région qui, auparavant prospère ou affichant un niveau de vie moyen, commence à perdre en dynamisme et entre en déclin. À l'incompréhension que cela

L'euroscepticisme est nourri notamment par l'asymétrie ressentie par les Européens dans le développement de leurs régions.

suscite chez les populations vient s'ajouter un sentiment d'abandon qui nourrit le vote pour les partis promettant de défendre leur pays “d'abord”, ou la “préférence nationale”.

Les motivations, multiples, sont débattues dans des centaines d'articles depuis huit ans et le référendum du Brexit, qui a d'ailleurs coïncidé avec l'élection de Donald Trump aux États-Unis, ardent défenseur de l'isolationnisme et du protectionnisme depuis toujours, et qui vient cette année briguer un nouveau mandat.

Nationalisme xénophobe. Pour certains, c'est le résultat de la résurgence des questions identitaires, et de la menace que ressent une partie de l'électorat devant les évolutions sociales, en matière de diversité ou de valeurs. Les électeurs les plus âgés, les moins diplômés, sont jugés particulièrement susceptibles de nourrir ce type de sentiment. Idem des populations vivant dans des zones où la mobilité est limitée.

D'autres avancent que l'attrait des partis anti-système est lié au déclin économique durable que subissent des régions qui n'ont pas su s'adapter à la mondialisation, à l'intégration des échanges commerciaux et aux transitions écologique et numérique. “Ces partis populistes et de la droite radicale tendent presque naturellement à l'euroscepticisme puisqu'ils sont ‘nativistes’ – le nativisme désignant une forme de nationalisme xénophobe qui défend la priorité pour les natifs (quelle que soit la définition qui

“Nous avons tendance à voir l’UE comme un projet progressiste, donc a priori incompatible avec la pensée d’extrême droite.”

Hans Kundnani,
ANALYSTE

en est faite), au détriment des non-natifs. Cela vise les immigrés mais aussi, potentiellement, les minorités ethniques, par exemple la communauté tzigane”, rappelle van Kessel. Pour ces formations politiques, poursuit le chercheur, l’UE est elle-même “considérée comme une menace pour la souveraineté nationale, parce qu’elle est associée à l’ouverture des frontières vue à travers le prisme du nativisme”.

Hans Kundnani, analyste pour le groupe de réflexion Chatham House, fut parmi les premiers à développer un travail de recherche sur l’ethnorégionalisme, et il mettait en garde, dans un article récent : si antithétique que cela puisse paraître aux yeux des Européens modérés, l’UE pourrait bien devenir une institution aux mains de l’extrême droite.

“Nous avons tendance à idéaliser l’UE et à la voir comme un projet intrinsèquement progressiste, voire cosmopolite, donc a priori incompatible avec la pensée d’extrême droite. Dans mon ouvrage Eurowhiteness (2023), j’observe que cette tendance ‘proeuropéenne’ à penser l’UE comme une expression du cosmopolitisme a créé un angle mort autour de la possibilité de ce qu’on pourrait appeler l’ethnorégionalisme – une vision ethnique/culturelle de l’identité européenne, sur le modèle de l’ethnonationalisme, qui la relie à la couleur de peau, à la blancheur. Pour le dire autrement, une UE d’extrême droite est, au moins théoriquement, tout à fait possible.”

Les formations d’extrême droite d’aujourd’hui ne sont plus des monolithes enfermés dans leur siège national, incapables de communiquer et d’établir des consensus en dehors de leur propre cadre. La droite radicale ne se contente plus de parler de péril pour la nation : désormais, pour elle, le péril vise l’ensemble de la civilisation européenne.

—Ana França,
publié le 26 mars

SOURCE

EXPRESSO

Lisbonne, Portugal
Hebdomadaire
expresso.pt

Lancé en 1973 par un député salazariste “libéral”, le premier journal moderne pour Portugais cultivés a séduit par sa qualité et son indépendance. *Expresso* est devenu en 2017 le titre de presse le plus lu du pays, quotidiens et hebdomadaires confondus.



Décryptage

DES PATRONS CONTRE LE POPULISME

“On n’avait encore jamais vu le patronat allemand lancer un tel appel aux urnes”, assure la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

En mai, plus de 30 grandes sociétés, dont beaucoup sont cotées en Bourse, ont appelé leurs 1,7 million d’employés en Allemagne à ne pas donner leur voix au populisme et à l’extrémisme lors des européennes. Quelques mois plus tôt, de grands constructeurs automobiles s’étaient alliés à des syndicats pour faire passer un message similaire, au nom de la prospérité économique d’un pays qui manque cruellement de main-d’œuvre. Ils n’ont pas cité directement le parti d’extrême droite Alternative pour l’Allemagne (AfD). “Mais il ne faisait aucun doute que celui-ci était visé.”

La désastreuse campagne de l’AfD

ALLEMAGNE Sur le plan européen, le parti d’extrême droite pourrait se retrouver marginalisé, en raison de sa radicalité. Même si, malgré les scandales à répétition, il est devenu politiquement incontournable.

Les membres de l’Alternative pour l’Allemagne (AfD) se sont longtemps interdit de critiquer leur parti en présence de journalistes. Mais ces dernières semaines, ce tabou a volé en éclats. “En off, on entend fusier des mots comme ‘idiots’ ou ‘branquignols’”, assure *Der Spiegel*. Les cibles ? La tête de liste de l’AfD aux européennes, Maximilian Krah, et les dirigeants du parti, Tino Chrupalla et Alice Weidel, qui ont désigné Krah pour mener la liste.

L’eurodéputé allemand – qui s’est mis en retrait de la campagne – est au cœur de multiples scandales. En avril, l’un de ses assistants parlementaires a été arrêté en raison de soupçons d’espionnage chinois. Lui-même est accusé d’entretenir des liens étroits avec le géant asiatique, ainsi qu’avec la Russie. Mais surtout, il s’est aliéné le Rassemblement national et la Ligue, jusqu’ici alliés de l’AfD, en affirmant qu’un SS “n’était pas automatiquement un criminel” et qu’il fallait “évaluer la culpabilité au cas par cas”.

Les formations française et italienne, qui souhaitent améliorer leur image, refusent désormais de siéger au sein du même groupe que la formation allemande au Parlement européen. “C’est un véritable désastre pour le parti”, commente le journal de gauche.

“Pas d’effet dissuasif”. Pourtant, analyse *Cicero*, l’AfD semble encore populaire. Depuis janvier, elle a, certes, perdu des points dans les sondages, notamment à cause de révélations autour d’un plan visant à déplacer contre leur gré des millions d’étrangers et d’Allemands d’origine étrangère. Et lors des élections municipales organisées fin mai en Thuringe, dans l’est du pays, ses résultats étaient moins bons que prévu. Mais dans le même temps, fait remarquer le journal conservateur, “le parti d’extrême droite a réussi malgré toutes ses casseroles à talonner de près les conservateurs de la CDU”.

Die Tageszeitung approuve. Les chiffres récents montrent que, pour de nombreux sympathisants de l’AfD, les polémiques autour du parti “n’ont pas d’effet dissuasif”. Pour eux, “ça ne pose visiblement pas de problème que des cadres du parti normalisent des slogans nazis ou minimisent les crimes des SS. Ni qu’ils soient accusés d’espionnage ou de corruption.”

Car Maximilian Krah n’est pas la seule personnalité controversée du parti. Son numéro 2 aux européennes est en proie à des déboires judiciaires qui l’ont poussé à se retirer lui aussi de

la campagne. Björn Höcke, chef de la branche de Thuringe, a été condamné en mai pour avoir employé un slogan nazi lors d’un meeting en 2021. Et la formation dans son ensemble est soupçonnée de visées antidémocratiques.

Les idées de l’AfD se banalisent, y compris dans les classes les plus aisées, estime la *Deutsche Welle*. En témoigne la vidéo de riches fêtards sur l’île de Sylt, en mer du Nord, chantant les paroles xénophobes (“L’Allemagne aux Allemands / Les étrangers dehors”). “La vidéo, devenue virale, prouve une fois de plus que les idées d’extrême droite ne sont plus l’apanage d’une frange bien spécifique de la population, mais qu’elles se répandent dans toute la société.” Et que l’opération de séduction menée par l’Alternative pour l’Allemagne fonctionne.

—*Courrier international*



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

Le “caméléon” von der Leyen flirte avec l’extrême droite

●●● Alors qu’elle brigue un second mandat à la tête de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a laissé entendre qu’elle n’excluait pas un rapprochement avec Giorgia Meloni, analyse *Die Welt*. Son espoir : obtenir le soutien du parti postfasciste, Fratelli d’Italia, de la Première ministre italienne. Mais ce calcul politique est “risqué”, estime le quotidien allemand. Pour atteindre son but, elle “devra offrir des gages à cette ‘chère Giorgia’ : une politique migratoire impitoyable, une politique industrielle favorable aux entreprises, et davantage de latitude dans l’utilisation des fonds du plan de relance européen adopté à la suite de la crise du Covid – dans le cadre duquel Rome s’est vu attribuer la somme de 194,4 milliards d’euros”. Un programme plus que controversé au niveau européen.

LES RESSORTS CULTURELS DE L'ASCENSION DU RN

FRANCE Pour ce quotidien de gauche allemand, si le Rassemblement national et d'autres forces d'extrême droite ont pu se développer autant dans l'Hexagone, c'est grâce à un long travail de sape et à un nouvel empire médiatique, celui de Vincent Bolloré.

—Die Tageszeitung, extraits (Berlin)

Chaque jour ou presque, les sondages dessinent le même tableau consternant : en France, les listes d'extrême droite rassemblent près de 40 % des intentions de vote, tandis que les macronistes n'ont plus aucun crédit et que les partis de gauche restent divisés. À 28 ans, Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national (RN), parade sur les plateaux de télévision et dans ses tournées en région comme si la victoire lui était acquise.

Bardella et ses camarades du parti n'ont pas besoin de se fatiguer à faire campagne pour apparaître comme les gagnants des élections du 9 juin. D'autres le font pour eux en présentant tous leurs opposants comme les grands perdants du scrutin. Plusieurs études montrent que, depuis la présidentielle de 2017, le nombre des partisans de la formation de Marine Le Pen s'est encore accru. La plupart n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts et revendications, mais ils partagent certaines craintes. Il s'agit essentiellement de populations de milieux ruraux et agricoles, une bonne partie sont aussi d'anciens électeurs de droite et il y a de plus en plus de jeunes entre 18 et 25 ans. Longtemps jugées taboues, les idées d'extrême droite se sont répandues dans la société française.

La plupart des Français ne considèrent plus le RN comme une menace pour la démocratie. À force de répéter qu'elle n'était ni extrême ni raciste, Marine Le Pen a fini par le faire croire aux électeurs. Dans les faits, pourtant, son parti défend des propositions fondamentalement ultranationalistes, xénophobes et hostiles aux musulmans. Mais il y met les formes : ces idées ne sont plus proclamées haut et fort.

Marxiste. Dans sa communication, l'extrême droite française s'adresse à celles et ceux qui se sentent lésés et trahis par la classe politique. Ceux qui voient le RN comme un parti "alternatif" et disent : "[C'est] le seul que nous n'avons encore jamais eu au pouvoir." Cette normalisation n'est pas seulement le résultat de la campagne de dédramatisation menée avec zèle par Marine Le Pen, ni même du discrédit qui frappe aussi bien la gauche que la droite parlementaire traditionnelle. Ce changement d'image n'a été possible que par un long travail de sape.

Marine Le Pen a bien compris qu'elle ne pourrait pas parvenir au pouvoir tant que les conservateurs de droite refuseraient toute forme d'alliance et de collaboration avec elle. Elle a mis à profit la théorie de "l'hégémonie culturelle" d'Antonio Gramsci, revue et corrigée par Patrick Buisson, ancien journaliste et conseiller du président Nicolas Sarkozy en 2007. "La conquête du pouvoir culturel précède celle du pouvoir politique et passe par une action coordonnée d'appels intellectuels. Elle s'immisce dans toutes les communications, toutes les formes d'expression et tous les médias conventionnels", écrivait le penseur marxiste italien, mort en 1937, depuis sa prison. Sauf que lui militait pour la révolution du prolétariat.

La conquête du pouvoir institutionnel nécessite l'assentiment majoritaire de la population, faute de quoi une révolution n'est qu'une tentative de coup d'État. En l'occurrence, c'est grâce aux milliards de Vincent Bolloré que cette stratégie a pu être appliquée à une droite qui dépasse largement les limites d'un parti et qui est soudée par l'envie de se venger des acquis sociaux de 1968 et de l'arrogance des élites intellectuelles.

Une partie de la droite est soudée par l'envie de se venger des acquis sociaux de 1968 et de l'arrogance des élites intellectuelles.

En un temps record, l'homme d'affaires, qui a notamment fait fortune dans les secteurs du transport et des matières premières en Afrique, s'est bâti un empire [médiatique] dont il s'est ouvertement servi pour exercer de l'influence. Le milliardaire contrôle désormais des maisons d'édition, des chaînes de télévision (dont Canal+), des radios et des magazines comme *Télé-Loisirs*, *Géo*, *Gala*, *Voici*, *Femme actuelle*, *Capital*, *Paris Match* ainsi que *Le Journal du dimanche*.

Utilisant toutes sortes de canaux et de formats, ces médias multiplient leur présence en se citant réciproquement. Ils mettent aussi en avant les mêmes sujets, qui correspondent essentiellement aux discours véhiculés par l'extrême droite sur la crise du politique et le déclin moral de la société. Priorité aux faits divers et aux actes de

À la une



TROP LISSE POUR ÊTRE VRAI : BARDELLA EN KEN

"Il est lisse, il est discipliné, il cartonne auprès des jeunes électeurs." Il y a à peine besoin de regarder la couverture de *Politico*, ce 30 mai, pour deviner de qui il est question. Reconnaisable entre mille, Jordan Bardella s'y trouve emballé comme l'alter ego de Barbie, un Ken version extrême droite, prénom écrit en rose et flanqué d'un cœur. "Jordan Bardella est-il le nouveau visage de l'Europe ?" s'interroge le magazine sur sa une et sur trois pages à l'intérieur.



délinquance, présentés comme de vastes enjeux sociétaux – plus ou moins discrètement corrélés aux questions d'immigration.

C'est ainsi que cette droite étroitement connectée parvient à poser les cadres du débat. Il suffit de suivre un peu les actualités pour voir de quelle manière les médias de droite se relaient. Les esprits qui osent encore les contredire sont immédiatement qualifiés de "wokistes" et deviennent la cible d'attaques personnelles. Les médias – publics ou privés – qui tentent de lutter contre ce courant sont sur la défensive.

Cela fait déjà longtemps qu'a été franchie la première étape vers l'hégémonie culturelle et la fabrique de l'opinion publique par l'extrême droite. La famille Le Pen peut certainement offrir ses remerciements posthumes à Antonio Gramsci pour ses bons conseils. Sa stratégie n'en reste pas moins valable pour aider les antifascistes qui voudraient déjouer la droite réactionnaire et ses insidieux projets de conquête du pouvoir.

—Rudolf Balmer, publié le 25 mai

SOURCE

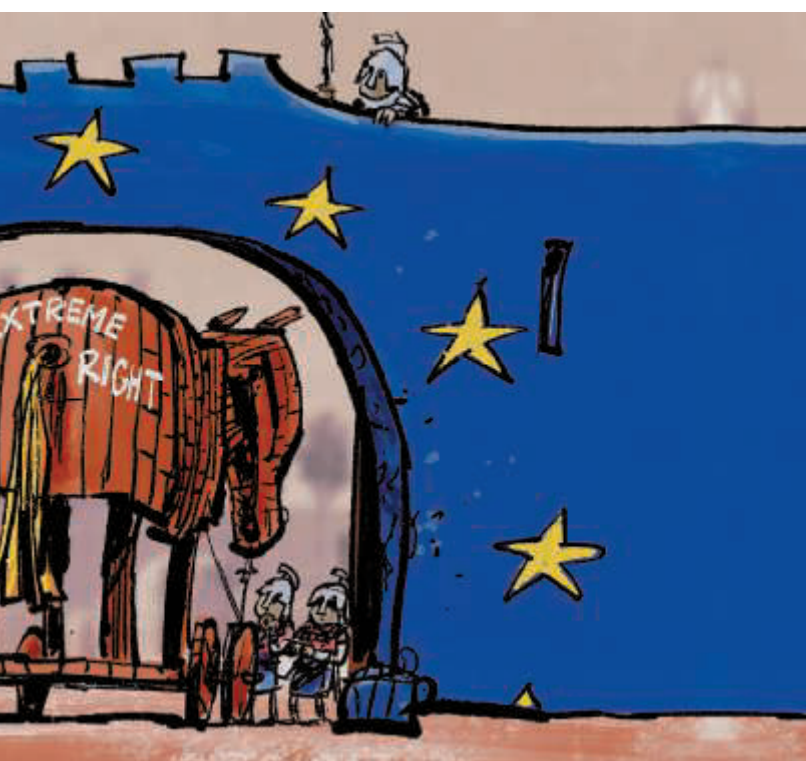
DIE TAGESZEITUNG

Berlin, Allemagne

Quotidien

taz.de

Née en 1978 à Berlin-Ouest en réaction au terrorisme d'extrême gauche de la Fraction armée rouge, la "Taz" se démarquant de la presse traditionnelle, il s'est imposé comme le quotidien de gauche des féministes, des écologistes et des pacifistes.



Le sud de l'Union n'est plus immunisé

EUROPE DU SUD La mémoire récente des dictatures a longtemps semblé protéger les pays méridionaux de l'extrême droite. C'est désormais fini, estime ce magazine grec de gauche.

—Lifo, extraits (Athènes)

Les pays du sud de l'Europe ne partagent pas seulement le même espace géographique sur la carte du Vieux Continent. L'Espagne, le Portugal, la Grèce et Chypre étaient jusqu'à présent considérés comme à l'abri de la montée de l'extrême droite, en raison de leur histoire politique récente et de la mémoire encore fraîche des régimes d'extrême droite – l'Italie étant une exception évidente. L'Espagne, le Portugal et la Grèce furent, presque simultanément dans les années 1970, les derniers à s'être débarrassés de dictatures, tandis que Chypre a longtemps payé – et paie encore par la division de son territoire [la partie nord de Chypre est sous occupation turque depuis 1974] – les conséquences de l'ingérence de la dictature grecque sur l'île.

↑ Sur le cheval : Extrême droite. Dessin de Maarten Wolterink, Pays-Bas.

Un rapide coup d'œil aux récents résultats électoraux et aux sondages d'opinion pour les élections européennes montre à quel point nous sommes aujourd'hui loin de ce paysage. Le parti d'extrême droite espagnol Vox, troisième aux élections législatives de 2023 (12,38 %), devrait conserver un score à deux chiffres. Il est inscrit dans le groupe Conservateurs et réformistes européens (CRE). Chega, troisième à la présidentielle au Portugal en 2021, ainsi qu'aux récentes législatives avec un impressionnant 18,1 %, fait partie des groupes qui accroîtront considérablement la présence du groupe parlementaire européen Identité et démocratie (ID). À Chypre, où Elam avait obtenu 8,25 % aux élections européennes de 2019, le parti arrive désormais en troisième position dans les sondages, avec une estimation des suffrages de 10 %. Quant à la Grèce, les trois

L'affaiblissement progressif du radicalisme de gauche a laissé une critique d'extrême droite de l'UE sans contrepoids fort.

formations d'extrême droite, Solution grecque, Niki et Spartiates, y réunissent plus de 15 % de l'électorat.

Pour une partie de plus en plus importante des électeurs des quatre pays du Sud, la mémoire des dictatures ne représente plus comme autrefois un "anticorps" puissant. Et si l'extrême droite du sud de l'Europe ne manque pas l'occasion de revendiquer ses liens avec les régimes dictatoriaux du xx^e siècle afin de rassembler un noyau de fidèles dévoués, lorsqu'elle s'adresse à l'électorat général, elle préfère projeter une image "plus amicale" dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux.

Le passé politique de ses dirigeants issus de la droite traditionnelle (comme Santiago Abascal et André Ventura, les chefs respectivement de Vox, en Espagne, et Chega, au Portugal) et évidemment la tendance européenne et internationale obligent les partis à rechercher des canaux de communication avec de larges publics, se présentant en dirigeants et futurs administrateurs du pouvoir.

Pour le dire plus simplement : les débuts politiques de Santiago Abascal au Parti populaire, le mandat d'André Ventura au sein des sociaux-démocrates portugais de centre droit et le récent "transfert" de Marios Pelekanos, un éminent dirigeant du centre droit chypriote, vers l'extrême droite d'Elam permettent à leurs partis de se promouvoir comme des partis "normaux", avec des degrés de pénétration significatifs dans des environnements sociopolitiques autres que l'extrême droite.

Mais ce que recherchent, disent et font les partis d'extrême droite et leurs représentants n'est qu'un côté de la médaille. L'autre correspond à l'environnement politique et social qui favorise leur renforcement. Jusqu'au milieu de

la décennie précédente, l'Europe était confrontée à un dualisme politique. Alors que l'Union européenne était défiée par des forces radicales de droite et de gauche, dans les pays du centre de l'Europe, les interrogations portaient principalement sur l'immigration de masse et les programmes de sauvetage des "paresseux" du Sud, tandis qu'au sein des pays de la "périphérie" européenne la contestation concernait principalement les programmes d'austérité et l'explosion des inégalités, attribuée au néolibéralisme des élites européennes.

L'affaiblissement progressif de cette deuxième source de contestation – l'affaiblissement du radicalisme de gauche au cours de la période 2015-2017, tendance qui concerne tous les pays du sud de l'Europe sans exception – semble avoir eu deux effets. Dans l'environnement européen, il a laissé une critique d'extrême droite de l'Union européenne sans contrepoids fort. Et, pour l'opinion publique de chaque pays, il a réduit le champ de la confrontation politique, limitant l'agenda politique à des questions d'intérêt purement intérieur et national.

En Espagne, la montée en puissance de Vox a tiré profit de l'opposition radicale au référendum sur l'indépendance de la Catalogne et aux mouvements féministes. Au Portugal, le scandale de corruption impliquant le [Premier ministre] socialiste [António] Costa a fait décoller Chega. À Chypre enfin, la corruption constante mais aussi la politisation de l'immigration en termes sécuritaires agissent ensemble comme un puissant moteur pour les descendants idéologiques des néonazis d'Aube dorée.

Si l'extrême droite résulte de plusieurs facteurs, prenant en compte la réalité unique de chaque pays dans lequel elle se forme, l'histoire politique des pays du sud de l'Europe a jusqu'à présent permis de déceler des schémas communs. Ce qui s'est passé après la crise de 2008-2010 nous oblige à voir comment le tableau d'ensemble – la tendance paneuropéenne de montée de l'extrême droite – porte une spécificité au sein de la "périphérie" de l'Union européenne.

—Demosthène Papadatos-Anagnostopoulos, publié le 18 avril

SOURCE



LIFO

Athènes, Grèce
Hebdomadaire
lifo.gr

Ce magazine gratuit, essentiellement culturel mais traitant aussi de l'actualité, est l'hebdomadaire le plus diffusé en Grèce, avec 614 000 exemplaires distribués chaque semaine. Il dispose d'un site alimenté quotidiennement et est suivi par près de 1 million de personnes sur les réseaux sociaux.



SCHILDE, LA COMMUNE LA PLUS À DROITE DE BELGIQUE

Dans cette localité prospère de la banlieue d'Anvers, les nationalistes flamands obtiennent souvent d'excellents résultats. Mais la crise sanitaire et la peur de l'immigration pourraient, cette fois, mener à un plébiscite de l'extrême droite.

—De Standaard, extraits (Bruxelles)

On peut vivre très heureux sans jamais sortir de Schilde”, lance Sofie Borghraef, dans un rire, sur la terrasse du Royal Hockey Club d'Anvers. Sur le terrain, les petits joueurs courent dans tous les sens. Pour leurs parents, c'est enfin le week-end. Quelqu'un passe un collier de fleurs autour du cou de Sofie et de ses amies, qui sirotent leur boisson au soleil – le thème de la soirée : Hawaï. “Presque tous ceux qui viennent au club de hockey sont de Schilde”, poursuit-elle. Sofie, qui gère un cercle d'affaires et dirige un salon de beauté, semble connaître tout le monde ici. “Le cliché selon lequel Schilde est une commune très aisée est vrai. Mais c'est aussi une ville à dimension sociale. La population est très soudée, il y a des logements sociaux.”

À Schilde, beaucoup d'habitants sont des chefs d'entreprise, continue-t-elle. “Le vendredi, on se

retrouve ici, au club de hockey. À deux pas, il y a aussi un magnifique golf.” Schilde est la commune la plus à droite du pays. En 2019, les nationalistes flamands de la N-VA (Alliance néo-flamande) et le Vlaams Belang (extrême droite) ont totalisé 64 % des voix. Les libéraux aussi s'en sont bien sortis. D'ailleurs, “ce soir, il y a le Dine & Dance, le bal de l'Open VLD [parti Libéraux et démocrates flamands ouverts]. Vous devriez peut-être y faire un saut?” Les amies de Sofie se mêlent à notre discussion. “Je n'aime pas les extrêmes”, commence Joëlle Van Havre, avec un accent français. “Mais je comprends que les gens soient en colère. La Belgique est un petit pays, et nous avons tellement de politiciens. Prenez la Suisse, par exemple, c'est un super pays, avec beaucoup moins de politiques. Alors qu'ici, tout va de travers. En Belgique, la seule chose qu'ils savent faire, c'est nous demander de l'argent.”

À Schilde, malgré tout, on arrive à bien vivre, reconnaissent-elles. La commune est prospère. Derrière les portails électriques se dressent de

vieux arbres et des pavillons de piscine. Le site Immoweb propose des villas à prix d'or. Et même un château des temps modernes, avec “baignoire en étain”, pour la bagatelle de 8,9 millions d'euros. Pourtant, ici aussi, le malaise couve. “Écrivez ceci dans votre journal : nous ne voulons pas que le tram vienne à Schilde”, me dit Kathy Van Laere, lorsque la conversation s'oriente vers l'immigration. “Avec le tram, tout va à vau-l'eau. Regardez Wijnegem : un désastre complet.”

Quand Sofie s'absente un instant, Kathy abonde. “Je ne suis pas idiote. Pendant le corona, je ne me suis pas fait vacciner, et les infos sur cette guerre en Ukraine, je n'y crois pas non plus. Si Poutine voulait vraiment une guerre, il s'y prendrait autrement.”

Et de lever les yeux au ciel. “C'est vraiment dommage que la N-VA exclue d'emblée de travailler avec le Vlaams Belang. Nous, les citoyens, nous pouvons toujours aller voter, mais si nous votons pour ce parti, notre voix compte pour rien.”

“Je trouve que le VLD [le parti des libéraux], ce n'est plus qu'une bande de chiffres molles et de profitards.”

Kathy Van Laere,
RÉSIDENTE

Chez Kathy Van Laere, on est libéral de génération en génération. “Mes grands-parents ont toujours eu une entreprise : Manna – qui fait des sauces. Alors nous avons toujours voté à droite. Mais à présent, je trouve que le VLD – désolée de le dire comme ça –, ce n'est plus qu'une bande de chiffres molles et de profitards.”

De retour, Sofie Borghraef enchaîne : “Allez, on ne veut quand même pas que Schilde devienne une ville d'extrémistes, non? Ils nous remettraient le couvre-feu, hein!” Kathy : “Alors là, je m'en irais!” Sofie, ardente : “Écoute donc ce qu'ils racontent, les extrémistes : les femmes au foyer!”

“Couronne dorée”. Mais d'où peut bien venir cette grogne politique? À Schilde, 88 % des habitants se déclarent heureux, un des niveaux les plus élevés du pays. Presque tous sont propriétaires de leur logement, les salaires sont généreux, la commune compte sept boulangeries, une boutique de homard et autres douceurs de la mer, et peu de locaux vacants. Elle fait partie de ce que Bart De Wever (N-VA), au lendemain des élections de 2019, saluait comme sa “couronne dorée” : les localités florissantes et verdoyantes tout autour d'Anvers, où son parti a enregistré des scores monstres. Avec 50,8 % des voix, c'est d'ailleurs Schilde qui caracolait en tête.

La bataille contre l'extrême droite promet cependant d'être féroce. Sur Facebook, les éleveurs de chevaux s'insurgent contre la ministre de l'Environnement, Zuhal Demir (N-VA) [responsable de la très décriée politique de réduction d'émissions d'azote]. Dans la ville voisine de Malle, un individu a placé un grand mannequin représentant un paysan, crucifié, décapité, devant des affiches de la campagne de la N-VA.

↑ Dessin de Sondron paru dans L'Avenir, Namur.

Le Vlaams Belang, conforté par le succès de Geert Wilders auprès des Néerlandais aisés, part à l'assaut des banlieues favorisées. Tom Van Grieken, le chef du parti, vient lui-même de la région. Dans la petite ville de Schoten, à côté de Schilde, on s'attend à une déferlante noire.

Guerre culturelle. Même à Schilde, il n'y a pas que des nantis. Derrière le golf se cache le quartier singulier de Schildestrand. Quelque 400 personnes y vivent dans de petits bungalows, chalets et autres maisonnettes construits au milieu de bunkers, en bordure d'un ancien fossé antichar rempli d'eau. Comme cette zone est principalement consacrée aux loisirs, en principe, on n'a le droit d'y séjourner que temporairement, mais en réalité, la plupart des gens y vivent de façon permanente. Et aujourd'hui, la municipalité s'est fixé pour objectif de leur faire lever le camp. Un appartement va être construit pour mettre à l'eau des petits bateaux électriques, et les habitants devront plier bagage d'ici à 2029. *"Ils ne nous feront pas partir"*, proteste Hans Redant, dans son salon. *"Je suis venu ici pour la nature et pour les gens. Ils ne me mettront pas dans un appartement, dans un immeuble où les voisins ne se parlent pas."*

Hans Redant n'a pas eu la vie facile. Un problème dans son enfance, un traumatisme. À environ 40 ans, il a fini par être déclaré invalide, avec une perte totale de capacité de travail, et il a perçu des allocations. Dans ce quartier à part de Schildestrand, au milieu des canaux, de la verdure et des oiseaux, il a alors trouvé la paix. Avec l'aide de Dieu, aussi. *"Je suis une personne très pieuse. Et grâce à Dieu, je n'ai plus besoin de médicaments. Je peux être fier d'avoir payé cette petite maison avec mes allocations, non?"*

Son épouse, Anne, vient s'asseoir avec nous. *"Je ne veux pas mettre tout le monde dans le même panier, mais à Schilde, il y a plein de gens riches qui nous regardent de haut, poursuit Hans Redant. Toute ma vie, j'ai voté à gauche. Sauf qu'ils ne font rien pour nous. Il est urgent qu'ils montrent leur humanité. Dans la santé, dans l'éducation : surtout, c'est la misère. Alors, pour la première fois, je vais voter Vlaams Belang."* Anne complète :

"La vie devient trop chère. Ici, au coin, j'ai payé 11 euros un croque-madame ! Et ce n'est pas comme s'ils étaient sympas."

À Schildestrand, tout le monde votera pour Van Grieken, prédit Hans. Dans le quartier, on voit partout des lions aux griffes noires [sur le drapeau de la région flamande, le lion noir sur fond jaune a des griffes rouges. Si les griffes sont noires, c'est le drapeau des nationalistes flamands]. *"Ils le traitent même de nazi, quel scandale !"*

Hans Redant passe parfois des jours sans prononcer un mot. Anne consulte les informations sur son smartphone et le tient au courant. Brusquement, la guerre culturelle de l'extrême droite fait irruption dans notre conversation, sans filtre. Au menu : *"Travestis dans les écoles maternelles"* et musulmans violents. Les choses

ont basculé, comme souvent, pendant la pandémie. *"Quand ils ont voulu nous obliger à nous vacciner, nous avons ouvert les yeux. Aujourd'hui, nous voyons bien ce qui arrive : il ne se passe pas une semaine sans qu'un étranger ne tape un*

petit garçon blanc, s'indigne Anne. Et à la fin du ramadan, ils ont bloqué des rues entières d'Anvers pour prier, le cul en l'air. Ce n'est quand même pas permis de voir ça !"

Eux-mêmes se sentent en sécurité à Schildestrand. *"Je n'ai de problème avec personne, tempère Hans. Tous les gens ouverts d'esprit sont les bienvenus, ma porte et mon cœur leur sont ouverts. Mais il y a de l'argent, en Belgique, non ? Et pourtant, on entend dire que l'Europe veut imposer des plans d'austérité. Il existe une petite clique qui possède tout et qui mène la vie de château. Nous*

"Avec le tram, des basanés viendront, alors le Vlaams Belang marquera des points."

UNE HABITANTE DE SCHILDE

le voyons bien à Schilde. C'est pour cela que nous voulons envoyer un signal d'alerte, avec ces élections : c'est vous qui nous avez mis le dos au mur."

Je suis invité à dîner chez Patrick Anthoni, qui préside l'association d'histoire locale de Schilde. Ancien boucher, enseignant à l'école professionnelle, cet homme possède une étonnante connaissance de l'histoire. *"Quel genre de ville est Schilde?"* Il retrace rapidement l'apparition des premiers villages en Flandre. Une bourgade comme Schilde fait partie de la dernière génération de localités. Jusqu'aux années 1950, un tiers de Schilde appartenait à une famille noble. *"Quand le dernier descendant est mort sans héritier, ses terres – tout de même 700 hectares – ont été démembrées"*, raconte Patrick Anthoni. Les escalopes de veau qu'il a lui-même découpées sont servies à table. *"Après-guerre, les urbanistes se sont demandé ce qu'il fallait faire des localités autour d'Anvers."* C'est en ce temps-là que Schilde s'est transformé en fief de la nouvelle élite aisée. *"Alors, en Flandre, de nombreux enfants de paysans ont pour la première fois fait des études. Ils sont devenus ingénieurs, médecins, fonctionnaires. Et ils ont obtenu de grandes parcelles de 1500 mètres carrés."*

Opinion

CE SONT TOUJOURS LES ÉTATS QUI ONT LE POUVOIR

Plutôt que de sortir de l'UE, l'extrême droite aspire désormais à la changer pour en faire une "Europe des nations". Mais de quoi parle-t-on au juste ? s'interroge Caroline de Gruyter dans le journal belge **De Standaard**. *"Cette Europe, nous l'avons déjà depuis longtemps."*

La chroniqueuse néerlandaise affirme : *"L'idée que nous serions dirigés par des bureaucrates non élus est un mythe tenace. Dans les faits, ce sont les États membres qui ont le pouvoir. La Commission est puissante parce qu'elle peut faire des propositions pour renforcer les prérogatives communautaires. Mais si les États n'ont pas envie de les accepter, elle peut toujours courir. Et si, autrefois, les États prenaient les décisions et en laissaient l'exécution à la Commission, ils gardent à présent un œil sur tout le processus."*

Cette nouvelle utopie a aussi attiré une brochette de drôles d'oiseaux : diamantaires étrangers, membres de la bourgeoisie francophone et collaborateurs du régime nazi qui voulaient refaire leur vie ailleurs. Au lendemain de la guerre, certains quartiers de Schoten et de Schilde ont même été surnommés le "petit Berlin". *"Combien étaient-ils ? Je l'ignore. Mais je pense que leur présence explique en partie le succès du nationalisme flamand ici"*, indique mon hôte.

Racisme. Le plus souvent, les bus sont quasiment vides lorsqu'ils traversent Schilde. Ce n'est qu'après la journée de travail et d'école que les jeunes gens au pair, les écoliers et les femmes de ménage les emplissent. Sur le chemin en direction du club de golf de Rinkven, nous croisons quelques rares piétons. Un groupe de femmes équipées de bâtons de marche nordique se dirige à bonnes enjambées vers une brasserie. Ce sont les "nymphes des bois". *"Chaque jour, nous faisons de merveilleuses promenades dans les bois et les rues de Schilde. Il manque juste une petite place agréable où se retrouver"*, dit l'une d'elles.

Bref, à Schilde, les Nymphes des bois sont aux anges. Pourvu seulement que le tramway ne vienne pas jusqu'ici ! *"Avec le tram, des basanés viendront, alors le Vlaams Belang marquera des points, s'inquiète une nymphe. Il y en a déjà qui vivent près de chez nous, dans notre rue : des gens bizarres. Et quand il y en a un qui arrive, on le sait bien, il ne se passe pas longtemps avant qu'il y en ait beaucoup."*

À midi, le golf est déjà bien rempli. Avec ses 39 trous, Rinkven fait partie des meilleurs parcours de Flandre. Dans le salon avec vue sur le terrain en pente, les membres du club discutent autour d'un whisky, d'un verre de vin ou d'un café. La cagnotte du tournoi, sponsorisé par les plus grandes entreprises du secteur portuaire flamand, se monte à 2,5 millions d'euros. *"Sur notre territoire, nous n'avons pas beaucoup de soucis"*, reconnaît le maire, Dirk Bauwens [N-VA]. *"Schilde est un parc d'attractions pour cambrioleurs. Mais je ne pense pas que vous entendrez les gens se plaindre. À Schilde, nous sommes des bosseurs."*

—Kasper Goethals, publié le 4 mai



SOURCE

DE STANDAARD

Bruxelles, Belgique

Quotidien

standaard.be

Lancé en 1918, le journal de référence de l'establishment flamand a pris progressivement ses distances vis-à-vis du monde catholique ainsi que du mouvement flamand – et, plus particulièrement, du Parti social-chrétien flamand, au pouvoir en Belgique de 1945 à 1999.

LE DÉFI DE GIORGIA MELONI

ITALIE Autrefois Petit Poucet de la droite italienne, le parti Fratelli d'Italia est aujourd'hui la première force politique du pays. Très populaire, la Première ministre, Giorgia Meloni, espère réaliser à Bruxelles, comme à Rome, une alliance des droites.

L'Italie, rappelle **FanPage**, a souvent été décrite comme le "laboratoire" politique de l'Europe. À en croire **The New York Times**, elle l'est sans doute une nouvelle fois. Car, dans leur ambition de conquête du pouvoir, les droites dures européennes ont désormais "un modèle : Giorgia Meloni". La Première ministre italienne a poli son image et, "en associant de nettes positions atlantistes (pro-Ukraine et pro-Otan) à une opposition féroce à l'immigration et aux mesures de lutte contre le changement climatique, elle est parvenue à s'imposer comme une force politique majeure en Europe", observe le journal américain.

Depuis octobre 2022, Giorgia Meloni dirige un gouvernement de coalition allant de la droite à l'extrême droite et, à l'occasion des européennes (du 6 au 9 juin), elle entend bien exporter ce

modèle à Bruxelles. "Sa stratégie, explique le journal de centre gauche **La Repubblica** – qui n'y croit pas –, est d'amener son camp, les Conservateurs et réformistes européens, à un résultat qui leur permette de sceller une alliance avec le Parti populaire européen [PPE, le plus gros parti à Bruxelles] et d'ainsi mettre en place une coalition alternative, fondée sur une entente des droites."

En 2019, c'est en s'alliant avec les socialistes et les libéraux que le PPE avait fait élire Ursula von der Leyen à la tête de la Commission. La conservatrice allemande, qui vise un second mandat et entretient de très bonnes relations avec Giorgia Meloni, s'est récemment montrée ouverte à l'idée d'une entente. Mais cette stratégie pourrait lui porter préjudice, prévient le média européen **Politico**.

En ce qui concerne l'Italie, le scrutin européen sera aussi l'occasion de mesurer le rapport de force entre les partis de la coalition au pouvoir. Et pour se faire une idée de la teneur de la campagne, le site d'information **il Post** propose de jeter un œil aux affiches qui constellent les rues de la péninsule. En mal de leader charismatique, Forza Italia (droite) continue de miser sur son fondateur, Silvio Berlusconi, lequel, bien que décédé depuis un an, figure toujours sur les panneaux d'affichage. La Ligue (extrême droite) était la première force du pays aux européennes de 2019 avec plus de 34 %, mais gravite à présent, tout comme Forza Italia, autour des 8 %-9 % dans les sondages. Son leader, Matteo Salvini, joue donc le tout pour le tout avec une campagne "au ton très agressif", note **il Post**, et visiblement à grand renfort d'images produites par intelligence artificielle, où il attaque les supposés diktats de l'Europe, les musulmans ou les personnes trans.

Quant à Fratelli d'Italia, le parti de Giorgia Meloni, héritier du postfascisme, il était autrefois le Petit Poucet de cette coalition (à peine 4 % aux législatives de 2018). Désormais, il en est l'élément fort : les derniers sondages le créditent d'environ 26 % ou 27 % des voix, comme aux législatives de 2022, qui l'ont porté au pouvoir.

La Première ministre, bien décidée à miser à fond sur cette popularité non démentie, se présente comme tête de liste dans les cinq circonscriptions du pays – sans cacher qu'elle ne siègera pas au Parlement européen. Et comme pour parier encore plus sur sa propre personne, elle a invité les électeurs à écrire, sur les bulletins de vote, son seul prénom : Giorgia.

— **Courrier international**

À la une



LES TROIS FEMMES QUI FERONT LE DESTIN DE L'EUROPE

À la veille des élections européennes, trois femmes qui "vont faire l'Europe" figurent en couverture de **The Economist** : Ursula von der Leyen, Giorgia Meloni et Marine Le Pen. Si, comme le prédisent les sondages, la droite populiste devient la deuxième force du Parlement de Strasbourg, Ursula von der Leyen devra s'allier avec la Première ministre italienne, issue de l'extrême droite, afin de briguer un deuxième mandat à la tête de la Commission européenne. Pour cet hebdomadaire, mieux vaut s'arranger avec la "raisonnable" Giorgia Meloni qu'avec Marine Le Pen, "une agitatrice, porteuse d'un long passif xénophobe et prorusse".



Vu d'ailleurs

Partout, les grandes lignes politiques de l'UE attaquées

La droite populiste s'en prend au pacte migratoire et au Pacte vert, voire au soutien à l'Ukraine. Ironie du sort, note la presse, ce scrutin s'intéresse enfin à des sujets dépassant les intérêts nationaux.

AUTRICHE "STOP À LA FOLIE"

Sur les affiches du Parti de la liberté (FPÖ), la cheffe de la Commission européenne, Ursula von Leyen, et le dirigeant ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'embrassent presque. Derrière eux se mêlent scène de guerre, bateau de migrants, éoliennes, vaccin anti-Covid. "Stop à la folie européenne", peut-on lire. "Avec ses pancartes et ses publications sur les réseaux sociaux, le FPÖ parvient bien mieux que ses concurrents à attirer l'attention des électeurs", commente **Die Presse**. Le parti d'extrême droite autrichien est donné favori pour les européennes et les législatives de



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

"Responsables européens, débarrassez-vous de votre peur!"

●●● Quel que soit le résultat des élections, l'UE va devoir s'adapter à un monde dominé par "le nationalisme et le protectionnisme", lance Nathalie Tocci. Car Bruxelles semble pour l'heure paralysé par la peur, regrette la chroniqueuse du journal de gauche britannique **The Guardian**. "L'UE a peur que la Russie gagne la guerre, et peur dans le même temps que l'Ukraine la gagne". Peur des conséquences de la guerre à Gaza, et d'être accusée d'antisémitisme par Israël. Les dirigeants européens sont "terrifiés", enfin, par l'immigration, au point de signer des accords "immoraux" avec les pays d'Afrique. La preuve que cette "anxiété excessive" les pousse "à multiplier les mauvaises décisions". Retrouvez la version intégrale de l'article sur notre site.



l'automne. Mais, estime le titre conservateur, «si le FPÖ marque des points, c'est parce qu'en réalité aucun des partis établis n'a réussi à critiquer en profondeur les nombreux défauts de l'UE.»

DANEMARK LE ROYAUME "N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI FOU DE L'UE"

Naguère assez largement eurosceptique, surtout aux extrêmes, le royaume danois est devenu nettement plus europositif. «Nous n'avons jamais été aussi fous de l'UE qu'aujourd'hui», estime **Politiken**. Les gouvernements successifs ayant instauré une politique migratoire restrictive, il n'y a plus de surenchère dans ce domaine. De plus, ajoute ce journal de centre gauche, «la pandémie et la guerre en Ukraine ont poussé» le pays à changer à l'égard de l'Union. Dès lors, «les questions relatives au climat et à l'environnement ont occupé une place importante dans la campagne», résume **Berlingske**. Où l'on a vu une formation populiste de droite, le Parti populaire danois, menacer de quitter le vaste accord national sur le climat en le jugeant trop coûteux pour les citoyens.

ESPAGNE LA CAMPAGNE DES "DEUX PLÉBISCITES"

Les élections européennes mettent un terme, selon **El País**, au climat de «campagne permanente» que vit l'Espagne depuis les législatives du 23 juillet 2023, qui ont été suivies des régionales en Galice (18 février), au Pays basque (21 avril) et en Catalogne (12 mai). Aux yeux des Espagnols, ce scrutin européen se confond avec «deux plébiscites» : la droite fait campagne pour inciter à voter contre la politique du Premier ministre socialiste, Pedro Sánchez, tandis que la gauche s'alarme de «la montée de l'extrême droite sur tout le continent», synthétise le quotidien madrilène, proche des socialistes. Une extrême droite dont

le représentant espagnol, Vox, gouverne déjà avec la droite traditionnelle (PP) dans plusieurs régions et municipalités.

HONGRIE ORBAN JOUE LA CARTE DE LA PAIX

Le dirigeant magyar et son parti, la Fidesz, font des européennes un choix entre guerre et paix. «Qui vote pour la paix vote Fidesz!» affirme Viktor Orban, cité par **Origo**. Le 1^{er} juin, ses partisans ont marché à Budapest «afin que la Hongrie reste un îlot de paix alors que l'Occident pousse à l'escalade de la guerre», clame un editorialiste, repris par la radiotélévision publique **MTVA**. Des affiches accusent le milliardaire George Soros et l'opposant en vogue Peter Magyar «de soutenir la guerre», relate **444**. Selon les calculs d'Europe Elects, relayés par **Telex**, la Fidesz obtiendrait 11 des 21 sièges hongrois au prochain Parlement.

IRLANDE L'ÎLE D'ÉMERAUDE ÉPARGNÉE, MAIS...

La république d'Irlande se démarque par l'absence de forces d'extrême droite sur son échiquier politique. Les deux partis de gouvernement de centre droit, le Fine Gael et le Fianna Fáil, ainsi que la gauche, incarnée par le Sinn Féin, devraient rafler la majorité des 14 sièges en jeu. «Mais on ne peut pas exclure une ou deux surprises», souligne **l'Irish Independent**. Alors que le pays est confronté à une vague d'immigration sans précédent, le sujet s'impose dans la campagne, en particulier à Dublin, sur fond de crise du logement. Dans la capitale, une demi-douzaine de candidats de droite dure entendent tirer leur épingle du jeu à la faveur du scrutin à vote unique transférable, qui permet de classer les noms par ordre de préférence. Ce système rend d'ailleurs les résultats particulièrement difficiles à prédire.

POLOGNE LE PACTE VERT "À LA POUBELLE"?

Forts de leur score de 34,3 % aux élections régionales d'avril, contre 30,6 % pour la coalition au pouvoir, les nationaux-conservateurs du PiS (Droit et Justice) souhaitent, le 9 juin, prendre leur revanche sur les forces pro-européennes qui les ont délogés lors des législatives de décembre 2023. Au pouvoir de 2015 à 2023, le PiS avait bataillé contre les ingérences de Bruxelles. Il ambitionne désormais de réformer l'UE à sa guise. Et pour cela, la formation a sorti ses politiciens vedettes, à commencer par l'ex-Première ministre Beata Szydlo. «Ces noms de famille connus doivent assurer au PiS une victoire», analyse le quotidien conservateur **Rzeczpospolita**. Fille de mineur, Beata Szydlo n'hésite pas à clamer lors de ses meetings qu'elle mettra le Pacte vert, tout comme le pacte migratoire, «à la poubelle». Ce qu'elle souhaite, c'est «une Pologne sûre et normale», sans «migrants illégaux» – elle accuse le Premier ministre, Donald Tusk, de les «faire venir en Pologne».

PORTUGAL CHEGA, LES RADICAUX "PRO-EUROPÉENS"

«Contrairement à d'autres partis d'extrême droite en Europe, Chega n'a jamais fait campagne contre l'UE.» Lors de ses adieux à Bruxelles le 20 mars,

l'ancien Premier ministre socialiste António Costa avait alerté ses collègues sur les intentions du parti de droite radicale populiste portugais. Dix jours plus tôt, Chega, lancé en 2019 par son leader, André Ventura (transfuge du Parti social-démocrate, actuellement au pouvoir), avait fait sensation lors des élections législatives anticipées en faisant passer son nombre de députés de 12 à 50. Dans son éditorial du 20 mai, **Público** soulignait «l'incohérence» de Chega, qui prétend être «pro-européen», soutient l'Ukraine, «tout en se sentant à l'aise parmi tant d'ennemis de la démocratie européenne» au sein du groupe Identité et démocratie au Parlement européen.

SLOVAQUIE UNE CAMPAGNE "BOULEVERSÉE"

Les élections européennes sont-elles d'éternelles mal-aimées en Slovaquie? Lors des quatre scrutins qui ont suivi son adhésion à l'UE, il y a vingt ans, la Slovaquie a été, parmi les Vingt-Sept, le pays où le taux d'abstention a été le plus élevé (86,95 % et 77,3 % en 2014 et 2019). «Selon Eurobaromètre, la Slovaquie n'est plus la dernière. L'intérêt s'est accru, 43 % des Slovaques auraient l'intention de se rendre aux urnes [cette année]», se félicitait toutefois le quotidien conservateur **Dennik Postoj** en avril, à quelques mois de l'échéance, le 8 juin, qui aboutira à l'élection de 15 représentants slovaques.

Mais entre-temps, la tentative d'assassinat qui a visé le Premier ministre populiste, Robert Fico, le 15 mai, «a bouleversé la campagne électorale», constate le site tchèque **Novinky.cz**, et ce «au détriment de l'opposition libérale, favorable à une 'Slovaquie européenne', dont les chances de victoire ont rapidement diminué depuis». Une campagne essentiellement négative, si l'on s'en tient à l'analyse du contenu des affiches électorales que propose **Dennik N**. «Pour la paix en Europe», «Des immigrés en Slovaquie? Arrêtons les absurdités de Bruxelles!» sont ainsi quelques-uns des slogans retenus par les partis de la coalition gouvernementale, note le quotidien libéral.

SUÈDE "ON NE DONNERA PAS PLUS AUX AGRICULTEURS FRANÇAIS"

L'immigration a joué un rôle clé dans la campagne en Suède. La plupart des partis ont appelé à plus de restrictions dans le domaine, l'opposition sociale-démocrate comprise. Celle-ci, en tête dans les sondages, a revendiqué le droit pour le pays d'être «le plus avare de l'UE». «On ne va pas donner plus aux agriculteurs français», a averti sa dirigeante dans **Dagens Nyheter**. Le climat, le nucléaire et la gestion des forêts ont aussi animé la campagne, marquée par ailleurs par la révélation de l'existence d'une «usine à trolls». Une cellule au sein des Démocrates de Suède (SD, extrême droite) qui a créé des comptes anonymes sur les réseaux sociaux pour désinformer et diffamer leurs rivaux. Divulguée par la chaîne **TV4**, l'affaire ne semble pas, d'après les sondages, devoir affecter ce parti, qui soutient le gouvernement de droite minoritaire.

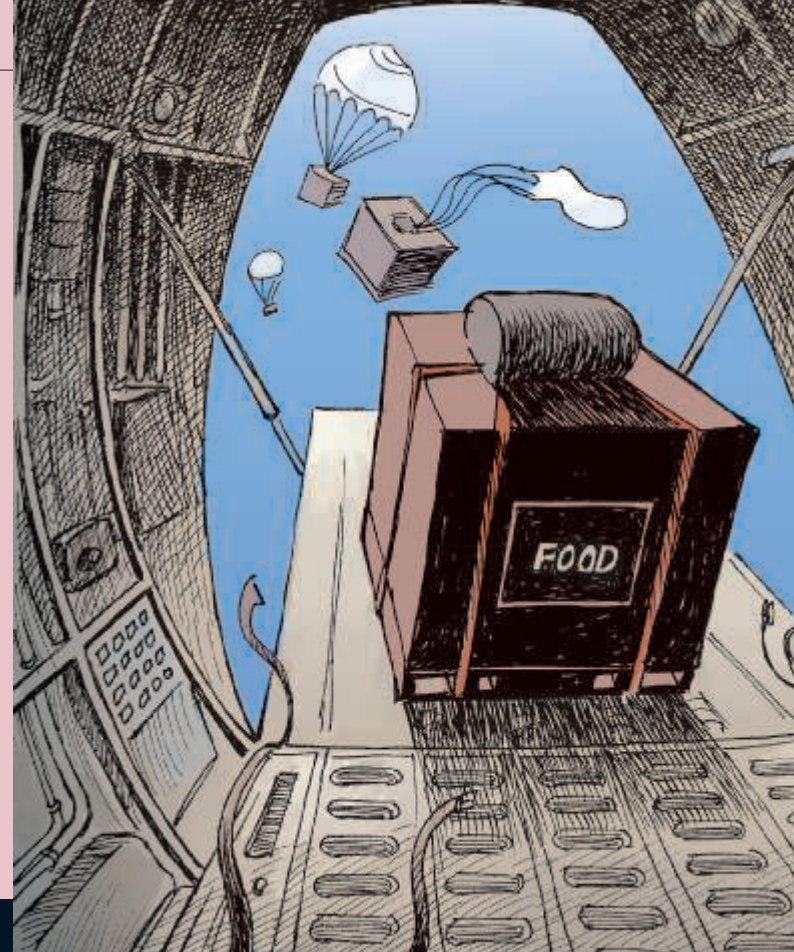
—**Courrier international**

↑ Dessin de Fergusson paru dans **The Financial Times**, Londres



À Gaza, l'économie de la survie

Guerre. Depuis le 7 octobre, le choc économique est inédit pour les Gazaouis. Le produit intérieur brut s'est effondré de 86 % au dernier trimestre 2023. Ce quotidien américain raconte une activité réduite à l'essentiel.



—The New York Times,
extraits (New York)

Les tables et les pupitres des écoles transformées en hébergements d'urgence s'alignent dans la rue. Là, des vendeurs proposent des vêtements d'occasion, du lait maternisé et des conserves alimentaires, voire, mais c'est rare, une fournée de biscuits faits maison. Parfois ce sont des colis humanitaires entiers, encore frappés du drapeau du pays donateur, et censés être distribués gratuitement, qui sont proposés à des prix prohibitifs.

Issam Hamouda, 51 ans, se tient à côté de son maigre étal : un assortiment de conserves de légumes et de légumineuses, prélevées sur un colis humanitaire distribué à sa famille. *“La plupart des produits sur les marchés ont une étiquette ‘Ne peut être vendu’”,* dit-il. Avant que la guerre ne ravage l'économie de Gaza, Issam Hamouda était moniteur de conduite. Aujourd'hui, il n'a qu'un moyen de faire vivre les huit membres de sa famille : revendre une partie de l'aide qu'ils reçoivent chaque semaine.

Au cours des sept derniers mois, depuis qu'Israël a commencé à bombarder et à imposer un siège à la bande de Gaza, en réaction aux attaques menées le 7 octobre par le Hamas, l'économie de l'enclave a été anéantie. Les habitants ont dû quitter leur foyer, abandonner leur emploi. Les marchés, les usines, les infrastructures

sont rasés par les bombes. Les champs sont incendiés par des frappes aériennes ou occupés par les forces israéliennes.

Une économie de guerre s'est mise en place. Un marché de la survie, qui se concentre sur l'essentiel : la nourriture, l'hébergement et l'argent. Butins de pillages et colis d'aide humanitaire se retrouvent ainsi sur des marchés sauvages. On se fait un peu d'argent en organisant l'évacuation de personnes déplacées à l'arrière d'une camionnette ou d'une charrette tirée par un âne, en débouchant des toilettes ou en fabriquant une tente à partir de fines bâches de plastique et de bois de récupération.

Étant donné l'ampleur de la crise humanitaire et du désespoir ambiant, faire la queue est devenu

Environ 74 % de la population est au chômage, contre 45 % avant la guerre, un chiffre déjà élevé.

une occupation à plein temps, que ce soit sur les sites de distribution d'aide, devant les rares boulangeries ouvertes ou les quelques distributeurs de billets et bureaux de change.

C'est une *“économie de subsistance”*, résume Raja Khalidi, économiste palestinien qui vit en Cisjordanie occupée. *“Cela ne ressemble à aucune des guerres que nous avons connues, où une zone*

précise était ciblée et où les autres, moins touchées, pouvaient rapidement reprendre une vie économique. Dès le premier mois, l'économie a été mise hors service.”

Blocus. Depuis quelques années, de l'avis des économistes comme des milieux d'affaires locaux, l'économie gazaouie commençait à aller mieux, malgré le blocus aérien, terrestre et maritime étouffant imposé par Israël et par l'Égypte. Des hôtels et des restaurants de plage ouvraient. Des Palestiniens étaient plus nombreux à décrocher des permis de travail en Israël et à avoir des salaires corrects. Tout cela (et bien plus) a été anéanti.

La majorité des Palestiniens de la bande de Gaza sont aujourd'hui menacés par une pauvreté aux multiples visages, au-delà même de l'absence de revenus et d'un accès défaillant aux soins, à l'éducation et au logement, affirme un rapport récent de la Banque mondiale, de l'Union européenne et des Nations unies. Environ 74 % de la population est au chômage, établit le document, contre 45 % avant la guerre, un chiffre déjà élevé. Le choc subi par l'économie gazaouie n'a guère de précédent dans l'histoire récente, analyse le rapport : le produit intérieur brut de Gaza s'est effondré de 86 % au dernier trimestre 2023.

L'économie n'a plus pour moteurs qu'une offre ultra-restreinte et une demande désespérée d'aide humanitaire. Dans

un contexte de guerre, de chaos et d'anarchie, les prix ont flambé. Et depuis l'incursion à Rafah [la ville du sud de la bande de Gaza, au début du mois de mai], les produits disponibles sont encore plus chers. Pour les centaines de milliers de Palestiniens qui fuient l'offensive israélienne, il faut réunir plusieurs centaines de dollars pour trouver un moyen de transport qui les mette à l'abri des frappes aériennes.

Avant la guerre, quelque 500 camions transportant de l'aide humanitaire, du carburant et des produits commerciaux entraient chaque jour dans la bande de Gaza. Depuis le début du conflit, ce nombre a considérablement diminué, à 113 par jour en moyenne; il a légèrement augmenté ces derniers mois. Mais, depuis l'attaque israélienne contre Rafah et la fermeture quasi totale des deux principaux postes-frontières [avec l'Égypte], ce flot

s'est presque totalement tari. La famine se répand dans toute la bande de Gaza : pour nombre d'associations de défense des droits humains et d'organisations humanitaires, Israël fait de la faim une arme de guerre. L'État hébreu nie ces accusations.

“L'aide alimentaire larguée par avion ou acheminée par la route est volée par des bandes d'hommes armés, raconte Majeda Abu Eisha, 49 ans, mère de dix enfants. Ceux qui gagnent sont ceux qui sont armés, ils font ce qu'ils veulent de l'aide. Quand vous n'avez pas d'arme ou que vous n'êtes pas assez fort pour vous battre et passer devant les autres, vous repartez les mains vides.”

Faute d'aide en quantité suffisante, les habitants n'ont d'autre choix que de recourir aux marchés à la sauvette. Là, les biens se vendent à n'importe quel prix, les vendeurs dictent leur loi. Et les cours suivent les escalades successives du conflit. Sur les

30 à 40

MILLIARDS DE DOLLARS, c'est le coût de la remise en état de la bande de Gaza, selon les estimations du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Son directeur du bureau régional pour les États arabes, Abdallah Al-Dardari, sous-secrétaire général de l'ONU, a expliqué le 2 mai que cette reconstruction *“énorme”*, d'une ampleur *“sans précédent”*, était *“une mission à laquelle la communauté internationale n'[avait] pas été confrontée depuis la Seconde Guerre mondiale”*, rapporte **L'Orient-Le Jour**.



← Sur la caisse : Nourriture.
Dessin de Chappatte paru
dans *Le Temps*, Genève.

de fortune est donc devenue une importante économie informelle. Une tente formée de film plastique et de fines planches peut se vendre 3 000 shekels [748 euros], assurent des habitants de Rafah. Certains, faute d'argent, bricolent comme ils peuvent leur abri avec une bâche et des morceaux de bois récupérés çà et là.

Distributeurs de billets. "J'ai acheté ces bâches à prix d'or, raconte Issam Hamouda à propos du plastique qu'il a utilisé pour abriter sa famille. Nous avons acheté des toilettes d'occasion à 250 shekels [62 euros], et déboursé 50 shekels de plus pour les faire installer par un plombier." C'est plus de deux fois le prix qu'il aurait payé avant la guerre, précise-t-il.

Accéder à son propre argent pour faire ces achats devenus exorbitants est désormais un luxe, et certains en profitent. Les distributeurs de billets encore en état de marche se font rares dans la bande de Gaza, et ils sont souvent pris d'assaut. Bien souvent, un homme en armes s'est posté à côté et fait payer l'accès au distributeur.

Des "agents de change" monnaient l'accès des Gazaouis à leur propre argent, moyennant des commissions très élevées. "Je n'ai pas pu toucher mon salaire sans en passer par ces gens qui ont pris 17 % du total", raconte Ekrami Osama Al-Nims, fonctionnaire, déplacé dans le sud du territoire. Ce père de sept enfants a essayé plus d'une fois d'obtenir un sac de farine des camions de distribution d'aide humanitaire, même s'il risquait de se faire tirer dessus par des soldats israéliens, pour ne pas avoir à en acheter au noir, dit-il. En vain. "Avant, mon salaire couvrait tous nos besoins et permettait d'acheter de la nourriture et d'autres produits de nécessité pour un mois entier, se souvient-il. Aujourd'hui, ça ne paie même pas la moitié d'un sac de farine."

—Raja Abdulrahim
et Bilal Shbair,
publié le 18 mai

Lire également p. 12-13

marchés de Rafah, un jour, il n'y a pas si longtemps, le [kilo de] sucre se vendait 7 shekels, soit moins de 2 dollars [1,75 euro]. Le lendemain, le Hamas a tiré une bonne dizaine de roquettes sur des troupes israéliennes, non loin du poste-frontière de Kerem Shalom, entre la bande de Gaza et Israël [et l'Égypte], conduisant à sa fermeture. Dans les heures qui ont suivi, le prix du sucre avait atteint 25 shekels. Le lendemain, il était légèrement redescendu, à 20 shekels.

"Sur un même marché, on trouve le même produit vendu à différents prix, ajoute Sabah Abu Ghanem, 25 ans, mère d'un enfant et ancienne surfeuse. Quand la police est sur place, les marchands vendent aux prix qu'elle impose. Dès qu'elle disparaît, les prix s'envolent."

Des habitants assurent que des représentants et des ministères du gouvernement tenu par le Hamas conservent une présence, notamment dans le Sud. Certains Gazaouis racontent que la police s'efforce d'empêcher les profiteurs de guerre de vendre à des prix astronomiques, d'autres accusent le Hamas de tirer profit du détournement de l'aide humanitaire.

La famille d'Issam Hamouda reçoit occasionnellement de l'aide du ministère du Développement social, contrôlé par le Hamas, qui gère les aides sociales. Souvent, raconte-t-il, les colis sont incomplets, il manque en particulier des produits alimentaires comme le

sucré, les dattes ou l'huile de cuisson. D'autres fois, la distribution se résume à quelques conserves de légumes dans des sacs en plastique. Et les produits alimentaires pris dans les colis humanitaires finissent sur les marchés, vendus à prix d'or, assure-t-il.

Selon Ismael Thawabteh, chef adjoint du département des médias au gouvernement du Hamas, le ministère a reçu environ un quart de l'aide acheminée à Gaza, qu'il se charge de distri-

"L'aide alimentaire est volée par des bandes d'hommes armés."

Majeda Abu Eisha,
MÈRE DE DIX ENFANTS

buer. "Les accusations de vol d'aide humanitaire par le gouvernement de Gaza sont absolument fausses", affirme-t-il. Le détournement de l'aide humanitaire est le fait d'une poignée d'individus poussés au désespoir par Israël, poursuit Ismael Thawabteh. Le gouvernement du Hamas s'est efforcé de lutter contre ces vols, mais la police et les forces de sécurité ont alors été visées par des frappes aériennes israéliennes.

La plupart des emplois ayant disparu, les habitants ont trouvé des moyens de gagner de l'argent en répondant aux besoins suscités par la guerre. La plupart des déplacés doit vivre sous des tentes; la fabrication d'abris et de sanitaires

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Offensive anti-deepfakes, l'IA pas si futée, l'envol d'Amazon

A l'approche des élections américaines, les autorités entendent montrer leur fermeté envers les auteurs de deepfakes politiques. La FCC, la Commission fédérale des communications, vient d'infliger une amende de 6 millions de dollars à Steve Kramer, un "consultant politique" des plus louches, concepteur d'un message téléphonique préenregistré dans lequel un Joe Biden plus vrai que nature appelait ses électeurs à ne pas voter lors des élections primaires du New Hampshire. **TechCrunch** rappelle que, depuis février 2024, l'usage des robots conversationnels est interdit dans ces campagnes téléphoniques massives, mais les effets de la réglementation restent incertains. Les officines d'intox comme l'entreprise de Steve Kramer sont difficilement détectables et n'encourent pour l'heure que des sanctions administratives.

En attendant, le Center for Countering Digital Hate, une association contre la désinformation en ligne, a réussi à faire dire des insanités à quelques sommités politiques, selon **Fast Company**. Emmanuel Macron, ou plutôt sa voix clonée, reconnaissait avoir détourné des fonds électoraux; Donald Trump dissuadait les électeurs d'aller voter en prétextant une alerte à la bombe. Des messages fictifs fabriqués en quelques minutes par Speechify, PlayHT ou ElevenLabs.

Mythes et réalité de l'IA

Cela dit, ces modèles de langage sont loin de terrasser nos civilisations, tempère un éditorial du **New York Times**. OpenAI a clamé que ses algorithmes avaient réussi à passer l'examen du barreau. En fait, pas vraiment. ChatGPT n'avait réussi qu'une performance

moyenne sur des questions à réponses multiples qui ne suffirait pas à lui ouvrir la profession d'avocat. Google a assuré que son IA avait découvert plus de deux millions de nouveaux composants chimiques. Une prétention méchamment rabrouée par les experts humains de l'université de Californie à Santa Barbara. Le monde scientifique s'égosille à rappeler que les robots conversationnels sèchent encore, ou affabulent, sur nombre de questions basiques de la médecine ou du droit.

500 millions de colis

Amazon dit avoir touché le gros lot. La FAA, l'agence du transport aérien américain, vient de l'autoriser à procéder à ses livraisons par drones. Jusqu'ici, les opérateurs ne pouvaient piloter leurs engins que s'ils se trouvaient dans leur champ de vision, ce qui interdisait l'expédition directe, à partir des entrepôts. Selon **Bloomberg**, la FAA avait tardé à accorder son autorisation après que le crash, en 2021, d'un drone d'Amazon avait causé un feu de brousaille. Le colosse du commerce en ligne compte assurer ainsi 500 millions de livraisons par an avant la fin de la décennie. À comparer aux 4 milliards de colis livrés en moins de vingt-quatre heures par des moyens classiques l'an dernier.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

ENVIRONNEMENT



Les tapirs sont de retour à Caracas

Biodiversité. Au Venezuela, des traces de ce mammifère ont été de nouveau observées près de la capitale. Une bonne nouvelle pour cette région autrefois appelée “lieu des tapirs”.



—Mongabay, extraits (Menlo Park, États-Unis)

Il y a des découvertes qui sont le fruit du hasard. Celle-ci en fait partie. En 2019, des membres de la Fundación Guarenas Repano ont réussi à documenter presque par accident la présence du tapir du Brésil, ou tapir terrestre (*Tapirus terrestris*), dans le parc national Waraira Repano, situé dans le nord du Venezuela, à proximité de la ville de Caracas.

“Alors qu’ils sillonnaient les montagnes du parc, des gens de notre fondation ont observé pour la première fois des excréments de tapir”, raconte Martha Sulbarán, écologue, vétérinaire et représentante de la Fundación Guarenas Repano.

La présence de cet animal à cet endroit est particulièrement emblématique. Avant la colonisation espagnole, les autochtones qui habitaient la région lui avaient donné le nom de *wairarepano*, qui veut dire “lieu des tapirs”, selon le chroniqueur et professeur Bruno Manara. Or il y avait un certain temps déjà qu’aucune observation n’avait

été rapportée. Le fait qu’il existe aujourd’hui des preuves de la présence de ce mammifère dans cette région redonne un sens à ce nom.

Ce qui en fait aussi une découverte importante, c’est le fait que le tapir du Brésil est le seul représentant de la famille des *Tapiridae* vivant au Venezuela. Il s’agit du “plus gros mammifère terrestre du pays”, explique Denis Alexander Torres, géographe, président de la Fundación AndígenA et coordonnateur de l’initiative d’éducation environnementale Casa del Tapir, qui sont toutes deux des organisations alliées de la Fundación Guarenas Repano.

“Pendant nos excursions dans les montagnes, on a commencé à observer des signes de la présence des tapirs, notamment les chemins qu’ils empruntent, les endroits qu’ils utilisent pour dormir et, surtout, ceux qu’ils utilisent pour faire leurs besoins. Les tas d’excréments qu’on a vus laissaient penser qu’ils étaient plusieurs”, signale Martha Sulbarán.

L’organisation a obtenu des subventions et des dons qui lui ont permis de faire l’achat de

caméras de chasse. “On les a installées en 2021. Dès la première installation, on a eu des preuves photo et vidéo de la présence des tapirs”, raconte Martha Sulbarán d’un ton joyeux. Jusqu’à présent, ses membres ont réussi à observer des femelles et des mâles, adultes et jeunes. Selon les estimations préliminaires, il y aurait neuf tapirs dans la région, soit sept mâles et deux femelles, mais des investigations plus approfondies devront être réalisées pour confirmer ces chiffres.

“Architecte de la forêt”. Les caméras ont aussi permis de recenser la présence d’autres espèces dans cette zone protégée. Martha Sulbarán raconte que ses collègues et elle ont réussi à documenter la présence d’oiseaux et de mammifères comme le puma (*Puma concolor*), l’ocelot (*Leopardus pardalis*) et le chat-tigre nébuleux (*Leopardus pardimoides*). C’est d’ailleurs la première fois que la présence de ce dernier est documentée dans le parc. La zone protégée compte aussi plus de 2 000 espèces de plantes, dont 200 espèces d’orchidées, selon Jesús Castillo, un scientifique qui travaille au Jardin botanique de Caracas et qui est membre de la Fundación Guarenas Repano.

L’écologue Martha Sulbarán souligne également que les observations ont été faites dans une zone située à proximité de la ville de Caracas, un fait étonnant qui montre que certains secteurs de la biodiversité sont relativement bien conservés.

Il y a de quoi se réjouir, certes, mais il faut garder à l’esprit que la région n’est pas exempte de risques. Les menaces qui guettent le tapir sont la chasse pour la consommation de sa viande et la destruction de son habitat.



“L’agriculture et l’exploitation des terres ont fragmenté l’habitat”, précise l’écologue.

Le chercheur Denis Torres abonde dans le même sens : “Le tapir du Brésil est le plus grand vertébré sylvestre de la région, mais il est exposé à un risque élevé d’extinction en raison du braconnage et de la destruction de son habitat.”

Il ajoute que le mammifère est classé parmi les espèces en danger d’extinction dans le livre rouge de la faune vénézuélienne. On considère même que “quelques extinctions locales” se sont déjà produites. *Tapirus terrestris* figure aussi dans la catégorie des espèces vulnérables sur la liste rouge de l’Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

De son côté, Jesús Castillo explique que la présence du tapir

“Les tapirs se sont déplacés dans les zones situées en altitude. C’est là leur dernier refuge.”

Martha Sulbarán, ÉCOLOGUE ET VÉTÉRINAIRE

du Brésil dans le parc national Waraira Repano est “limitée à la partie située en altitude” et que l’on considère donc que “son habitat est très restreint”.

D’après Martha Sulbarán, la chasse a diminué au cours des dernières années, les tapirs s’étant déplacés “dans les zones plus reculées du parc, les zones sauvages situées en altitude. C’est là leur dernier refuge.” Il y a aussi le fait que le prix des munitions, très élevé, peut dissuader les chasseurs.

La destruction de l’habitat du tapir entraîne d’autres problèmes, notamment sur le plan de sa reproduction. “On ignore dans quelle mesure les individus peuvent se déplacer et ainsi maintenir une certaine diversité génétique”, explique la chercheuse.

Le tapir du Brésil est considéré comme un “architecte de la forêt” en raison du rôle important qu’il joue dans la dispersion des semences. Au Venezuela, par exemple, il dissémine les semences d’espèces comme le noyer de Caracas (*Juglans venezuelensis*). Les scientifiques savent que les zones dans lesquelles les tapirs sont présents sont bien conservées.

✓ Dessin d’Ale+Ale, Italie, pour Courrier international.

Protéger cet animal revient donc à protéger la forêt. C’est pour cette raison que des organisations comme celles que dirigent Denis Torres et Martha Sulbarán ont mis en place des programmes d’éducation environnementale qui portent sur la protection de cette espèce et de l’habitat dans lequel elle vit. La chercheuse souligne : “On fait de la recherche, certes, mais on fait aussi de l’éducation environnementale. On se rend dans les écoles pour parler du tapir et le présenter comme notre voisin.”

La tâche à laquelle s’attellent ces organisations est énorme. Or il n’y a pas beaucoup de sources de financement au Venezuela. “C’est la passion qui nous anime, le fait de savoir qu’il y a des tapirs et qu’on doit les protéger. Maintenant que leur présence a été démontrée, l’État va devoir prendre des mesures pour les protéger et, évidemment, pour protéger l’écosystème qui les abrite”, ajoute-t-elle.

Les organisations financent leur travail avec les dons qu’elles reçoivent et tirent un peu d’argent des tombolas et des activités d’écotourisme qu’elles proposent.

Pour l’heure, des initiatives comme la Fundación Guarenas Repano, le Jardin botanique de Caracas, la Casa del Tapir et la Fundación AndígenA sont porteuses d’espoir pour l’avenir du tapir au Venezuela. Il y a aussi l’Hacienda Guáquira, une réserve écologique de 2 500 hectares où vit le tapir, qui a été créée par le philanthrope vénézuélien Oscar Pietri dans l’État de Yaracuy, dans le nord du pays.

—David Tarazona, publié le 27 avril

SOURCE



MONGABAY

Menlo Park, États-Unis
news.mongabay.com

Mongabay est un site d’information spécialisé dans l’environnement. Fondée en 1999, cette plateforme qui diffuse des articles en neuf langues est financée principalement par des contributions de philanthropes. Le nom “mongabay” est inspiré de celui d’une île de Madagascar, Nosy Mangabe, située dans le nord-est du pays.



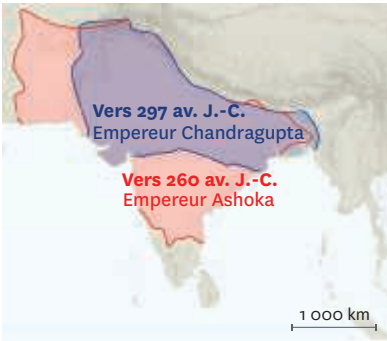
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

L'histoire de l'Inde en huit cartes

Durant vingt-cinq siècles, le sous-continent a vécu alternativement sous domination hindoue, musulmane et britannique.

Empire Maurya

1



Vers 1335 | Expansion maximale de la dynastie des Tughluq

2



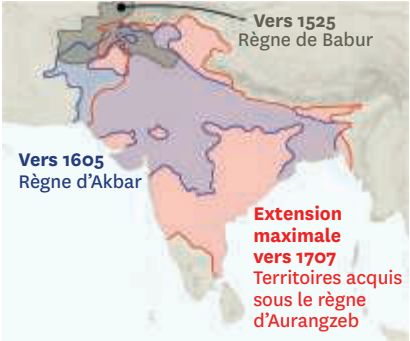
1525 | Inde médiévale

3



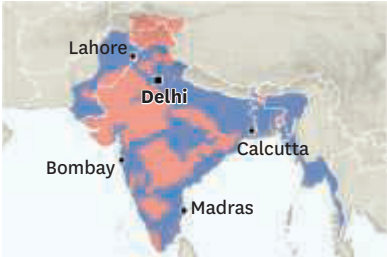
1526-1858 | Empire moghol

4



1857 | Compagnie des Indes orientales*

5



■ Territoire sous contrôle britannique ■ Royaumes indiens
* Sur les frontières modernes.

1947 | Indépendance

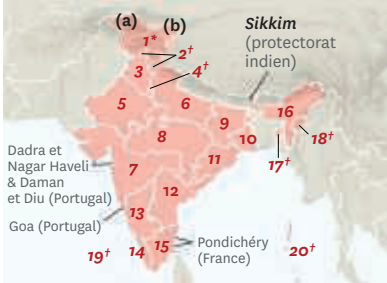
6



— Nouvelles frontières nationales — Inde britannique
■ États princiers/indiens ■ Autres régions colonisées

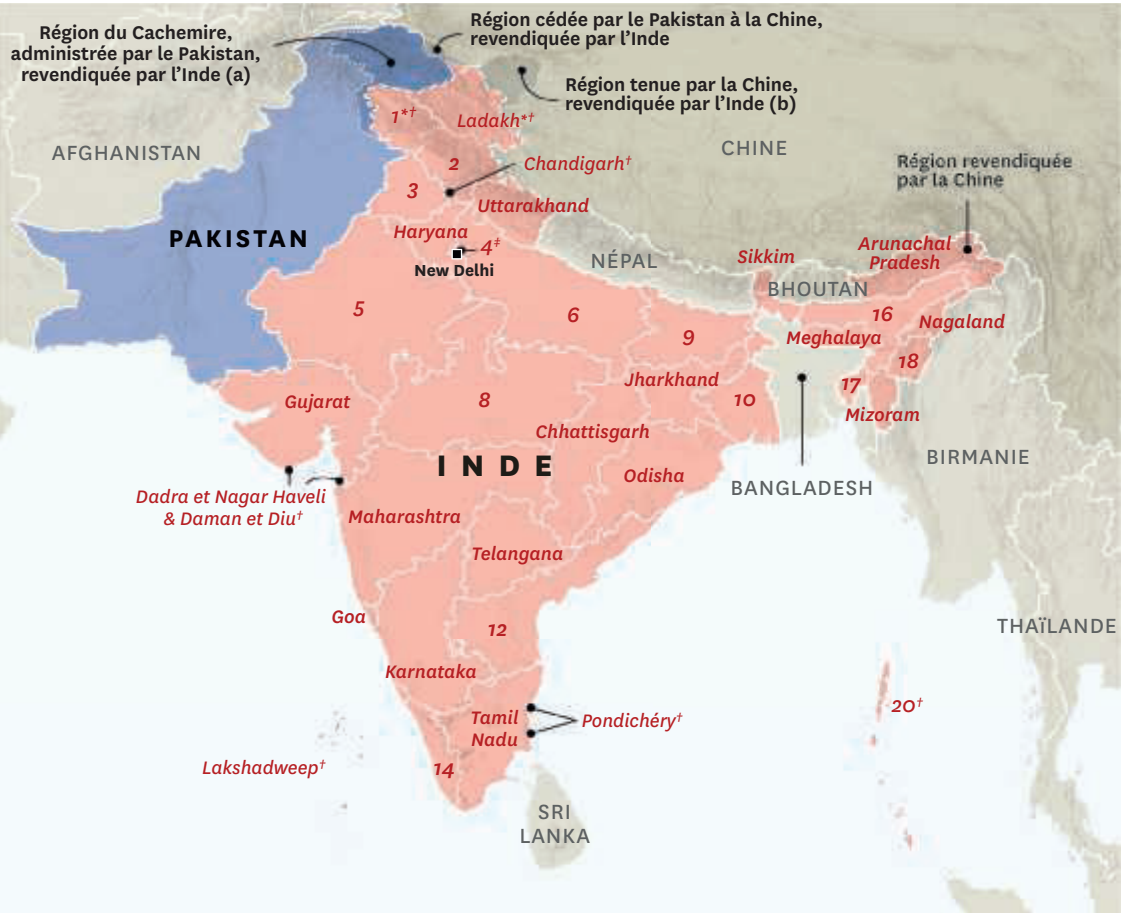
1956 | Réorganisation linguistique

7



2024 | L'Inde aujourd'hui

8



* Sous administration indienne, revendiqué par le Pakistan. † Territoires de l'Union. ‡ Territoire de la capitale nationale.

1 Jammu-et-Cachemire | 2 Himachal Pradesh | 3 Pendjab | 4 Delhi | 5 Rajasthan | 6 Uttar Pradesh | 7 Bombay | 8 Madhya Pradesh | 9 Bihar | 10 Bengale-Occidental | 11 Orissa | 12 Andhra Pradesh | 13 Mysore | 14 Kerala | 15 Madras | 16 Assam | 17 Tripura | 18 Manipur | 19 Îles Laquedives, Minicoy et Amindivi | 20 Îles Andaman et Nicobar



La source

THE ECONOMIST. L'hebdomadaire économique britannique utilise régulièrement des représentations graphiques pour accompagner certains sujets. Celle-ci, publiée dans la rubrique Graphic Detail le 12 avril, pendant la période des élections

législatives en Inde, permet de retracer 2500 ans de l'histoire de ce pays en huit cartes. Elle montre que les frontières à la fois intérieures et extérieures de ce vaste territoire, aujourd'hui grand comme 6,5 fois la France, n'ont cessé d'évoluer.

SOURCES : "THE TIMES ATLAS OF WORLD HISTORY", R. OVERY ; "A HISTORICAL ATLAS OF SOUTH ASIA", J. SCHWARTZBERG, 1978 ; "THE IMPERIAL GAZETTEER ATLAS OF INDIA", OXFORD ; "THE CLARENDON PRESS, 1907" ; "MOUNTBATTEN'S REPORT ON THE LAST VICEROYALTY : 22 MARCH-15 AUGUST 1947", BY LORD MOUNTBATTEN OF BURMA AND LIONEL CARTER ; SURVEYOR GENERAL OF INDIA

360



MAGAZINE

Toutes les roues mènent à Gérone • Cyclisme 46

Il y a 80 ans, le Débarquement • Histoire 48



↑ La place Lénine, à Maïlouou-Souou. En 2022 y a été inauguré un petit musée consacré à l'histoire locale de l'uranium.



Le photographe

Après un double cursus d'études en anthropologie et en psychologie, **RICCARDO BONONI** travaille depuis 2010 comme anthropologue visuel à l'Irfoss, un institut

de sciences sociales de la ville italienne de Padoue. Ce travail imprègne son activité de photographe documentaire, qui l'a mené, entre autres, en Bolivie, en Inde

et à Madagascar. Il a été publié par de grands médias internationaux comme *Sette (Corriere della Sera)*, *Der Spiegel* et *National Geographic*.

Au Kirghizistan, la cité irradiée



PORTFOLIO

Du temps de l'URSS, Maïlouou-Souou était classée "ville secrète". Cet ancien centre d'extraction et d'enrichissement de l'uranium reste aujourd'hui hautement radioactif. Le photographe italien Riccardo Bononi s'y est rendu.

COURRIER INTERNATIONAL : Vous avez baptisé ce projet *Mailbox 200*, en référence au nom de code que portait la ville sous l'URSS. Le site est classé par l'ONG Pure Earth parmi les lieux les plus radioactifs du monde. D'où vient cette contamination ?

RICCARDO BONONI : La différence avec les sites tristement célèbres de Tchernobyl et de Fukushima, c'est que le taux élevé de radioactivité de Maïlouou-Souou n'est pas dû à un accident précis. Ce niveau est lié à la présence de déchets radioactifs qui proviennent tant de l'extraction (10 000 tonnes d'uranium ont été extraites de 1946 à 1969) que, et surtout, du processus d'enrichissement et de traitement de l'uranium brut, qui se déroulait dans des usines situées à quelques mètres des mines elles-mêmes. La première bombe atomique soviétique a été développée avec l'uranium extrait et traité à Maïlouou-Souou.

Depuis la chute de l'URSS, plus de 2 millions de mètres cubes de déchets provenant de l'enrichissement → 44



↑ Un compteur Geiger datant de l'époque soviétique.



43 ← de l'uranium ont été abandonnés ici, répartis dans 23 bassins de confinement le long de la rivière Maïlouou-Souou. Et plus d'un autre million de mètres cubes sont enfouis autour de la ville, encore très peuplée, dans un sol particulièrement sujet aux glissements de terrain.

Comment les habitants réagissent-ils ?

Les mines creusées dans la montagne, dont les entrées ne sont ni indiquées ni réglementées, s'étendent sur des kilomètres. La plus proche se trouve à 180 mètres des premières habitations. Aujourd'hui, les usines sont désertes, certaines se sont en partie effondrées, mais elles sont toujours là.

L'état d'esprit varie d'une personne à l'autre. Les plus modérés pensent que le niveau de radioactivité ne représente qu'une menace négligeable par rapport au risque de perdre son emploi et de devoir renoncer à son quotidien. Les plus extrêmes vont jusqu'à nier totalement les données de l'ONU sur les niveaux de radiation, et n'y voient qu'une sorte de propagande occidentale contre la Russie.

Même à ce degré de concentration, les radiations ne tuent pas instantanément, il faut des années pour que se développent des formes graves de cancer ou des maladies de la thyroïde. La population a donc du mal à établir le lien avec des conséquences pour la santé qui ne sont pas immédiates, ce qui laisse le champ libre aux théories du complot.

Pour les rendre visibles, vous avez exposé les négatifs de certaines pellicules à des radiations. Comment avez-vous procédé ?

Les pellicules ont été irradiées au laboratoire de radiologie de Bassano del Grappa, en Italie, avec une dose de 44 millisieverts (mSv) de rayonnement, considérée comme la dose d'exposition annuelle moyenne à laquelle est soumis un être humain vivant à proximité [de la zone contaminée]. La méthode ressemble à une radiographie des rouleaux de pellicule, mais évidemment avec une dose de radiation extrême.

Puisque les effets des radiations sur un film photo ont rarement été étudiés, tous les chercheurs du laboratoire étaient aussi curieux que moi de voir le résultat ! Les effets les plus remarquables sont une désaturation des couleurs, une diminution du contraste, un dégradé plus ou moins marqué vers des couleurs chaudes et un bruit fort malgré la faible sensibilité de la pellicule.

—*Propos recueillis*
par *Courrier international*

→ Cette conduite d'eau, l'une des principales de la ville, traverse la plupart des sites d'enfouissement de déchets radioactifs.

↓ Des vaches paissent au-dessus d'un site signalé comme dangereux.



PHOTOS RICCARDO BONONI/PARALLELOZERO



↑↑ À l'entrée de Maïlouou-Souou, ville de 25 000 habitants.

↖ Le nomadisme, en déclin sous l'URSS, connaît un regain depuis 1991 et l'indépendance du Kirghizistan.

← La rivière qui traverse Maïlouou-Souou finira sa course dans la vallée de Ferghana, l'une des plus peuplées d'Asie centrale.

sport.

— **El País Semanal**, *extraits*
(Madrid)

La ville est endormie. Les cloches de la cathédrale Sainte-Marie de Gérone viennent de sonner 9 heures du matin mais les rues ne se rempliront pas avant quelques heures. Soudain, le silence de la vieille ville, le quartier Vell, est rompu par des cliquetis à n'en plus finir. Ils sont ténus, mais sur les pavés médiévaux d'une ville endormie, le pignon d'un vélo en roue libre produit le même son qu'une crécelle dans les mains d'un enfant.

Le premier vélo de la matinée est un Canyon couleur crème. Dans les minutes qui suivent, passeront un Trek rouge, plusieurs Specialized et quelques Focus. À Gérone en cette heure matinale, la mode est au maillot fin et moult, au cuissard rembourré, aux lunettes de soleil polarisées, au casque aérodynamique et aux chaussures à crampons qui s'attachent aux pédales, transformant le vélo en un prolongement du corps humain. L'ensemble le plus adapté pour circuler dans la capitale européenne du cyclisme.

Séjours complets. Si tout a commencé avec [le coureur danois] Johnny Woltz, c'est avec [le champion américain] Lance Armstrong que tout a explosé. Le premier est arrivé à Gérone en 1986 [avant même de passer professionnel]. Puis en 2001, Armstrong, convaincu par Woltz, s'est installé dans la ville, entraînant toute son équipe avec lui. C'est ainsi que sont arrivés Hamilton, Van de Velde, Landis et l'ensemble de l'US Postal, la première équipe professionnelle à établir son siège à Gérone.

L'entrepreneuriat d'ex-cyclistes et la publicité faite par les marques ont fait le reste. *"Il y a toujours eu une communauté de cyclistes à Gérone, mais elle a considérablement augmenté à partir de 2018 avec l'ouverture de boutiques, de cafés et de tour-opérateurs"*, indique Eugeni Torres, directeur de l'hôtel Ultonia. Selon lui, sur les 800 chambres que compte son établissement, 15 % sont occupées par des cyclistes arrivés généralement par le biais d'une des agences de la ville qui proposent des séjours complets avec guides, circuits, hébergement et repas.

En 2008, le cycliste professionnel canadien Christian Meier et son épouse, Amber, sont arrivés à Gérone pour concrétiser le rêve de Christian, qui évoluait alors dans l'équipe Orica, installée dans la ville. Sept ans plus tard, après la retraite sportive de Meier, le couple a fondé La Fábrica, le premier lieu de Gérone à proposer des cafés de spécialité [haut de gamme] et l'un des premiers à être adapté aux vélos.

L'année suivante, en 2016, l'ingénieur en mécanique Lee Comerford et la cycliste professionnelle [britannique] Louise

↓ La région de Gérone, avec ses plaines, ses cols et ses dénivelés, est un paradis pour les fondus de vélo. Photos Francis Tsang/El País



En Espagne, toutes les roues mènent à Gérone

Lance Armstrong, en son temps, avait choisi la ville catalane comme base d'entraînement. Les amateurs ont suivi, et Gérone est devenue la capitale européenne du cyclotourisme haut de gamme.

Laker ouvraient Eat, Sleep, Cycle, un établissement spécialisé dans la vente de vélos professionnels et l'organisation de circuits dans la région, et destiné aux cyclistes amateurs désireux de rouler sur les pistes où s'entraînent leurs idoles.

"Nous avons commencé avec sept vélos, achetés avec une simple carte de crédit, un petit local et un premier circuit pour lequel nous facturions 600 euros", se souvient Lee Comerford. Aujourd'hui, ils possèdent l'une des plus grandes agences touristiques de la ville, divisée en quatre lieux : une boutique de vêtements, un café, un magasin de vente et de location de vélos et un atelier, pour lesquels ils enregistrent un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros par an.

Une excursion de cinq jours avec cette agence coûte en moyenne 3000 euros. *"La majorité de nos clients viennent des États-Unis et pour eux, dépenser de 5000 à 10000 euros pour une semaine de vacances n'est pas un problème, car ils viennent ici pour vivre une*

"Il y a beaucoup de vélos. Ce n'est pas tenable car nous saturons la route."

Marye Plantinga,
CYCLISTE BELGE

expérience unique et ils sont prêts à y mettre le prix. Nous sommes conscients que les circuits sont très chers pour les Espagnols, mais ils sont destinés aux étrangers et les excursions sociales que nous organisons constituent notre apport à la communauté", explique Lee Comerford. Fin mars, Eat, Sleep, Cycle a organisé la première excursion gratuite de la saison, à laquelle ont participé plus de cinquante personnes. L'offre proposait deux itinéraires de plus de 70 kilomètres chacun, l'un sur gravier, l'autre sur route.

Écosystème. Sur l'ensemble des participants ce jour-là, seuls trois étaient des cyclistes locaux. Les autres étaient des touristes venus par leurs propres moyens pour faire du vélo, comme Marye Plantinga, Huub Segers et Arno van Mullem. Ces Belges et Néerlandais, âgés de 44 à 60 ans, avaient loué une maison à Gérone pour les vacances et apporté leurs vélos dans leur camionnette. Mais pour eux, le diagnostic est sans appel : Gérone sera victime de son succès. *"Il y a beaucoup de vélos, assure Marye Plantinga, une fonctionnaire originaire d'Anvers. Sur des itinéraires comme celui-ci, où nous sommes entre 50 et 70 personnes, le peloton est trop grand et ce n'est pas tenable parce que nous saturons la route."*

Malgré l'absence de données officielles, Lluís Mundet i Cerdan, professeur à l'université de Gérone et auteur d'une étude sur la ville en tant que destination de cyclotourisme, estime que près de 20000 cyclistes étrangers y séjournent chaque année.

↓ Des membres du club Girona Gravel Girls, au départ d'une excursion.

Ils sont attirés par la douceur du climat, des routes bien entretenues, des terrains de tous types de difficultés et des automobilistes courtois, mais aussi par tout un écosystème de cafés, d'hôtels, de magasins de location, d'ateliers et de cabinets de kinés qui s'est développé dans le sillon du cyclisme.

Après avoir accueilli l'essor de l'entraînement cycliste professionnel, Gérone a été délaissée par les équipes, désormais établies en Andorre. Mais la ville reste un véritable lieu de prédilection pour les amateurs de vélo. Ces passionnés sont en majorité des Anglo-Saxons (Américains, Canadiens et Australiens en tête). Leur pouvoir d'achat est très élevé – le coût minimum d'un bon vélo étant d'environ 4 000 euros – et 75 % d'entre eux sont des hommes, *“bien qu'on voie de plus en plus de femmes”*, explique Lluís Mundet à Cerdan.

“Ils dépensent 5 000 euros pour une semaine, ils veulent donc de la qualité et des guides qui soient d'ex-cyclistes professionnels. Ils gravissent la montagne et de l'autre côté, ils sont attendus avec un repas chaud. L'aspect culturel les laisse de marbre, ils préfèrent les bons restaurants et les bons vins”, ajoute-t-il. Ceux qui ne réservent pas de circuit mais viennent avec leur propre vélo dépensent en moyenne entre 150 et 300 euros par jour.

Eduard Kirchner, directeur de CicloTurisme, la plus ancienne entreprise spécialisée dans les circuits à vélo, créée en 1996, assure que le cyclotourisme profite à la ville. *“Cela permet de réhabiliter le centre ancien, la gentrification est donc la bienvenue. Mais bien sûr, je suis un homme d'affaires, pas un anticapitaliste, dit-il. On peut lutter contre les inégalités, et c'est du ressort du gouvernement, mais on ne peut pas rejeter toute la faute sur les cyclistes.”*

Josep Rubio, entrepreneur et propriétaire de Hors Catégorie, un café-restaurant spécialement conçu pour les cyclistes et leurs vélos, va même plus loin. *“Avant, les gens se plaignaient des junkies. Maintenant, il y a des cyclistes qui dépensent de l'argent dans la ville et ils continuent de se plaindre.”*

Gérone a aussi pour elle la douceur du climat, des routes bien entretenues et des automobilistes courtois.

Ils se plaignent en permanence. La municipalité actuelle veut développer les commerces de proximité. Mais ça ne rapporte pas d'argent”, assène-t-il. Les plaintes émanent en partie des résidents du quartier Vell.

Bien que la zone soit piétonne et interdite aux voitures, les habitants sont tous les jours confrontés à des cyclistes qui se rendent à l'appartement qu'ils ont loué à bord de leur camionnette. Ils envahissent les rues car Google Maps ne précise pas qu'il est interdit de circuler dans cette zone. *“Le quartier se vide de ses habitants à cause d'Airbnb et de la hausse des loyers. Aucun de nos voisins n'est d'ici, nous n'avons pas d'enfants et ceux qui viennent pour faire du vélo ne s'intègrent pas à la vie de quartier. Ils ont leurs propres cafés et boutiques et ne font pas partie du tissu social local. C'est comme s'il y avait des squatteurs en permanence chez nous”*, déplore une habitante, membre de l'association des riverains du quartier Vell et qui préfère taire son nom.

“C'est vrai que les loyers ont augmenté. Mais à qui appartiennent ces logements ? interroge Lee Comerford. Tous les propriétaires sont des Géronais qui savent bien que nous, les étrangers, sommes les seuls à pouvoir payer les montants qu'ils demandent. Ce sont eux qui font fuir les locaux.”

Esther, assise devant un café au lait dans l'un des nouveaux établissements du centre historique, raconte qu'un café coûte désormais 4 euros. Il y a quelques mois, il était à 3,50 euros. *“C'est cher, même très cher, je me le permets mais il est évident que les Géronais ne peuvent pas payer ce prix-là. Mais vous savez pourquoi je viens ici ? Parce que je peux garer mon vélo. Tous ces lieux pour étrangers sont adaptés aux vélos tandis que les bars traditionnels ne nous laissent pas entrer avec et ne disposent pas d'espace extérieur pour les attacher.”* Esther est géronaise et elle fait du vélo depuis toujours. Tout comme Anna Gibert, cela fait des années qu'elle observe le boom du cyclisme dans la ville.

Anna Gibert, une Géronaise de 44 ans, a un jour eu l'idée de profiter de l'environnement cycliste pour organiser des sorties à vélo collectives et locales. Elle a lancé un groupe sur WhatsApp et y a invité ses amies. Lors de la première sortie, elles étaient sept. Trois ans plus tard, le groupe est devenu le Girona Gravel Girls, un club cycliste réservé aux femmes qui compte déjà 215 membres.

“C'est un moyen de gagner en autonomie, mais aussi de partager, de discuter, de prendre un café avant la sortie, de boire



une bière après et de nous raconter nos histoires”, explique Anna Gibert, fonctionnaire de police dans l'unité de protection des femmes. *“Mon métier m'a sûrement influencée dans l'idée de créer un groupe réservé aux femmes, reconnaît-elle tout en poursuivant : Dans la plupart des sorties organisées, la majorité des participants sont des hommes et l'atmosphère est très différente. Il y en a toujours un qui accélère trop sur un tronçon où ce n'est pas nécessaire, juste pour marquer son territoire. Ils veulent montrer de quoi ils sont capables.”*

Beaucoup des touristes sont américains, canadiens ou australiens. Ils ont un pouvoir d'achat très élevé.

“Mon mari, avec qui j'ai eu deux filles, m'a trompée après vingt-deux ans de mariage. Un jour, sur Instagram, je suis tombée sur le groupe des Gravel Girls. J'ai chargé mon vélo dans la voiture et je suis allée pédaler avec elles. J'ai eu un sentiment d'énergie, d'indépendance... Je me suis sentie complètement libérée. Je me suis rendu compte que je n'avais pas besoin de développement personnel ni de psychologue. Ma thérapie, c'est faire du vélo et être avec elles. Elles sont comme une famille pour moi”, raconte Mónica, une des participantes, qui vit près de Barcelone et se rend à Gérone chaque week-end pour faire du vélo.

Le groupe propose des sorties gratuites et accueille toute femme détentrice d'un vélo Gravel, un modèle de route équipé de roues fines et adaptées à la montagne. En ce week-end de sortie de fin mars, l'atmosphère est détendue et on parle deux langues : le catalan des Géronaises et l'anglais des touristes ou des expatriées vivant à Gérone. Sont présentes Mónica, Anna, María et Esther, mais aussi Claudia, une Londonienne qui passe ses vacances à Gérone, ou encore Julie, une

guide originaire de New York qui organise des circuits pour les touristes.

Il y a aussi quelques célèbres participantes comme [la championne américaine] Connie Carpenter, médaille d'or de cyclisme sur route aux Jeux olympiques de Los Angeles [en 1984]. Ce jour de fin mars où les Gravel Girls organisent leur sortie coïncide avec l'excursion sociale de Eat, Sleep, Cycle. Après avoir parcouru chacun son itinéraire, les deux groupes (les locaux et les touristes) se réunissent en terrasse avec de la musique, des boissons et des en-cas.

La ville s'est réveillée. Les touristes piétons fourmillent dans les rues du centre. Les cyclistes sont de retour après avoir sillonné les chemins parcourus par Armstrong en son temps, ceux que continue d'arpenter Robert Gesink [un coureur professionnel néerlandais, encore en activité]. L'heure du déjeuner a sonné. Les routes, les chemins de gravier et les cols de montagne attendront demain.

—Margaryta Yakovenko, publié le 19 avril



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le Lesotho, par monts et à vélo. Le petit pays d'Afrique australe, riche de ses paysages escarpés, devient un vivier de champions et championnes de VTT, écrit le site sud-africain **New Frame** (mars 2022).



↓ Des soldats américains quittant une péniche de débarquement. Photo AKG Images



6 juin 1944. Comment les médias ont été associés au jour J

Au printemps 1944, tout indique que les Alliés vont bientôt débarquer en France. Pour que l'opération réussisse, il est crucial de détourner l'attention des Allemands. La presse anglo-saxonne va jouer un grand rôle dans les manœuvres de diversion. Avant d'être la première à décrire les combats.

— **History Today**, extraits (Londres)

Pendant la Seconde Guerre mondiale, aucun événement n'a été aussi attendu par la population britannique que le Débarquement. Quand les généraux Dwight D. Eisenhower et Bernard Law Montgomery [respectivement américain et britannique] s'installent à Londres à la fin de 1943, le premier devant prendre le commandement du tout nouveau SHAEF, le Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force [Grand quartier général des forces expéditionnaires alliées], l'impatience commence à monter.

Au fil des mois qui suivent, les campagnes anglaises se transforment en un immense camp militaire. Un peu partout, les manœuvres et les mouvements de troupes sont même à l'origine d'un spectacle inhabituel, celui d'embouteillages militaires. Au printemps, la plupart des Britanniques savent ce que cachent ces activités, comme le constate le Home Intelligence (HI). Cette organisation dépendant du ministère de l'Information britannique fait appel à la fois à

des officiers du renseignement et à des enquêteurs rémunérés afin d'évaluer ce que la population dans son ensemble pense de la guerre. *“Tout le monde a à l'esprit”* une invasion de la France, qui est *“sur presque toutes les lèvres”*, indique le HI le 20 avril.

Or [Winston] Churchill [Premier ministre britannique] ne tient pas à ce que les lèvres en question s'agissent au point de laisser échapper des informations sensibles. Il recommande *“une attitude très stricte”* vis-à-vis de la couverture par la presse de la future opération. Un avis que partage Eisenhower, car les services de renseignement l'ont prévenu que l'invasion *“n'aurait guère de chance de succès si l'ennemi en avait vent ne serait-ce que quarante-huit heures à l'avance”*

“Les canons vomissent des flammes à partir de plus de 600 navires de guerre alliés.”

Desmond Tighe, CORRESPONDANT DE REUTERS À BORD DE LA FLOTTE

et que *“tout délai plus long serait synonyme d'une défaite assurée”*. La sécurité étant cruciale, Eisenhower réagit vivement à tout manquement dans les mois qui précèdent le Débarquement, allant même jusqu'à limoger un général qui s'était exprimé un peu trop librement au sujet de la date éventuelle de l'invasion dans la salle de restaurant de l'hôtel Claridge de Londres.

Le commandant en chef américain a cependant une vision légèrement différente de celle du Premier ministre britannique. Alors que Churchill met l'accent sur la répression, Eisenhower est conscient qu'il est indispensable de parvenir à un juste équilibre entre la nécessité de contrôler les journalistes et le risque de se les aliéner. L'objectif, déclare-t-il au Premier ministre en février, est de *“trouver le meilleur moyen de maintenir fermement les journalistes dans l'ignorance sans pour autant donner l'impression de les traiter comme de parfaits intrus”*. *“Personnellement, ajoutez-il, je serais chagriné si moi-même ou mon équipe des relations publiques venions à être considérés comme autre chose que des amis de la presse.”* Par conséquent, il réclame que plus de 500 correspondants soient accrédités auprès du SHAEF. Une fois leur *“personnalité et leur intégrité”* soigneusement passées au crible, il espère pouvoir en faire de *“quasi-officiers d'état-major”* à qui il serait possible de confier des informations particulièrement sensibles.

Armée factice. Cette cooptation des médias s'accompagne d'un plan qui vise à désinformer l'ennemi. Le renseignement allié a conclu depuis longtemps

qu'[Adolf] Hitler et ses généraux étaient persuadés que ce n'est pas en Normandie que pourrait avoir lieu une opération amphibie, mais dans le Pas-de-Calais, là où la Manche est la plus étroite. Pour les conforter dans leur erreur, Eisenhower donne le feu vert à l'opération Fortitude, manœuvre complexe destinée à convaincre Hitler que les débarquements en Normandie ne seront qu'une feinte. En cas de réussite, Fortitude pourrait retenir des unités allemandes essentielles loin au nord des têtes de pont alliées, donnant aux Anglo-Américains le temps, vital, d'établir des positions imprenables dans la péninsule du Cotentin.

La création d'une armée factice dans le sud-est de l'Angleterre joue un rôle clé dans ce plan, mais les spéculations de la presse ont aussi leur importance. "L'ennemi doit continuer à douter, souligne Eisenhower à la fin du mois de mai. Tout ce que la presse et la radio peuvent faire pour entretenir la nervosité de l'ennemi" est capital. À l'approche de l'été, cette politique porte apparemment ses fruits. "Si les rumeurs sont légion, constate le HI, on entend peu de bavardages imprudents."

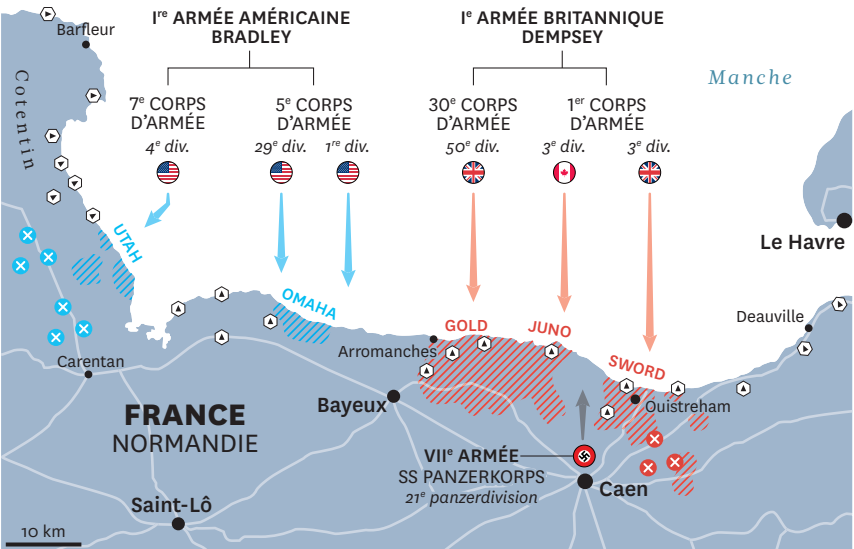
Les préparatifs sont assurément difficiles à dissimuler. Les armées réquisitionnent de plus en plus de trains, ce qui touche inmanquablement les banlieusards. Le 1^{er} avril, une zone militaire est créée. Elle "s'étend sur plus de 15 kilomètres à l'intérieur des terres depuis la côte", et les déplacements des civils y sont soumis à des restrictions draconiennes. Les plus affectés par ces embarras ont tendance

à les accepter comme une "nécessité liée à la guerre", "non sans pester, évidemment". Ailleurs, ce sont "la tension, l'expectative, l'impatience et l'anxiété" qui prévalent. Pour l'arrière britannique, cette attente insupportable cesse enfin le 6 juin à 9 h 30, quand un bulletin spécial de la BBC proclame : "Le jour J est venu." (À cause du mauvais temps, le lancement de l'opération, prévu au départ pour le 5 juin, a dû être reporté d'un jour.) Ce n'est pas la première fois que le terme est utilisé.

Il y a déjà eu des "jours J" en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie. Mais tout le monde comprend que c'est là un moment crucial de la guerre. Sur cinq plages de Normandie, plus de 150 000 hommes sont alors en train de tenter de creuser une brèche dans les remparts de la "forteresse Europe" de Hitler et d'établir une base d'où il sera possible de libérer l'ouest du continent.

Une heure à peine après le communiqué de la BBC, des éditions spéciales des journaux sont vendues dans la rue. La plupart des premiers articles sont riches en déclarations officielles, mais avarés de détails concrets. Ce n'est que le lendemain que la presse imprime les premiers récits de témoins oculaires, essentiellement les descriptions de correspondants embarqués à bord de la flotte du Débarquement

Au cours de la première semaine de l'opération, les censeurs contrôlent 2,5 millions de mots, dont "moins de 1 % est caviardé".



"D-Day" : le débarquement allié du 6 juin 1944

↓ Débarquement terrestre des Alliés ✕ Largage de troupes aéroportées par les Alliés ⊕ Principales batteries d'artillerie allemandes ▨ Territoire sous contrôle des Alliés le 6 juin 1944 au soir

SOURCES : "THE GUARDIAN", "ATLAS DU DÉBARQUEMENT ET DE LA BATAILLE DE NORMANDIE", JOSH MAN, ÉD. AUTREMENT (2004)

– un au moins de ces rapports a même traversé la Manche grâce à un pigeon. "Les canons vomissent des flammes à partir de plus de 600 navires de guerre alliés", commente Desmond Tighe, de Reuters. "Des milliers de bombardiers rugissent dans le ciel; les chasseurs vont et viennent dans les nuages alors que commence l'invasion de l'Europe occidentale." Cornelius Ryan [qui écrira plus tard *Le Jour le plus long*] décrit l'expérience de voler dans un de ces avions : "Un spectacle, écrit-il dans le *Daily Telegraph*, que je n'oublierai jamais. Des centaines de vaisseaux de toutes sortes voguaient vers la France."

Émetteurs radio. Pendant ce temps, tant à Londres qu'en Normandie, la planification intensive des derniers mois se révèle immédiatement payante. Le SHAEF a formé 200 censeurs, qui, au cours de la première semaine de l'opération, contrôlent 2,5 millions de mots, dont "moins de 1 % finit caviardé". Les moyens de transmission sont encore plus impressionnants. Le 9 juin, les correspondants de guerre qui accompagnent les troupes canadiennes et britanniques se voient offrir un accès à des émetteurs radio à basse fréquence dans les têtes de pont. Deux jours plus tard, 17 sacs de courrier sont livrés aux rédactions londoniennes depuis la France. Ils contiennent pas moins de 434 articles et 122 paquets de pellicules photographiques.

Le 7 juin, Churchill, "blanc comme un linge", s'efforce de calmer les nerfs de l'arrière en annonçant que "bien des dangers et des difficultés qui, à la même heure hier soir, nous paraissaient insurmontables sont derrière nous". Eisenhower se montre plus prudent, se contentant de déclarer qu'il n'y a "aucune raison d'être pessimiste". Une retenue que la plupart des Britanniques apprécient. Au début, la nouvelle du Débarquement suscite des réactions intenses, brutes : "Certains poussent des hurrahs, d'autres sanglotent, hystériques, d'autres encore se sentent abattus." Mais le scepticisme qui s'est accumulé au fil des six années précédentes en aide aussi beaucoup à replacer l'événement dans son contexte. "On voit peu de signes d'un trop grand optimisme", rapporte le HI le 8 juin. Au lieu de cela, une fois remis du premier choc, les gens comprennent "l'immensité de la tâche à accomplir et la possibilité que les pertes soient lourdes".

Alors que la campagne se poursuit en France, c'est à la BBC que revient l'honneur du scoop sur sa conclusion victorieuse. Dans le cadre de ses propres préparatifs intenses pour le jour J, la BBC s'est dotée de l'équipement lourd nécessaire pour diffuser depuis le champ de bataille, et 36 correspondants spécialement entraînés ont traversé la Manche avec les troupes au début du mois de juin.

Leur travail est mis en avant dans *War Report*, une nouvelle émission retransmise à 21 h 30 tous les soirs, qui permet à beaucoup de gens d'entendre pour la première fois le bruit des combats sur le continent. D'ailleurs, des auditeurs vont jusqu'à se plaindre, accusant la chaîne de sensationnalisme ou encore d'avoir ajouté des bruits de tirs qui ne sont pas authentiques. Toutefois, la majorité d'entre eux louent les mérites de la BBC, surtout le samedi 26 août, quand elle annonce : "Paris est libéré."

Le lendemain, alors que Robert Reid commente en direct l'arrivée du général de Gaulle au pied de Notre-Dame, des tireurs allemands isolés ouvrent le feu. Pendant un moment, "le câble de son micro est débranché par la foule qui se rue aux abris, mais il finit son reportage, et les détonations et sa description de la scène sont diffusées". Des millions d'auditeurs considèrent alors que c'est "la meilleure chose" que la BBC "ait jamais faite".

—Steven Casey, publié le 6 juin

SOURCE



HISTORY TODAY

Londres, Royaume-Uni
Mensuel, 16 500 ex.
historytoday.com
Cette revue de vulgarisation historique indépendante fondée en 1951 propose des articles rédigés par des universitaires et des historiens et traite de toutes les époques sans distinction. Une édition numérique est disponible depuis 2012.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

L'écrivain Michael Morpurgo : "J'ai grandi à l'époque des héros". Pour le célèbre auteur jeunesse britannique, il ne faut pas craindre de raconter aux enfants les histoires du Débarquement et de la Seconde Guerre mondiale. C'est même une nécessité, défend-il dans **The Daily Telegraph**.



Des soldats britanniques apprennent l'allemand pour se préparer à une éventuelle invasion. Photo SZ Photo/Scherl/Bridgeman Images

Les 10 débarquements qui n'ont jamais eu lieu

Si l'arrivée des troupes alliées sur les plages de Normandie est entrée dans l'histoire, bien d'autres opérations de ce type ont été envisagées au fil du conflit. Par les Alliés comme par les Allemands.



—Die Welt, extraits (Berlin)

Pour tout état-major, la conception de plans est une mission capitale. Dans une situation de guerre, des études de faisabilité exhaustives, la préparation des déploiements et l'attribution de tâches précises peuvent avoir des répercussions concrètes. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles beaucoup plus de plans sont élaborés qu'il n'y a d'opérations dans la pratique. Cela vaut entre autres pour les projets de débarquements envisagés, mais jamais mis en œuvre, durant la Seconde Guerre mondiale.

Le projet le plus connu auquel ait renoncé l'Allemagne nazie est assurément l'opération Otarie. Le 16 juillet 1940, Hitler transmet une directive aux états-majors des armées de terre, de l'air et de la marine : *«Puisque l'Angleterre, en dépit de sa situation militaire désespérée, ne se montre toujours pas prête à conclure un accord, j'ai décidé de préparer une invasion des îles Britanniques et, si nécessaire, d'effectuer cette opération.»*

Les préparatifs débutent rapidement. Des barges de transport et des canots à moteur sont concentrés dans les ports de la mer du Nord, tandis que les autorités commandent l'impression de cartes topographiques de l'Angleterre. Mais il devient très vite clair que les conditions de l'opération ne sont pas réunies. La

Kriegsmarine est si inférieure à la Royal Navy qu'elle n'est pas en mesure d'assurer la couverture d'une armée d'invasion embarquée. De plus, en août 1940, la Luftwaffe de Hermann Goering subit sa première défaite lors de la bataille aérienne au-dessus de l'Angleterre.

Dès le 14 août 1940, Hitler prend ses distances vis-à-vis de l'opération Otarie. Un mois plus tard, le 17 septembre 1940, il reporte le débarquement, alors prévu dans les prochains jours. Il faudra cependant attendre février 1944 pour que la planification d'une invasion de la Grande-Bretagne

Du fait de l'importance stratégique de Malte, Hitler et Mussolini s'entendent pour en déclencher l'invasion en juin 1942.

soit définitivement abandonnée.

Deux autres débarquements sont annulés à leur tour. Le premier, l'opération Icare, prévoyait l'occupation de l'Islande, neutre. Mais l'amiral Erich Raeder, commandant en chef de la marine, avertit Hitler sans détour : même si l'Allemagne parvenait à s'emparer de l'île, il serait impossible de garantir le ravitaillement des troupes de la Wehrmacht en Islande, compte tenu de la supériorité de la Royal Navy. Le plan finit par disparaître dans les archives.

L'autre projet est le plan Vert, l'occupation de l'Irlande, neutre elle aussi. Une fois encore, c'est l'amiral Raeder qui tire le signal d'alarme. Une telle opération risque d'avoir les mêmes conséquences pour la Wehrmacht que Dunkerque pour l'armée britannique. En octobre 1940, le plan est relégué aux archives.

La Kriegsmarine s'attache en revanche plus longuement à concevoir une opération pour conquérir la place forte britannique de Gibraltar, sous le nom de code Félix. Mais une autre forteresse britannique en Méditerranée attire l'attention des Allemands : Malte. Pendant près de deux ans, l'opération Hercule reste d'actualité. Du fait de l'importance stratégique de Malte, Hitler et Mussolini s'entendent pour déclencher l'invasion en juin 1942. Une directive en ce sens est transmise le 4 mai. Mais Hitler ne donne pas l'ordre décisif. La défaite de Rommel à El-Alamein signe l'arrêt de mort de l'opération Hercule. Le plan n'est cependant définitivement abandonné qu'en juillet 1943, après le débarquement anglo-américain en Sicile.

Diversión. Les états-majors de la Wehrmacht ne sont pas les seuls à avoir développé des plans qui n'ont jamais vu le jour. Ainsi, Londres travaille sur le plan R4, qui prévoit l'occupation de la Norvège par des troupes britanniques à partir du 10 avril 1940. Ce qui est censé permettre de couper le III^e Reich de ses approvisionnements en minerai de fer suédois. Or, la veille de la date prévue pour le débarquement, les troupes allemandes envahissent le Danemark et la Norvège. La plupart des navires britanniques qui sont déjà en route font demi-tour. Quelques jours plus tard, une partie des forces débarque malgré tout dans un fjord près de Narvik, pour participer aux combats en Norvège.

L'opération Sledgehammer [“masse”], elle, est au contraire conçue dès le départ comme un plan de secours. Il s'agit d'un débarquement anglo-américain en Europe occidentale, soit au sud du Pas-de-Calais soit vers Cherbourg. Le débarquement de six à huit divisions est envisagé, dans le cas où l'Union soviétique s'effondrerait lors de l'offensive allemande de l'été 1942. Incluse dans Sledgehammer, l'opération Jupiter concerne le débarquement de troupes britanniques en Norvège. De quoi fixer des forces allemandes loin du front décisif.

En 1944, tout en planifiant le véritable débarquement en Normandie, les Alliés développent une stratégie de diversion. Sous le nom de code Bodyguard [“garde du corps”], plusieurs faux débarquements sont préparés, entre autres dans le golfe de Gascogne, en Norvège, mais aussi en Grèce, en Roumanie et en Espagne.

La plus ambitieuse de ces opérations d'intoxa pour nom Fortitude [“courage”].

Contexte

PENDANT CE TEMPS-LÀ, AILLEURS DANS LE MONDE

Événement majeur de l'année 1944, le débarquement des Alliés en Normandie a occulté ce qui s'est passé le 6 juin sur les autres fronts. Sur le théâtre du Pacifique, ce même jour, une puissante armada américaine quitte Pearl Harbor. Objectif : les positions japonaises dans les îles Mariannes. La bataille de Saipan, qui débute le 15 juin, est l'une des plus sanglantes de la guerre du Pacifique, et elle scelle la future défaite du Japon. Sur le front de l'Est, au nord, la bataille de Narva, en Estonie occupée par l'Allemagne, se poursuit avec acharnement. Lancée en février 1944 par les Soviétiques, elle va durer jusqu'en août et se soldera par une victoire défensive des Allemands. Le 6 juin est de fait un jour funeste pour l'Armée rouge, car c'est précisément ce jour-là qu'elle doit mettre fin à sa première offensive dite de “Iasi-Chisinau”, qui devait lui permettre d'entrer en Roumanie, alors alliée de l'Allemagne. L'offensive en question, entamée le 8 avril, cesse donc le 6 juin, un terrible échec pour les Soviétiques, qui auront perdu en deux mois près de 150 000 hommes. Enfin, le débarquement fait oublier un autre succès retentissant des Alliés : la veille, ils ont pris Rome, première capitale de l'Axe à tomber. Un événement politique exceptionnel, pourtant totalement effacé dès le lendemain par le jour J.

Pour elle, les Alliés inventent même tout un groupe d'armées, placé sous le commandement du général américain George Patton. Cette prétendue formation, dont les chars sont en plastique gonflable et les avions en contreplaqué, vise à persuader les Allemands que le véritable débarquement du 6 juin en Normandie ne serait qu'une attaque de diversion, avant le véritable assaut, qui, depuis le Pas-de-Calais irait jusqu'à la Ruhr. Jamais une fausse invasion n'a eu autant d'importance dans l'histoire du monde. Quant à Patton, qui considérerait sa participation à l'entreprise comme une dégradation, il finira quand même par commander une armée sur le continent.

—Sven Felix Kellerhoff,
publié le 28 novembre 2023

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

DESPERADOS
MIX OF FLAVORS*



**BOUTEILLES
& CAPSULES
TRIEZ-LES !**

*TOUTE UNE VARIÉTÉ DE SAVEURS : DESPERADOS EST UNE GAMME DE BIÈRES AUX SAVEURS UNIQUES ET VARIÉES.

**L'ARTISTE MEAGHAN MATTHEWS A COLLABORÉ AVEC DESPERADOS POUR CRÉER SA NOUVELLE CAMPAGNE.

Meaghan Matthews

MEAGHAN_MATTHEWS**

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.